

CADMOS

Société d'Investissement à Capital Variable de droit luxembourgeois

Rapport annuel, incluant les états financiers révisés,
au 31 décembre 2022

CADMOS

Société d'Investissement à Capital Variable de droit luxembourgeois

Rapport annuel, incluant les états financiers révisés,
au 31 décembre 2022

Rapport annuel, incluant les états financiers révisés, au 31 décembre 2022

Table des matières

Organisation de la SICAV	4
Informations générales	6
Commercialisation à l'étranger	7
Rapport d'activité des gestionnaires	8
Rapport du réviseur d'entreprises agréé	29
Etats financiers	
Etat des actifs nets	32
Etat des opérations et des variations des actifs nets	34
Nombre d'actions en circulation et actif net par action	36
Compartiment : CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND (note 1)	
- Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets	37
- Répartition géographique et économique du portefeuille-titres	39
Compartiment : CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT (note 1)	
- Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets	40
- Répartition géographique et économique du portefeuille-titres	43
Compartiment : CADMOS - SWISS ENGAGEMENT (note 1)	
- Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets	44
- Répartition géographique et économique du portefeuille-titres	45
Compartiment : CADMOS - BALANCED CHF	
- Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets	46
- Répartition géographique et économique du portefeuille-titres	50
Notes aux états financiers	51
Total Expense Ratio ("TER") (annexe non révisée)	62
Portfolio Turnover Ratio ("PTR") (annexe non révisée)	63
Performance (annexe non révisée)	64
Autres informations aux Actionnaires (annexe non révisée)	65
Sustainable Finance Disclosure Regulation ("SFDR") (annexe non révisée)	67

Organisation de la SICAV

Siège Social	15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
Conseil d'Administration de la SICAV	
Président	M. Melchior DE MURALT, Associé, de Pury Pictet Turrettini & Cie SA, 12, rue de la Corraterie, CH-1204 Genève, Suisse
Administrateurs	M. Christopher QUAST, Associé, de Pury Pictet Turrettini & Cie SA, 12, rue de la Corraterie, CH-1204 Genève, Suisse M. Alain LERICHE, Directeur Indépendant, 58, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg
Société de Gestion	FundPartner Solutions (Europe) S.A., 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg
Conseil d'Administration de la Société de Gestion	
Président	M. Marc BRIOL, CEO Pictet Asset Services, Banque Pictet & Cie SA, 60, route des Acacias, CH-1211 Genève 73, Suisse
Membres	M. Dorian JACOB, Directeur Général, CEO, FundPartner Solutions (Europe) S.A., 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg M. Geoffroy LINARD DE GUERTECHIN, Directeur Indépendant, 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg
Membres du comité de Gestion	M. Dorian JACOB, CEO, FundPartner Solutions (Europe) S.A., 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg M. Abdellali KHOKHA, Dirigeant en Charge de Gestion Risque, Dirigeant en Charge de Compliance, FundPartner Solutions (Europe) S.A., 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg M. Pierre BERTRAND, Dirigeant en Charge de l'Administration des fonds classiques et de l'évaluation, FundPartner Solutions (Europe) S.A., 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg M. Frédéric BOCK, Dirigeant en Charge de l'Administration des fonds alternatifs, FundPartner Solutions (Europe) S.A., 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

Organisation de la SICAV (suite)

Co-promoteurs	<p>de Pury Pictet Turrettini & Cie S.A., 12, rue de la Corraterie, CH-1204 Genève, Suisse</p> <p>Pictet & Cie (Europe) S.A., 15A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg</p>
Banque Dépositaire	<p>Pictet & Cie (Europe) S.A., 15A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg</p>
Administration Centrale	<p>FundPartner Solutions (Europe) S.A., 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg</p>
Gestionnaires	<p>de Pury Pictet Turrettini & Cie S.A., 12, rue de la Corraterie, CH-1204 Genève, Suisse pour les compartiments :</p> <ul style="list-style-type: none">• CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND (note 1)• CADMOS - BALANCED CHF• CADMOS - PEACE INVESTMENT FUND (jusqu'au 12 août 2022) (note 1) <p>COMGEST S.A. (jusqu'au 10 février 2022), 17, square Edouard VII, F-75009 Paris, France, puis Martin Currie Investment Management LTD (depuis le 10 février 2022), Saltire Court, 20 Castle Terrace Edinburgh Midlothian, EH12ES, United Kingdom, pour le compartiment :</p> <ul style="list-style-type: none">• CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT (Note 1) <p>Alexandre Stucki Investment Management, 15, cours des Bastions, CH-1205 Genève, Suisse pour le compartiment :</p> <ul style="list-style-type: none">• CADMOS - SWISS ENGAGEMENT (note 1)
Conseiller	<p>de Pury Pictet Turrettini & Cie S.A., 12, rue de la Corraterie, CH-1204 Genève, Suisse pour les compartiments :</p> <ul style="list-style-type: none">• CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT (note 1)• CADMOS - SWISS ENGAGEMENT (note 1)
Consultant	<p>KOIS Invest, 41, rue de Livourne, B-1050 Bruxelles, Belgique pour les compartiments :</p> <ul style="list-style-type: none">• CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND (note 1)• CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT (note 1)• CADMOS - SWISS ENGAGEMENT (note 1)• CADMOS - BALANCED CHF• CADMOS - PEACE INVESTMENT FUND (jusqu'au 12 août 2022) (note 1)
Cabinet de révision agréé	<p>BDO Audit, Société Anonyme, 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg</p>
Contreparties sur contrats de change à terme (note 11)	<p>Canadian Imperial Bank of Commerce Toronto</p> <p>State Street Bank And Trust Company London</p> <p>Pictet & Cie (Europe) S.A. Luxembourg</p>

Informations générales

CADMOS (la "SICAV") publie un rapport annuel, incluant les états financiers révisés, dans les 4 mois qui suivent la fin de l'exercice social et un rapport semi-annuel non révisé dans les 2 mois suivant la fin de la période de référence.

Le rapport annuel comprend les états financiers révisés de la SICAV ainsi que ceux de chaque compartiment.

Ces rapports sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la SICAV ainsi qu'auprès de la Banque Dépositaire ou d'autres établissements désignés par elle.

La valeur nette d'inventaire ("VNI") par action, (respectivement de chaque sous-catégorie d'actions) de chaque compartiment ainsi que le prix d'émission et de rachat sont disponibles auprès de la Banque Dépositaire.

Toute modification aux statuts de la SICAV sera publiée au Recueil Electronique des Sociétés et Associations ("RESA") du Grand-Duché de Luxembourg.

Le détail des changements intervenus au cours de l'exercice clôturé dans la composition des portefeuille-titres pour l'ensemble des compartiments est disponible sur simple demande et sans frais au siège social de la SICAV ou auprès du représentant de chaque pays où la SICAV est commercialisée.

Commercialisation à l'étranger

Commercialisation/ Offre en Suisse

Offre en Suisse

La SICAV a été approuvée en Suisse par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers nommée FINMA (Financial Market Supervisory Authority) comme placement collectif étranger.

Représentant

Le représentant en Suisse est FundPartner Solutions (Suisse) SA, 60, route des Acacias, CH-1211 Genève 73, Suisse.

Service de paiement

Le service de paiement en Suisse est Banque Pictet & Cie SA, ayant son siège social au 60, route des Acacias, CH-1211 Genève 73, Suisse.

Lieu de distribution des documents déterminants

Les statuts, le prospectus en vigueur, les feuilles d'information de base, les rapports semi-annuels non révisés ainsi que les rapports annuels, incluant les états financiers révisés peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant en Suisse. La liste des achats/ventes de titres effectués au cours de l'exercice sous revue est disponible gratuitement sur simple demande auprès du représentant en Suisse.

Rapport d'activité des gestionnaires

CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND (NOTE 1)

Le compartiment a un objectif de durabilité au sens du Règlement (EU) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers. En vue d'atteindre cet objectif, le compartiment est géré depuis son origine selon la stratégie Buy & Care, qui vise à générer pour les investisseurs des performances ajustées au risque supérieures à celle de son indice de référence et d'avoir des impacts positifs et tangibles. Les sociétés dans lesquelles le compartiment investit bénéficient du changement de paradigme induit par la digitalisation, le changement climatique et les évolutions démographiques.

En 2022, les marchés financiers ont connu un premier trimestre très difficile, la plupart des classes d'actifs, des titres à revenu fixe aux actions, affichant des pertes de rendement total importantes dans un contexte de hausse de l'inflation, de ralentissement de la croissance et de risque géopolitique accru. Au premier trimestre, l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février a provoqué un choc mondial. Les graves implications humaines se sont répercutées sur les marchés, avec une baisse des actions et une hausse des rendements obligataires (ce qui signifie une baisse des prix).

Les prix des matières premières ont grimpé en flèche, la Russie étant un producteur clé de plusieurs matières premières importantes, dont le pétrole, le gaz et le blé. Cela a contribué à une nouvelle poussée de l'inflation et à une perturbation de la chaîne d'approvisionnement.

Ailleurs, les actions chinoises ont été affectées par la recrudescence de l'épidémie de Covid-19, qui a entraîné de nouveaux lockdowns dans certaines grandes villes. La Réserve Fédérale ("Fed") a augmenté ses taux d'intérêt de 0.25%, avec des appels de l'intérieur pour un resserrement plus agressif.

Dans le même temps, en réponse à la hausse de l'inflation, la Banque Centrale Européenne ("BCE") a annoncé son intention de mettre fin à ses achats d'obligations d'ici à la fin septembre 2022. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a indiqué qu'une première hausse des taux d'intérêt pourrait intervenir plus tard dans l'année.

Les sociétés des secteurs de l'énergie, des matériaux et des soins de santé ont été parmi les plus performantes en termes relatifs au cours du mois, surpassant un marché en baisse avec des gains modestes. À l'inverse, les secteurs de l'industrie, de la consommation discrétionnaire et des technologies de l'information ont été parmi les plus faibles. Ce dernier secteur étant notre principale surpondération dans le portefeuille, notre compartiment CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND (B, EUR) a souffert, avec une baisse de 12.6% au cours du trimestre et un retard de 7.3% sur son indice de référence, le MSCI Europe Net Return (EUR).

Le deuxième trimestre de 2022 s'est avéré vraiment brutal pour les investisseurs en actions. Le problème de l'inflation n'a fait qu'empirer, les États-Unis et la zone euro affichant tous deux des taux supérieurs à 8%, et les banques centrales ont réagi en conséquence. La BCE s'attend à ce que l'inflation reste "anormalement élevée" au cours des deux prochaines années et a annoncé une hausse des taux, la première en onze ans, en juillet. La Fed a été plus agressive, avec une hausse de 50 points de base en mai, suivie d'une hausse de 75 points de base en juin. Le président de la Fed, M. Powell, a déclaré que les États-Unis sont en "bonne forme" et "bien placés pour résister à un resserrement de la politique monétaire", tout en réitérant leur engagement à faire baisser l'inflation.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

On craint inévitablement que, si les taux grimpent à quelque chose comme 3.5% d'ici la fin de l'année, les États-Unis ne soient poussés fermement dans une récession. Parmi les actions, l'indice MSCI Value a surperformé son homologue de croissance, mais tous deux ont subi de fortes corrections. Les actions mondiales se sont effondrées et ont enregistré un rendement de -15.7% pour le trimestre, selon l'indice MSCI ACWI. Les États-Unis ont été à la traîne, enregistrant une baisse de 16.1%, ce qui signifie que le S&P 500 a connu son pire premier semestre depuis plus de 50 ans. Les autres régions ont un peu mieux résisté en termes de devises locales, mais la flambée du dollar américain a permis aux investisseurs en dollars de se différencier nettement moins.

Le MSCI EAFE a affiché une baisse de 14.5% en USD, tandis que le MSCI Emerging Markets a affiché une baisse légèrement meilleure de 11.5%. Les valeurs de rendement ont connu un trimestre relativement meilleur, notamment aux États-Unis, où l'indice Growth NASDAQ a plongé de 22.4%. Les baisses ont touché tous les secteurs, même si les biens de consommation de base et les services publics ont relativement bien résisté. Certaines valeurs ont connu des baisses spectaculaires, notamment dans les secteurs des médias et du divertissement et de l'automobile. Dans ce contexte, notre fonds CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND (B, EUR) a de nouveau souffert, avec une baisse de -15.2% au cours du trimestre et un retard de -6.2% sur son indice de référence, le MSCI Europe Net Return (EUR).

Malgré une forte reprise initiale du marché en juillet, les actions et les obligations ont baissé et affiché des rendements négatifs au troisième trimestre. Tout espoir de réduction des taux d'intérêt a été anéanti, les banques centrales ayant réaffirmé leur engagement à lutter contre l'inflation. La Fed, la BCE et la Banque d'Angleterre ont toutes augmenté leurs taux d'intérêt au cours du trimestre. Les marchés émergents ont sous-performé leurs homologues développés.

Les matières premières ont également reculé de manière générale. En effet, le trimestre a commencé sur une note d'optimisme, car des signes sont apparus indiquant que les banques centrales, en particulier la Fed, progressaient dans la maîtrise de l'inflation sans trop nuire à l'économie, ce qui a alimenté la perspective de réductions des taux d'intérêt l'année prochaine.

En conséquence, les valeurs de croissance ont été les principales bénéficiaires, avec des gains importants en juillet, laissant les marchés émergents à la traîne dans un contexte de faiblesse en Chine. Malheureusement, les marchés développés ont repris leur déclin en août, car il est apparu clairement que de nouvelles hausses substantielles des taux d'intérêt pourraient être nécessaires pour maîtriser l'inflation, tandis que les actions des marchés émergents ont enregistré un gain modeste.

Les marchés boursiers américains ont fortement chuté après que le président de la Fed, Jerome Powell, a déclaré que la banque centrale américaine devrait maintenir une politique monétaire stricte "pendant un certain temps" afin de lutter contre l'inflation galopante, ce qui a anéanti les espoirs d'un pivot.

Dans le même temps, le Congrès américain a adopté la loi sur la réduction de l'inflation, qui vise à réduire l'inflation en limitant le déficit et en investissant dans des sources nationales d'énergie propre. Par secteur, les technologies de l'information, les soins de santé et l'immobilier ont connu certaines des baisses les plus marquées. Les valeurs énergétiques ont réalisé une performance robuste dans un contexte de forte demande persistante et de réduction de l'approvisionnement à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

Les actions européennes n'ont pas échappé aux pressions vendeuses dans un contexte d'inquiétudes persistantes concernant l'inflation, notamment sous la forme de prix élevés du gaz et de l'électricité. Le dernier mois du troisième trimestre a également été douloureux pour les investisseurs. L'inflation reste le thème dominant du marché, principalement l'inflation américaine, qui reste obstinément élevée. Plus généralement, l'inflation mondiale continue de surprendre à la hausse, et les banques centrales continuent de relever les taux d'intérêt à court terme. Par conséquent, les actions et les actifs à revenu fixe ont poursuivi leur déclin.

En Chine, la propagation alarmante du Covid-19 dans toute la région a également affaibli le sentiment, faisant craindre de nouveaux blocages, le pays continuant à mener une politique de zéro Covid. Le compartiment CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND (B, EUR) a enregistré des performances raisonnables, avec une baisse de -3.6% au cours du trimestre, légèrement supérieure à celle de son indice de référence, le MSCI Europe Net Return (EUR), de +0.5.

Au cours du dernier trimestre, nous avons pris la décision de constituer une nouvelle position dans Novartis, un géant suisse de l'innovation pharmaceutique qui, selon nous, peut atteindre une croissance du Bénéfice Par Action ("BPA") d'un peu plus de 10% à partir de 2022-25, avec une valorisation très attrayante. Cette dernière s'explique par la poursuite de l'expansion des marges, mais aussi par un certain potentiel de hausse grâce à des médicaments comme Kisqali, Leqvio, Kesimpta et Pluvicto. La société dispose également d'un trésor de guerre de près de USD 20 milliards qui pourrait alimenter une croissance inorganique.

Les marchés boursiers ont clôturé une année tumultueuse par des gains au quatrième trimestre. Les actions asiatiques ont été stimulées par l'assouplissement par la Chine de sa politique du zéro-covid, tandis que les actions européennes ont également fortement progressé.

Les rendements des obligations d'État ont légèrement augmenté vers la fin du trimestre. Cela reflète une certaine déception du marché face à la réitération par les principales banques centrales de leurs plans de resserrement de la politique monétaire, alors même que l'inflation montre des signes de pic.

Les produits de base ont progressé au cours du trimestre, notamment les métaux industriels. Aux États-Unis, les marchés d'actions ont enregistré une performance robuste, la plupart des gains ayant été réalisés en novembre.

Les bénéfices des entreprises ont également été particulièrement élevés dans certains secteurs. Les actions du secteur de l'énergie ont affiché des gains particulièrement importants, les poids lourds du secteur, Exxon et Chevron, ayant enregistré des bénéfices records. La consommation discrétionnaire a fait exception à la règle, le déclin de Tesla ayant exercé une influence considérable.

En Europe, les actions européennes ont enregistré une forte progression au quatrième trimestre, et ont en fait surperformé les autres régions. Les gains proviennent d'une variété de secteurs, notamment des zones sensibles à l'économie comme l'énergie, les finances, l'industrie et la consommation discrétionnaire. Les secteurs plus défensifs du marché, tels que les biens de consommation de base, sont restés à la traîne de la progression du marché général. Les gains des actions ont été soutenus par l'espoir que l'inflation pourrait atteindre un pic en Europe et aux États-Unis. L'inflation annuelle (mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation) est tombée à 10.1% en novembre, contre 10.6% en octobre.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

Néanmoins, la BCE a relevé ses taux d'intérêt de 50 points de base ("pb") en décembre, un rythme plus lent que ses précédentes hausses de 75 pb. Toutefois, la présidente de la BCE, Christine Lagarde, a prévenu que la banque centrale n'avait "pas fini" d'augmenter les taux d'intérêt.

Le compartiment CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND (B, EUR) a enregistré une forte performance, en hausse de +5.7% au cours du trimestre, contre -3.9% pour son indice de référence, le MSCI Europe Net Return (EUR). Notre non-exposition aux secteurs de l'énergie et de la finance a été le principal responsable de la sous-performance relative au quatrième trimestre.

Sur l'ensemble de la période, le CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND (B, EUR) a enregistré une performance de -24.5% contre -9.5% pour son indice de référence, le MSCI Europe Net Return (EUR), soit une sous-performance de -15%.

Etabli par les Gestionnaires

Février 2023

Approuvé par le Conseil d'Administration de la SICAV en date du 9 mars 2023.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT (NOTE 1)

Sur la période sous revue (1 janvier 2022 au 9 février 2022), la gestion du compartiment était encore confiée à Comgest. Durant cette période, la Valeur Nette d'Inventaire ("VNI") de CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT compartiment classe A a reculé de 0.44%, celle de CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT compartiment classe B de 0.52%, celle de CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT compartiment classe I de 0.57% et l'indice MSCI Emerging Markets a progressé de 0.7%.

En janvier, les marchés ont réagi défavorablement à l'annonce de la Fed américaine d'augmenter ses taux plus tôt que prévu. Une hausse des taux d'intérêt américain entraînerait une hausse des taux dans d'autres pays du monde, et en particulier au sein des marchés émergents qui souffrent eux-mêmes d'une inflation croissante. Les titres de croissance à multiples élevés ont par conséquent souffert, les taux d'actualisation et les prévisions du coût en capital ayant augmenté. Le variant Omicron continue sa progression. La politique Zéro Covid de la Chine pèse sur la consommation et sur l'activité du pays, mais le récent assouplissement monétaire devrait soutenir la croissance. La détérioration des relations entre la Russie et l'Ukraine a pénalisé les sociétés russes, Moscow Exchange et Detsky Mir. Le rouble russe a reculé tandis que le prix du pétrole a augmenté (ce qui bénéficie aux marchés de la péninsule arabique).

Malgré la progression de l'inflation supérieure aux attentes, les marchés ont rebondi au cours de la première moitié du mois de février et la majorité des marchés émergents ont enregistré des performances positives. Parmi les principaux marchés, la Corée, l'Afrique du Sud et la Russie se sont particulièrement distingués. La plupart des secteurs se sont inscrits en hausse, notamment la consommation cyclique (principalement en Chine), les produits de base et l'énergie.

Au sein du portefeuille, Tencent, TSMC et Suzuki, ainsi que les compagnies d'assurance, figurent parmi les meilleurs contributeurs à la performance sur les six premières semaines de l'année.

Tencent a entrepris un large rachat et une redistribution d'actions de ses filiales (JD et SEA) à ses actionnaires. Son jeu PayerUnknown's Battlegrounds rencontre par ailleurs un grand succès à l'international. La prime de risque de la société reste selon nous attractive après le repli du cours observé en 2021.

Les résultats publiés par TSMC pour le quatrième trimestre 2021 sont supérieurs aux attentes, avec une croissance du résultat net de 16% sur un an. La société prévoit des dépenses d'investissement de USD 40 à 44 milliards (contre USD 30 milliards pour 2021) et une croissance du chiffre d'affaires en USD de l'ordre de 20%, ce qui laisse suggérer que les marges sont stables. Ces résultats témoignent selon nous du pouvoir de fixation des prix de la société et de la solidité de la demande.

Suzuki a publié des résultats trimestriels meilleurs qu'attendu, la hausse des prix des véhicules et les réductions de coûts ont tiré les marges vers le haut. Après la récente pénurie de semiconducteurs qui avait ralenti la production, Maruti a confirmé que la demande reste robuste (240,000 clients attendent une livraison) et que les inventaires sont bas. L'offre de composants électroniques semble s'améliorer et la production du mois de janvier devrait avoisiner les 90% de capacité.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

Nos compagnies d'assurance ont très bien débuté l'année. Discovery et Sanlam ont continué leur reprise. Omicron semble moins dangereux que les précédents variants, il est donc peu probable que les deux assureurs sud-africains aient besoin de constituer des provisions. BB Seguridade a publié des résultats satisfaisants dont un résultat net supérieur de 11% aux prévisions, impliquant un rendement des capitaux propres de 65%. La société a en effet enregistré moins de demandes d'indemnités dans les secteurs de l'assurance rurale et de l'assurance vie. Le groupe prévoit une croissance du résultat d'exploitation hors intérêts entre 12% et 17% pour 2022, en nette amélioration par rapport à 2021.

LG Household & Health, HDFC, Mercado Libre et PAGS ont été les principaux détracteurs à la performance du fonds.

Le cours de LG Household & Health, dont l'essentiel des bénéfices provient de sa division cosmétique, a reculé. La société est en train de renégocier les prix avec certains de ses distributeurs chinois, ce qui pèse sur la croissance de ses revenus à court terme. La demande pour sa principale marque de produits de beauté Whoo reste soutenue en Chine et ses perspectives à long-terme restent selon nous intactes.

Mercado Libre et PAGS ont eu une contribution négative à la performance depuis le début de l'année, principalement en raison de la hausse des taux américains (hausse qui a par ailleurs pénalisé les titres à forte croissance/valorisation élevée). Les fondamentaux de Mercado Libre restent cependant solides et la société prévoit de bons résultats pour le troisième trimestre 2021. La croissance estimée de la valeur marchande brute pour le quatrième trimestre au Brésil, son marché le plus important, s'établit à 21%. Le groupe prévoit une croissance du volume total des paiements et du chiffre d'affaires de 74% et 48% respectivement, et une marge bénéficiaire d'exploitation de 2.5% comparé à 1.9% au quatrième trimestre 2020. PAGS a souffert de facteurs spécifiques dont nous avons parlé dans les derniers commentaires de gestion (augmentation des coûts de financement, limites réglementaires appliquées aux cartes prépayées). Nous restons malgré tout confiants dans les perspectives à long-terme de la société car les révisions à la baisse des bénéfices sont selon nous en grande partie imputables à la hausse des taux au Brésil. Cette difficulté à court-terme devrait se normaliser en même temps que le cycle de taux du pays.

HDFC a reculé, sans raison apparente. La société a en effet publié des chiffres pour le troisième trimestre en ligne avec les attentes et a indiqué que la demande de prêts au logement reste solide. La hausse des taux en Inde pourrait ralentir la demande et la rentabilité, mais cette augmentation devrait être progressive. Etant donné la très bonne exécution dont la société a fait preuve dans le passé pendant un cycle de taux, ce facteur ne devrait pas pénaliser HDFC.

Dès le 10 février 2022, la gestion du compartiment a été déléguée à Martin Currie dont le rapport d'activité suit.

APERÇU DU MARCHÉ

En début d'année, les marchés émergents ont été affectés par le conflit Russie-Ukraine. Cette situation a généré de la volatilité et a eu un impact sur le marché en général. La perturbation de la chaîne d'approvisionnement a suscité de vives inquiétudes. Entre autres facteurs, cela a fait monter le prix des matières premières, qui ont surperformé en 2022. Les pays liés aux matières premières, comme le Moyen Orient et l'Amérique latine, en ont bénéficié.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

L'impact négatif des devises étrangères a été l'un des vents contraires des marchés émergents. La forte baisse des taux d'intérêt mondiaux s'est accompagnée d'une forte appréciation du dollar américain suite aux chiffres élevés de l'Indice des Prix à la Consommation ("IPC") aux États Unis. Cette situation s'est largement reflétée dans des régions telles que la Corée et Taïwan, où nous avons constaté une grande partie de la faiblesse due à l'impact des devises étrangères.

Le marché des actions chinoises continue de jouer un rôle prépondérant dans l'orientation générale de la classe d'actifs. Le durcissement de la réglementation, combiné à l'orientation politique "Zéro Covid", qui a été en place pendant une grande partie de l'année, a entraîné une vente au cours du troisième trimestre 2022. Cependant, au quatrième trimestre, nous avons assisté à une forte reprise, la Chine ayant annoncé un abandon de la politique "Zéro Covid" et annoncé plusieurs mesures visant à assouplir les restrictions liées au Covid. Des mesures ont également été annoncées pour soutenir le secteur de l'immobilier et soutenir la demande des consommateurs. Le gouvernement cherche à favoriser une croissance de "haute qualité", élément central de son programme économique pour 2023. Cela a renforcé le sentiment des investisseurs à l'égard du marché chinois.

Dans l'ensemble, 2022 a été un marché où nous avons observé des tendances de croissance divergentes sur les marchés émergents. Grâce aux impacts positifs des facteurs structurels et des politiques, le Brésil et l'Inde ont bien performé. Le Brésil a été l'un des premiers marchés à relever ses taux et sa politique monétaire devrait s'assouplir au cours de l'année prochaine. L'Inde continue d'afficher la plus forte croissance parmi les grandes économies, alimentée par une forte demande intérieure. Cependant, tout n'est pas rose sur les marchés émergents. Nous constatons une certaine pression sur les bénéficiaires des valeurs axées sur la technologie dans des pays comme Taïwan. Les chaînes d'approvisionnement en technologie entrent dans une période de déstockage, mais une grande partie de ce déstockage s'est déjà répercutée sur le prix des actions.

Nous restons enthousiasmés par la combinaison puissante de l'adoption de la technologie, de l'urbanisation et de la croissance du secteur des services qui est évidente sur les marchés émergents. Nous pensons que notre approche très sélective et axée sur les actions continuera de prospérer en accédant à des sociétés offrant un rendement élevé des capitaux propres et opérant dans des secteurs en croissance structurelle. À l'horizon 2023, du point de vue de la classe d'actifs, les marchés émergents se négocient avec une décote de près de 40% par rapport aux marchés développés et le contexte inflationniste semble plus favorable.

PERFORMANCE

Nous avons connu un premier semestre difficile en raison de la rotation continue des styles vers la valeur et des chocs géopolitiques. Cependant, nous avons continué à nous concentrer sur le long terme en achetant des actions de notre liste de recherche approuvée qui ont été indûment punies et dont les valorisations sont attrayantes.

Nous avons ajouté des actions qui ont contribué à maintenir l'équilibre du portefeuille après le désinvestissement de nos noms russes, en investissant dans des actions des secteurs de la finance, de l'énergie et de la consommation. Nous avons continué à nous concentrer sur les actions présentant des perspectives de croissance à long terme et nous avons pu profiter de la rotation du marché pour ajouter des noms de notre liste de recherche approuvée à des points d'entrée attrayants.

Le compartiment a surperformé au second semestre, malgré des vents contraires de style. Les moteurs spécifiques aux actions se sont réaffirmés et les investisseurs ont commencé à se concentrer sur les fondamentaux.

Les performances passées ne constituent pas une garantie des performances futures.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

Au cours de la période, l'un des principaux détracteurs de la performance d'un point de vue sectoriel a été le secteur des technologies de l'information. Cela s'explique par une combinaison de facteurs spécifiques aux actions, tel que l'action EPAM System, qui a subi l'impact du conflit ukrainien, ainsi que par une correction plus large des valeurs asiatiques de semi-conducteurs. Ici, le sentiment a été affecté par un environnement de demande plus lent et des niveaux de stocks plus élevés. Les valeurs financières des marchés émergents ont montré des propriétés plus défensives et ont surperformé les autres secteurs de la classe d'actifs. L'énergie a été l'un des principaux contributeurs aux performances positives de l'année.

En termes de pays, l'Inde a été le principal contributeur à la performance relative, grâce aux bonnes performances de ICICI, HDFC, Maruti Suzuki et Titan. Taiwan et la Corée ont été des détracteurs relatifs au cours de la période. L'impact de la sous-performance du secteur des technologies de l'information s'est fait sentir dans les deux régions qui ont une forte pondération dans ce secteur.

Principaux contributeurs positifs (sur une base relative)

ICICI Bank. Leader des prêts de détail en Inde avec 11% de parts dans les prêts hypothécaires, 15% dans les cartes de crédit et 9% dans les prêts automobiles. Les banques indiennes bénéficient de la reprise des prêts aux particuliers et aux entreprises. ICICI possède l'une des meilleures métriques de qualité du capital avec une base de capitaux propres solide. L'une des banques à la croissance la plus rapide dans les marchés émergents la croissance des prêts est solidement ancrée dans la moyenne des dix ans. La structure de l'actionariat est privée et propre, sans aucune intervention du gouvernement.

AIA Group. Bénéficie de la hausse des rendements obligataires américains et mondiaux. Il s'agit également d'une entreprise très défensive qui souscrit la plupart de ses assurances à Hong Kong/Singapour/en Asie du Sud-Est. La société a affiché une croissance solide de ses nouvelles affaires dans la plupart de ses zones géographiques et s'est lancée dans un important plan de remboursement du capital de plus de EUR 10 milliards. L'équipe de direction et la structure de l'entreprise sont exceptionnelles; par exemple, dans des zones géographiques clés comme la Chine, les agents d'AIA sont trois fois plus productifs que les entreprises concurrentes.

WEG. WEG est un conglomérat industriel brésilien exposé à l'équipement électrique, aux moteurs, à la transmission et à la distribution d'énergie. Ses activités se répartissent approximativement à 50% au Brésil et à 50% à l'étranger. La société est un indicateur de qualité et de croissance. Ses Rentabilités sur Capitaux Investis ("RCI") sont de l'ordre de 20% et le taux de croissance de son activité principale est de 17% depuis 1996. Il s'agit d'une entreprise familiale dont la direction est très expérimentée (le PDG est dans l'entreprise depuis 1981).

Contributeurs négatifs notables

Global Wafers. L'action a été affectée par les inquiétudes concernant la demande émanant de l'industrie de la fonderie (ses principaux clients). La demande de wafers bruts a tendance à retarder le ralentissement des fonderies d'un ou deux trimestres. Les investisseurs ont été quelque peu préoccupés par l'engagement de la société en matière de dépenses d'investissement (en particulier ses projets greenfield aux États-Unis, étant donné les récentes réductions de dépenses d'investissement que nous observons ailleurs dans le secteur (Micron). Néanmoins, nous continuons à considérer que le mixte d'activités de la société est défensif en ce qui concerne les wafers 8 inch et 12 inch et le mixte d'accords à long terme avec sa clientèle.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

SK Hynix. La société a également été touchée par la faiblesse générale de l'industrie des semi-conducteurs qui a réduit les évaluations de l'industrie d'environ 30%. Cette situation est due à la prise de bénéfices et aux inquiétudes générales concernant la faiblesse des marchés de la demande finale (par exemple, les smartphones) associée à l'augmentation des niveaux de stocks sur les marchés financiers. Bien que nous ayons continué à constater une faiblesse dans les perspectives de l'industrie des semi-conducteurs, les attentes pour 2023 ont été largement redéfinies et les perspectives à plus long terme restent positives pour SK Hynix.

TSMC. TSMC a également été touché par la faiblesse de l'industrie des semi-conducteurs. Toutefois, comme indiqué, les attentes ont été largement révisées et TSMC continue de communiquer de manière positive sur les perspectives à long terme, en particulier sur la croissance du contenu.

ACTIVITÉ (période du 10 février 2022 au 31 décembre 2022)

Nouveaux achats au cours de la période :

ENN Energy. ENN offre des rendements constants et une croissance régulière à une valorisation attrayante. Elle permet également d'équilibrer le portefeuille compte tenu de notre positionnement actuel par secteur et par pays.

Globant. Globant, société de services informatiques d'Amérique latine, opère dans l'un des meilleurs secteurs de croissance des marchés émergents et présente des perspectives positives avec une valorisation attrayante.

Banorte : Le groupe financier mexicain Banorte offre une forte combinaison de sensibilité aux taux d'intérêt et de création de valeur sur un marché qui reste sous-pénétré par rapport à la plupart des autres pays émergents en termes de services financiers.

Walmex. Walmex est un compoundeur qui a fait ses preuves en matière de croissance régulière et de rendements solides. Elle est bien placée pour utiliser sa forte position sur le marché et son infrastructure pour conserver son leadership et réussir sa transition vers une offre omnicanale.

Shenzhen Inovance. Inovance, société chinoise axée sur l'industrie, a connu une croissance constante pendant plusieurs années, à un multiple de celle du secteur en général. Sa croissance est principalement due à la croissance de l'automatisation en Chine, aux gains de parts de marché (substitution des importations) et au développement de nouveaux secteurs d'activité comme celui des véhicules électriques non polluants, qui restent tous sur une trajectoire positive.

Al Rajhi Bank. Al Rajhi est un leader de la banque de détail à forte croissance et très rentable dans la région du Moyen-Orient. Elle a une franchise numérique réussie. Du point de vue du portefeuille, elle contrebalance notre sous-pondération en Arabie Saoudite et dans la région, et nous donne une sensibilité supplémentaire à la hausse des taux d'intérêt.

Wuxi Biologics. La société est la plus grande organisation de recherche, de développement et de fabrication sous contrat ("CRDMO") de Chine. C'est un compoundeur qui occupe une position concurrentielle forte dans le secteur, bénéficiant des tendances structurelles de la croissance des produits biologiques pharmaceutiques et d'une externalisation accrue.

Les performances passées ne constituent pas une garantie des performances futures.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

Ventes directes au cours de la période :

Lukoil. Notre exposition directe à la Russie a subi une vente importante en raison de l'escalade du conflit en Ukraine. Au moment de notre décision, nous considérons qu'il était fort probable que la Russie soit exclue des indices des marchés émergents à court terme - un risque qui s'est maintenant réalisé. Nous avons décidé de sortir de toutes les autres participations russes, dans la mesure du possible, en mars. Nous avons vendu ces positions en raison de ce risque et de la possibilité que le coût extrêmement élevé des capitaux propres en Russie persiste et prenne le pas sur les fondamentaux de l'entreprise. Le risque géopolitique pour cette participation dans le secteur de l'énergie était également très élevé, malgré la propriété privée.

Groupe TCS. Nous avons vendu la seule participation russe restante de la banque numérique TCS Group. Ayant décidé de nous retirer début mars, nous avons pu exécuter partiellement l'ordre avant que la négociation ne soit suspendue sur plusieurs plateformes de négociation. Nous avons vendu le reste de notre participation en avril. Nous avons vendu notre participation en raison de ce risque de suspension et de notre crainte que le coût extrêmement élevé des capitaux propres en Russie ne se maintienne et n'écrase les fondamentaux de l'entreprise.

Prosus. Prosus a été très affecté par les événements en Ukraine. Cela a réduit notre conviction dans les composantes non Tencent de son activité. Bien qu'il y ait plusieurs autres entreprises dans le portefeuille de Prosus, la matérialité de celles situées en dehors de l'Europe de l'Est a diminué face à la dépréciation complète de ses participations dans VK et Avito, qui étaient des contributeurs clés de la performance de la société en dehors de Tencent.

Delivery Hero. Bien que de nombreuses facettes qui nous ont d'abord attirés vers Delivery Hero soient restées intactes, nous ne soutenons pas certaines des actions récentes de l'équipe de direction. En outre, la dynamique du marché des capitaux en suspens a renforcé l'exigence de rentabilité. Cela a considérablement réduit notre conviction, et a conduit à la décision de sortir de la participation.

iShares MSCI Saudi Arabia ETF. Nous avons remplacé le iShares Trust MSCI Saudi Arabia ETF par Al Rajhi Bank, une banque saoudienne de premier plan. Veuillez-vous référer au commentaire sur notre achat d'Al Rajhi Bank pour plus de détails.

ENGAGEMENTS NOTABLES

Au cours du deuxième trimestre, nous avons rencontré Cosan pour discuter de sa gestion des risques et opportunités liés au climat. Notre objectif était de mieux comprendre son approche et ses initiatives actuelles, notamment parce que certains aspects de son activité sont directement exposés au risque climatique. Cosan est un important producteur de biocarburants durables mais, comme ce carburant est dérivé de la canne à sucre, son activité agricole est directement exposée au risque climatique. Nous avons été encouragés par le fait que, du côté des produits, Cosan (compagnie brésilienne présente en portefeuille au 31 décembre 2022) est à l'avant-garde du développement de l'éthanol de deuxième génération, qui réduit encore l'intensité des émissions du bioéthanol. Elle introduit également le biométhane dans son réseau de distribution de gaz naturel. Cosan a également créé un comité au niveau du conseil d'administration pour superviser l'exposition de l'entreprise aux facteurs climatiques et leur gestion. Au cours de l'année 2022, elle a mené une étude pour améliorer et étendre sa connaissance des risques climatiques physiques et transitoires. Les conclusions seront étayées par une analyse de scénario fondée sur des données scientifiques et intégrées au cadre de gestion des risques de l'entreprise. Cosan tient déjà un inventaire des émissions de gaz à effet de serre des catégories 1, 2 et 3 pour l'ensemble de ses filiales cotées en bourse, et les déclare via le CDP. Elle s'est également fixé de nombreux objectifs en matière de climat, dont celui de parvenir à un niveau zéro pour les émissions de gaz à effet de serre de portée 1 et 2 de sa filiale Comgas d'ici 2025.

Les performances passées ne constituent pas une garantie des performances futures.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

Vers la fin de l'année, il a été annoncé que nous avons été sélectionnés comme investisseur principal pour un engagement avec Antofagasta (société déjà présente en portefeuille au 31 décembre 2022) dans le cadre de l'initiative plus large "Advance" Stewardship. Il s'agit d'une initiative collaborative dirigée par des investisseurs, coordonnée par les Principes pour l'investissement responsable ("PRI"), soutenus par les Nations unies, qui se concentre sur 40 entreprises dans le domaine des énergies renouvelables, des métaux et des mines. L'objectif de cette initiative est de faire progresser les droits de l'homme et les résultats sociaux positifs pour les personnes, principalement par l'engagement. Les investisseurs institutionnels tels que nous travaillerons en collaboration avec les entreprises ciblées (dans notre cas Antofagasta) dans le but d'amener l'entreprise à s'engager dans les 3 domaines suivants :

1. La mise en œuvre complète des United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights ("UNGP") le garde-fou de la conduite des entreprises en matière de droits de l'homme.
2. Alignement de leur engagement politique sur leur responsabilité en matière de respect des droits de l'homme.
3. L'approfondissement des progrès sur les problèmes de droits de l'homme les plus graves dans leurs opérations et à travers leurs chaînes de valeur améliorent les pratiques des entreprises en matière de droits de l'homme.

Nous sommes enthousiasmés par l'opportunité qui nous est offerte d'opérer des changements.

PRINCIPALES ATTENTES POUR 2023

Nos principales attentes pour 2023 sont les suivantes :

1. La Chine continuera d'être un déterminant clé des rendements des marchés émergents, étant donné sa prééminence dans la région. Nous pouvons voir un chemin vers la reprise de la croissance intérieure renforcée par un nouvel assouplissement des politiques de Covid.
2. Les facteurs microéconomiques et macroéconomiques seront tous deux importants. Nous nous attendons à ce que nos sociétés d'investissement et nos principaux secteurs d'exposition bénéficient d'une dynamique de bénéfices supérieure à celle du marché.
3. Nous continuerons à trouver des opportunités d'investissement attrayantes dans un large éventail de secteurs et d'industries, car nous restons concentrés sur des horizons d'investissement à long terme.

Le positionnement de notre portefeuille est resté globalement inchangé. Nous continuons à trouver des opportunités d'investissement attrayantes dans un large éventail de pays et d'industries. Notre horizon d'investissement étant axé sur le long terme, nous restons enthousiasmés par la puissante combinaison de l'adoption de la technologie, de l'urbanisation et de la croissance du secteur des services qui se manifeste sur les marchés émergents. Nous pensons que notre approche très sélective et axée sur les actions prospérera grâce à l'accès à des sociétés offrant un rendement élevé des capitaux propres et opérant dans des secteurs en croissance structurelle.

Le compartiment a un objectif de durabilité au sens du Règlement (EU) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers.

Les performances passées ne constituent pas une garantie des performances futures.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

En vue d'atteindre cet objectif, le compartiment est géré depuis son origine selon la stratégie Buy & Care, qui vise à générer pour les investisseurs des performances ajustées au risque supérieures à celle de son indice de référence et d'avoir des impacts positifs et tangibles. Les sociétés dans lesquelles le compartiment investit bénéficient du changement de paradigme induit par la digitalisation, le changement climatique et les évolutions démographiques.

Sont exclues de l'univers d'investissement les sociétés qui enfreignent les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies et qui génèrent plus de 5% de leur chiffre d'affaires d'activités sujettes à controverses (notamment telles que les armes chimiques, les armes biologiques, les armes à fragmentation, les armes nucléaires, l'uranium appauvri, la production d'armes classiques et armes à feu, le tabac, le divertissement pour adultes, les opérateurs de jeu d'argent).

Etabli par les Gestionnaires

Février 2023

Approuvé par le Conseil d'Administration de la SICAV en date du 9 mars 2023

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

CADMOS - SWISS ENGAGEMENT (NOTE 1)

Le compartiment a un objectif de durabilité au sens du Règlement (EU) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers. En vue d'atteindre cet objectif, le compartiment est géré depuis son origine selon la stratégie Buy & Care, qui vise à générer pour les investisseurs des performances ajustées au risque supérieures à celle de son indice de référence et d'avoir des impacts positifs et tangibles. Les sociétés dans lesquelles le compartiment investit bénéficient du changement de paradigme induit par la digitalisation, le changement climatique et les évolutions démographiques.

L'année 2022 aura marqué un arrêt brutal à l'optimisme des marchés financiers de 2021, soutenu par l'espoir d'une sortie de la pandémie de Covid et la reprise de l'économie mondiale. Les pressions inflationnistes, conséquence de la hausse des prix des matières premières, des coûts de logistiques et des hausses salariales, ainsi que les hausses des taux d'intérêt ont pesé sur les marchés en début d'année. Fin février, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a ébranlé la stabilité mondiale. Les sanctions contre la Russie ont accentué les hausses du prix de l'énergie et font craindre un manque d'approvisionnement de gaz en Europe. Les pénuries dans les chaînes de production déjà sous pression en 2021 pour certains composants électroniques et semi-conducteurs ont été encore accentuées par la guerre en Ukraine et par la politique zéro Covid en Chine. Certaines villes de Chine ont été totalement fermées pendant des semaines tout comme le port de Shanghai. Tout au long de l'année, les banques centrales ont fait de la lutte contre l'inflation leur priorité en pratiquant des hausses des taux d'intérêts. Ainsi les marchés financiers ont fortement baissé en 2022, même si l'inflation a semblé se stabiliser en fin d'année. Le marché suisse a achevé l'année avec une baisse substantielle, l'indice SMI a perdu -16.7%.

Le compartiment a enregistré une perte supérieure à celle du marché. Cette sous-performance s'explique par la sous-pondération des grandes défensives, et notamment de Novartis, et des financières qui ont mieux résisté cette année que les titres de croissance qui ont été fortement pénalisés. En 2022, les classes A et B du compartiment ont affiché une performance de -28.0% et -27.4% respectivement. L'indice de référence (le SLIC, Swiss Leader Total Return Index) a terminé l'année 2022 en baisse de -18.4%.

Les actifs sous gestion du fonds sont passés de CHF 102 millions fin 2021 à CHF 71 millions fin 2022. Cette baisse s'explique par la performance négative du fonds ainsi que par des sorties nettes de capitaux.

Peu de sociétés ont été épargnées par la tendance négative des marchés. Les bancaires et les assurances ont bénéficié de la hausse des taux d'intérêt. Ainsi UBS et Zurich ont terminé l'année en territoire positif. BKW a vu son bénéfice grimper grâce à l'envolée des prix de l'énergie. Novartis a été soutenu principalement par son programme de rachats d'actions.

Le reste du marché a été emporté dans la tourmente. Les plus fortes chutes ont été subies par les sociétés cycliques et de croissance. Les investisseurs ont également pris des profits sur les sociétés qui avaient enregistré de très fortes hausses en 2021 et dont les valorisations avaient atteint des niveaux élevés. La hausse du prix des matières premières, de l'énergie, des coûts de logistique, des augmentations salariales impacte les marges de nombreuses sociétés. Les augmentations de prix, parfois avec quelques mois de décalage, ne peuvent pas totalement compenser la hausse des coûts. La pénurie d'approvisionnement de composants ralentit également les ventes de certaines sociétés ou la demande des clients.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

Dans le domaine de la construction, Sika, Belimo et Geberit ont fortement chuté en 2022, après de fortes hausses en 2021. Les trois sociétés ont vu leurs marges diminuer en 2022 en raison des augmentations de coûts malgré des augmentations de prix. Belimo et Sika ont publié des résultats solides au-dessus des attentes. L'activité en Europe est impactée par les conséquences de la guerre en Ukraine. Belimo a été impactée par les fermetures en Chine. Néanmoins les deux titres continuent d'afficher des croissances solides. Geberit fait face au ralentissement des rénovations qui avaient fortement augmenté pendant la pandémie et au déstockage chez ses clients. Sika comme Belimo devraient bénéficier de la taxonomie européenne pour des constructions plus écologiques. Sika a présenté son objectif d'être net zéro d'ici 2025 pour ses émissions CO2 scope 1 et 2 et de diminuer de 90% ses émissions scope 3 d'ici 2025. Geberit a également une nouvelle stratégie CO2, elle considère le CO2 comme un coût dans tout nouveau développement de produits.

Le ralentissement de l'industrie automobile dû au manque de semi-conducteurs et de câbles a pénalisé Georg Fischer, EMS Chemie et Lem. Georg Fischer a néanmoins publié de bons résultats, soutenus par sa division "piping". La société est bien positionnée pour bénéficier des tendances durables, comme le traitement de l'eau et les véhicules électriques entre autres. Lem est également présente dans les énergies renouvelables, les véhicules électriques, les postes de recharge.

Malgré des révisions à la hausse grâce à une activité toujours soutenue dans les semi-conducteurs, Inficon a perdu du terrain, subissant des prises de profits. Les investisseurs craignent une surcapacité à venir dans la production de semi-conducteurs. Pour l'instant il existe un ralentissement au niveau de la production des mémoires, mais Inficon est très peu présent dans cette catégorie. Après avoir plus que doublé en 2021 et atteint des niveaux de valorisation élevée, VAT s'est repliée en 2022. Le management a annoncé des objectifs ambitieux à 2027, une croissance moyenne des ventes et de son bénéfice avant amortissement et dépréciation entre 11-12%. A court terme néanmoins certains clients pourraient diminuer leurs dépenses d'investissement.

VZ Holding profite de la hausse des taux d'intérêt qui compense la baisse des revenus provenant de transactions bancaires et des frais de management. Malgré cela le titre a baissé comme la majorité des petites et moyennes entreprises. Partners Group a enregistré des commissions de performance en forte baisse en raison de la difficulté en 2023 à placer des ventes des investissements. En 2021 le groupe avait profité du marché positif pour réaliser des ventes plus tôt que prévu. Néanmoins, le marché des capitaux privés devrait continuer à croître. Partners continue à investir dans des sociétés dans des industries porteuses et durables. Contrairement à la majorité des assurances, Swiss Life (-15%) a baissé en 2022 en raison de sa grande exposition en immobilier. Les investisseurs craignent une baisse de la valorisation de son parc immobilier due à la hausse des taux d'intérêt.

Kuehne + Nagel avait vu grimper ses ventes et sa rentabilité en 2022 comme en 2021 suite à l'envolée des taux de fret. Les prix devraient fortement baisser en 2023, notamment pour le fret maritime, et impacteraient la rentabilité. Néanmoins la concentration sur des business à forte marge et l'attention mise sur la réduction des coûts devraient limiter la baisse.

Interroll avait bénéficié des investissements des e-commerces, notamment aux Etats-Unis. Un ralentissement pourrait venir avec un impact sur les marges qui n'atteindront pas leur objectif sur le court terme.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

Certaines sociétés ont bénéficié en 2021 de ventes supplémentaires liées au Covid, Tecan par des demandes pour les diagnostiques, Siegfried au travers de son contrat avec BioNtech pour la production du vaccin. Ses ventes comme prévu ont baissé en 2022. Daetwyler a également vu ses ventes liées au vaccin contre la Covid 19 diminuer. La hausse des coûts a impacté négativement ses marges, elle a augmenté ses prix avec un certain retard. Tout comme Siegfried, les autres sociétés produisant des molécules pour le secteur pharmaceutique ont perdu du terrain, comme Dottikon et Bachem malgré un pipeline solide. Lonza, de son côté, a pris en 2021 une provision pour l'assainissement d'une ancienne décharge à Gamsenried, un montant substantiel possible.

Roche a publié des résultats sous les attentes. De plus son médicament en développement contre la maladie d'Alzheimer n'a pas atteint son principal critère d'évaluation en étude de phase III.

Sonova a surpris en abaissant ses perspectives en raison du ralentissement de ses ventes aux Etats-Unis où l'inflation impacte le pouvoir d'achat des retraités, ce qui a ralenti la croissance. A cela s'est ajouté fin 2022 l'arrêt de la commercialisation des appareils auditifs Phonak chez Cotsco. Straumann a publié des résultats plutôt bons. Tout comme Sonova, son activité aux Etats-Unis a ralenti, notamment pour les gouttières ("aligners"). La baisse imposée des prix pour les implants en Chine aura un impact négatif sur ses ventes, l'ampleur est encore incertaine. Malgré de bons résultats et le lancement de nouveaux produits, Alcon a été mise sous pression du fait des hausses de coûts.

Les sociétés défensives n'ont pas résisté à la tendance baissière des marchés car la hausse des coûts a un effet temporaire négatif sur leurs marges. C'est le cas pour Givaudan dont l'augmentation des prix couvrira sur 18 mois l'augmentation du prix des matières premières. Nestlé souffre également au niveau des marges sur le court terme. De plus, le groupe dépensera CHF 1 milliard par année d'ici 2023 pour des initiatives durables et ambitionne d'être émetteur de gaz net zéro d'ici 2050. La fermeture liée à la salmonelle d'une de ses usines en Belgique a engendré des baisses de volumes de ventes pour Barry Callebaut. Emmi peine à augmenter ses prix surtout pour les fromages à l'exportation.

SGS a abaissé ses attentes au niveau de la profitabilité aux vues de l'inflation salariale, d'un mixte défavorable et des volumes en baisse dans certains pays européens. Le groupe reste optimiste sur le long terme. La durabilité est clairement un pôle de croissance à long terme de ses opérations. L'acquisition annoncée de Scholle IPN par SIG Combibloc a suscité la méfiance des investisseurs car celle-ci pourrait pénaliser les marges du groupe.

Les investisseurs continuent de prendre des bénéfices sur Logitech après les plus hauts atteints en 2020 pendant la pandémie. Les ventes se sont repliées cette année, l'inflation et les difficultés d'approvisionnement pèsent sur la marge brute. Le revendeur de Logiciels Also a publié des résultats inférieurs aux attentes.

Les craintes d'une récession ainsi que les mesures de politique zéro Covid en Chine ont pesé sur les titres du luxe. Grâce à de très bons résultats, à une demande toujours dynamique et à une ré-ouverture totale de la Chine, Richemont a regagné un peu de terrain en fin d'année, mais finit tout de même dans le rouge. La déconsolidation de Yoox Net-A-Porter est une bonne nouvelle pour les marges du groupe.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

Durant l'année 2022, la composition du portefeuille a été peu modifiée. Une seule position a été sortie du portefeuille, Schindler, et aucune nouvelle position n'est entrée dans le portefeuille. Schindler a été sortie, la société peine à améliorer ses marges, sa nouvelle stratégie ne porte pas ses fruits. Deux positions ont été légèrement réduites en début d'année. SIG Combibloc a été réduite après l'annonce de son acquisition de Scholle IPN qui pourrait minorer ses marges. De plus avec cette acquisition SIG n'offre plus exclusivement des emballages en carton mais offre également des emballages "poche à bec" en plastique et donc moins durable au niveau environnemental.

Neuf positions ont été légèrement augmentées, principalement suite à la forte baisse de leur cours de bourse : Alcon, Bachem, Barry Callebaut, Richemont, Siegfried et Tecan. Le compartiment a également légèrement augmenté son exposition aux grandes défensives: Givaudan, Nestlé, Novartis.

La position en cash a baissé, passant de 5% à 2.5%. A fin 2022, la position minimale est de 0.7% et la position maximale de 6%. Les cinq plus grandes positions sont Sika, Nestlé, Givaudan, Swiss Life et Alcon à fin décembre 2022 et elles représentent 25% du portefeuille. Le portefeuille est composé de 36 titres.

L'évolution de l'économie mondiale reste très incertaine pour 2023. La situation au niveau énergétique reste tendue en Europe et même si une pénurie est évitée, les prix du gaz et de l'électricité resteront élevés. L'inflation et le resserrement de la politique monétaire des banques centrales pourraient avoir un impact négatif sur la demande mondiale. Le risque d'une récession ne peut encore être exclue à ce jour. En Suisse, le State Secretariat for Economic Affairs ("SECO") table sur une croissance du Produit Intérieur Brut ("PIB") de 1% en 2023. La hausse des taux d'intérêt représente un risque pour le fort niveau d'endettement mondial et pourrait également engendrer une correction supplémentaire des marchés financiers.

Le taux SARON est passé en territoire positif après les hausses des taux d'intérêt de la BNS, passant de -0.71% en début d'année à 0.94% fin décembre 2022. La Banque Nationale Suisse ("BNS") pourrait poursuivre sa politique monétaire restrictive en 2023 pour contrôler l'inflation.

L'agrégat des bénéfices des sociétés suisses pourrait baisser en 2023. Le marché suisse se traite à 18x les bénéfices escomptés pour l'année 2023 (selon le consensus), niveau historique toujours élevé. Le rapport entre le rendement des actions et des obligations gouvernementales suisses ou corporate est d'environ 4% et donc neutre.

Etabli par les Gestionnaires

Janvier 2023

Approuvé par le Conseil d'Administration de la SICAV en date du 9 mars 2023.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

CADMOS - BALANCED CHF

Après une année boursière 2021 particulièrement faste grâce au soutien des banques centrales, les marchés boursiers ont baissé en 2022, malgré quelques tentatives de rebond en cours d'année. Globalement le marché mondial des actions a perdu 19% (MSCI World en USD).

La forte hausse de l'inflation aux Etats-Unis a forcé la Fed à augmenter agressivement ses taux d'intérêt dès le mois de mars, alors qu'en Europe, la BCE n'a commencé à monter ses taux qu'en octobre.

La guerre en Ukraine a également contribué à l'incertitude ambiante et à la rapide hausse des prix de l'énergie, en particulier en Europe, où l'arrêt des livraisons de gaz russe a provoqué une très forte hausse des prix. Les craintes de récession ont ainsi augmenté.

En Chine, la politique zéro covid et les difficultés du secteur immobilier ont contribué à la baisse du marché chinois sur l'ensemble de l'année, malgré une forte reprise à partir de novembre, coïncidant avec la levée progressive des restrictions.

Les baisses ont été particulièrement marquées pour les sociétés de grande qualité financière, souvent fortement valorisées et dont les évaluations ont beaucoup souffert de la hausse des taux.

Les marchés obligataires ont également été pénalisés par la hausse des taux d'intérêt, enregistrant des performances en baisse (jusqu'à -17%, selon les régions, les maturités et les qualités de crédit).

La hausse des taux a contribué à la fermeté du dollar américain, qui a progressé de plus de 5% contre l'euro et de 1.4% contre le franc suisse sur l'ensemble de l'année.

La fermeté du dollar a pesé sur le cours de l'or. Son prix a cependant progressé à partir de novembre, aidé par des achats de plusieurs banques centrales. L'once d'or a ainsi terminé 2022 en hausse de 0.47%.

Gestion du compartiment

CADMOS - BALANCED CHF a baissé de 19.76% pour la part A et de 19.39% pour la part B. Le compartiment a souffert de la baisse des actions de grande qualité financière fortement représentées dans le portefeuille. La hausse des taux a aussi pénalisé la partie obligataire et notamment les fonds d'obligations convertibles, les fonds Haut rendement, les fonds obligataires Asie et marchés émergents et un fonds obligataire flexible.

A fin décembre 2022, l'encours du compartiment est de CHF 82.3 millions.

En termes d'apports et retraits, le compartiment a enregistré CHF 616,000 de retraits nets (CHF 1.6 million d'apports et CHF 2.2 millions de retraits).

En termes d'allocation d'actifs, la part actions (actions en direct et parts d'OPCVM investis en actions), qui était de 50.7% fin 2021, a été réduite en février puis en mai, au profit des liquidités. Elle est ensuite demeurée stable à environ 40% de l'encours total jusqu'à la fin de l'année (39.66% le 30 décembre 2022).

Les performances passées ne constituent pas une garantie des performances futures.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

En termes de contribution à la performance, les actions ont contribué pour -14.43%, les obligations pour -2.96%, les fonds alternatifs pour -0.06%, l'or pour +0.05% et les couvertures de change ainsi que les intérêts négatifs sur les liquidités en CHF et en euros pour -1.97%.

Dans la classe actions, les actions suisses ont été les principaux contributeurs négatifs (-5.22%), la société Straumann contribuant le plus négativement (-0.91%). Seule la société SIG Group a contribué positivement (+0.22%). Sur l'Europe, les sociétés Shell (+0.12%) et Compass (+0.09%) ont été les seuls contributeurs positifs, Dassault Systèmes étant le contributeur le plus négatif (-0.51%). Sur les Etats-Unis, Deere (+0.14%), Aon (+0.06%) et United Health (+0.02%) ont contribué positivement, la société Accenture (-0.77%) et le fonds d'actions américaines Edgewood (-1.57%) étant les contributeurs les plus négatifs. Les fonds thématiques ont contribué négativement (-2.86%).

Activité du compartiment

Fin janvier 2022, le titre Givaudan a été renforcé et le titre LVMH a été acheté.

En février, la part actions (actions en direct et parts d'OPCVM investis en actions) a été réduite pour atteindre 46.5% du fonds en fin de mois, grâce aux ventes des titres Thermofisher et Paypal et l'allègement du fonds d'actions américaines Edgewood, investi en valeurs de croissance. La société américaine Deere, leader mondial du machinisme agricole, a été achetée.

En avril, des obligations en CHF à maturité courte émises par Swisscom et McDonald's ont été achetées.

En mai, la part action a à nouveau été réduite grâce aux allègements de Geberit, Sika, Givaudan, Straumann, Lonza, Sonova, l'Oreal, Linde, Coloplast, ASML, Dassault Systèmes, Atlas Copco, Accenture, American Water Works, ainsi que le fonds de valeurs américaines Edgewood. Le titre américain Roper Industries a aussi été vendu. Le fonds thématique Secular Trends a été allégé et le fonds Rising Stars a été vendu.

Des titres défensifs et à valorisation raisonnable ont été achetés en Suisse (Swisscom, Novartis, Zurich Assurance, SIG Group), ainsi qu'en Europe (Total Energies, Legrand, KPN) et aux Etats-Unis (Aon et United Health). Fin mai, la part actions représentait 39.6% du total du portefeuille.

Le fonds obligataire LO Asia Value Bonds a été remplacé par le fonds LO Asia Investment Grade afin d'augmenter la qualité de crédit de la part obligataire et des obligations en CHF de bonne qualité financière et de maturité courte ont été achetées (Helvetia, Swisscom, Zurich Assurance, Orange, Ely Lilly, Wells Fargo, JP Morgan Chase). Le fonds obligataire Principal Financial Emerging Markets Bond Fund et le fonds d'obligations européennes Muzinich Euro Credit Alpha, classé dans la catégorie des fonds alternatifs, ont été vendus.

En juin, les sociétés suisses Partners Group, Geberit et Lonza ont été allégées ainsi que la société Essilor en Europe. Le fonds d'actions américaines Edgewood a été vendu. Le titre Shell a été acheté, ainsi que le fonds d'actions américaines Quaero Cullen, investi dans des sociétés faiblement valorisées.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

Le fonds obligataire flexible Flossbach a été renforcé et le fonds obligataire flexible Gama Global Bonds a été vendu, de même que le fonds LO Asia Investment Grade Bonds, le fonds Muzinich Europe Yield, le fonds daté Oddo BHF Haut Rendement 2025 et les fonds d'obligations convertibles Lazard Convertible Global et UBS Convertibles Global.

Une obligation Accor arrivant à échéance a été remboursée. Les fonds Lazard Credit Opportunities et Lazard Euro short Duration ont été achetés, ainsi qu'une obligation à dix ans Swiss Confédération.

Le fonds alternatif Goldman Sachs ART a été vendu et le fonds DNCA Invest Alpha bonds a été acheté.

En juillet Le fonds d'actions américaines T Row Price a été acheté en remplacement du fonds Quaero Cullen et un ETF Ishares Nasdaq a été acheté, afin de renforcer la part américaine des actions.

En août, le titre suisse Nestlé a été allégé et SIG Group a été allégé puis vendu après une forte hausse. Le titre Total Energies a été vendu au profit d'un renforcement de Shell et le titre Compass a été allégé. Le fonds T Row Price a été renforcé, de même que l'ETF Ishares Nasdaq. Un ETF Ishares S&P 500 a été acheté.

En novembre, le titre suisse Partners Group a été allégé et les titres Sika et Geberit ont été vendus. Les ETF Ishare S&P 500 et Ishares Nasdaq ont été renforcés.

En décembre le titre suisse Partners Group a été vendu et le fonds thématique Secular Trends a été allégé. Les ETF Ishares S&P 500 et Ishares Nasdaq ont été renforcés.

Un obligation Holcim venant à échéance a été remboursée et la part obligataire du portefeuille a été renforcée en achetant des obligations à maturité courte en CHF (Nestlé, Apple, Wells Fargo) et en Euros (Goldman Sachs, Emerson Electric, Danaher, Robert Bosch, SCA Hygiene). La ligne obligataire Swiss Confederation a également été renforcée

Etabli par les Gestionnaires

Février 2023

Approuvé par le Conseil d'Administration de la SICAV en date du 9 mars 2023.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

CADMOS - PEACE INVESTEMENT FUND (NOTE 1)

Le compartiment a un objectif de durabilité au sens du Règlement (EU) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers. En vue d'atteindre cet objectif, le compartiment est géré depuis son origine selon la stratégie Buy & Care, qui vise à générer pour les investisseurs des performances ajustées au risque supérieures à celle de son indice de référence et d'avoir des impacts positifs et tangibles. Les sociétés dans lesquelles le compartiment investit bénéficient du changement de paradigme induit par la digitalisation, le changement climatique et les évolutions démographiques.

En 2022, les marchés financiers ont connu un premier trimestre très difficile, la plupart des classes d'actifs, des titres à revenu fixe aux actions, affichant des pertes de rendement total importantes dans un contexte de hausse de l'inflation, de ralentissement de la croissance et de risque géopolitique accru. Au premier trimestre, l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février a provoqué un choc mondial. Les graves implications humaines se sont répercutées sur les marchés, avec une baisse des actions et une hausse des rendements obligataires (ce qui signifie une baisse des prix).

Les prix des matières premières ont grimpé en flèche, la Russie étant un producteur clé de plusieurs matières premières importantes, dont le pétrole, le gaz et le blé. Cela a contribué à une nouvelle poussée de l'inflation et à une perturbation de la chaîne d'approvisionnement.

Ailleurs, les actions chinoises ont été affectées par la recrudescence de l'épidémie de Covid-19, qui a entraîné de nouveaux lockdowns dans certaines grandes villes. La Fed a augmenté ses taux d'intérêt de 0.25%, avec des appels de l'intérieur pour un resserrement plus agressif.

Dans le même temps, en réponse à la hausse de l'inflation, la BCE a annoncé son intention de mettre fin à ses achats d'obligations d'ici à la fin septembre 2022. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a indiqué qu'une première hausse des taux d'intérêt pourrait intervenir plus tard dans l'année.

Les sociétés des secteurs de l'énergie, des matériaux et des soins de santé ont été parmi les plus performantes en termes relatifs au cours du mois, surpassant un marché en baisse avec des gains modestes. À l'inverse, les secteurs de l'industrie, de la consommation discrétionnaire et des technologies de l'information ont été parmi les plus faibles.

Le deuxième trimestre de 2022 s'est avéré vraiment brutal pour les investisseurs en actions. Le problème de l'inflation n'a fait qu'empirer, les États-Unis et la zone euro affichant tous deux des taux supérieurs à 8%, et les banques centrales ont réagi en conséquence. La BCE s'attend à ce que l'inflation reste "anormalement élevée" au cours des deux prochaines années et a annoncé une hausse des taux, la première en onze ans, en juillet. La Fed a été plus agressive, avec une hausse de 50 points de base en mai, suivie d'une hausse de 75 points de base en juin. Le président de la Fed, M. Powell, a déclaré que les États-Unis sont en "bonne forme" et "bien placés pour résister à un resserrement de la politique monétaire", tout en réitérant leur engagement à faire baisser l'inflation.

Rapport d'activité des gestionnaires (suite)

On craint inévitablement que, si les taux grimpent à quelque chose comme 3.5% d'ici la fin de l'année, les États-Unis ne soient poussés fermement dans une récession. Parmi les actions, l'indice MSCI Value a surperformé son homologue de croissance, mais tous deux ont subi de fortes corrections. Les actions mondiales se sont effondrées et ont enregistré un rendement de 15.7% pour le trimestre, selon l'indice MSCI ACWI. Les États-Unis ont été à la traîne, enregistrant une baisse de 16.1%, ce qui signifie que le S&P 500 a connu son pire premier semestre depuis plus de 50 ans. Les autres régions ont un peu mieux résisté en termes de devises locales, mais la flambée du dollar américain a permis aux investisseurs en dollars de se différencier nettement moins.

Le MSCI EAFE a affiché une baisse de 14.5% en USD, tandis que le MSCI Emerging Markets a affiché une baisse légèrement meilleure de 11.5%. Les valeurs de rendement ont connu un trimestre relativement meilleur, notamment aux États-Unis, où l'indice Growth NASDAQ a plongé de 22.4%. Les baisses ont touché tous les secteurs, même si les biens de consommation de base et les services publics ont relativement bien résisté. Certaines valeurs ont connu des baisses spectaculaires, notamment dans les secteurs des médias et du divertissement et de l'automobile

Malgré une forte reprise initiale du marché en juillet, les actions et les obligations ont baissé et affiché des rendements négatifs au troisième trimestre. Tout espoir de réduction des taux d'intérêt a été anéanti, les banques centrales ayant réaffirmé leur engagement à lutter contre l'inflation. La Réserve fédérale, la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre ont toutes augmenté leurs taux d'intérêt au cours du trimestre. Les marchés émergents ont sous-performé leurs homologues développés.

Les matières premières ont également reculé de manière générale. En effet, le trimestre a commencé sur une note d'optimisme, car des signes sont apparus indiquant que les banques centrales, en particulier la Fed, progressaient dans la maîtrise de l'inflation sans trop nuire à l'économie, ce qui a alimenté la perspective de réductions des taux d'intérêt l'année prochaine.

En conséquence, les valeurs de croissance ont été les principales bénéficiaires, avec des gains importants en juillet, laissant les marchés émergents à la traîne dans un contexte de faiblesse en Chine. Malheureusement, les marchés développés ont repris leur déclin en août, car il est apparu clairement que de nouvelles hausses substantielles des taux d'intérêt pourraient être nécessaires pour maîtriser l'inflation, tandis que les actions des marchés émergents ont enregistré un gain modeste.

Les marchés boursiers américains ont fortement chuté après que le président de la Fed, Jerome Powell, a déclaré que la banque centrale américaine devrait maintenir une politique monétaire stricte "pendant un certain temps" afin de lutter contre l'inflation galopante, ce qui a anéanti les espoirs d'un pivot.

Le 12 août 2022, le compartiment a été absorbé par CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND. Cette décision a été motivée par la plus grande prise de conscience de la part des entreprises européennes des enjeux de paix et stabilité. Cela permettra au compartiment absorbant d'augmenter l'impact de son engagement actionnarial.

Etabli par les Gestionnaires

Février 2023

Approuvé par le Conseil d'Administration de la SICAV en date du 9 mars 2023.

Les performances passées ne constituent pas une garantie des performances futures.

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREES

Aux Actionnaires de
CADMOS
Société d'investissement à capital variable
15, Avenue J.F. Kennedy
L - 1855 Luxembourg

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de CADMOS (le « Fonds ») et de chacun de ses compartiments comprenant l'état des actifs nets et l'état du portefeuille-titres et autres actifs nets au 31 décembre 2022 ainsi que l'état des opérations et des variations des actifs nets pour l'exercice clos à cette date et les notes aux états financiers, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de CADMOS et de chacun de ses compartiments au 31 décembre 2022, ainsi que du résultat des opérations et des changements de l'actif net pour l'exercice clos à cette date conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la « Loi du 23 juillet 2016 ») et les normes internationales d'audit (« ISA ») telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (« CSSF »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de la Loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Fonds conformément au code international de déontologie des professionnels comptables, y compris les normes internationales d'indépendance, publié par le Comité des normes internationales d'éthique pour les comptables (Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration du Fonds (le « Conseil d'Administration »). Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de réviseur d'entreprises agréé sur ces états financiers.



Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Responsabilités du réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du réviseur d'entreprises agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds et de chacun de ses compartiments à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Fonds et chacun de ses compartiments à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Luxembourg, le 5 avril 2023

BDO Audit
Cabinet de révision agréé
représenté par



Frédéric Mosele

Etat des actifs nets au 31 décembre 2022

	GLOBALISE	CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND (note 1)	CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT (note 1)
	EUR	EUR	USD
ACTIF			
Portefeuille-titres au coût d'acquisition (note 2.h)	212,595,282.31	33,805,269.24	58,189,195.12
Plus/moins value nette non réalisée sur investissements	10,497,780.47	5,548,071.80	-12,435,558.48
Portefeuille-titres à la valeur d'évaluation (note 2.e)	223,093,062.78	39,353,341.04	45,753,636.64
Avoirs en banque (note 2.e)	3,348,147.29	98,440.79	0.00
Dépôts bancaires	12,840,140.00	1,700,000.00	0.00
Intérêts à recevoir, nets	84,938.74	77.64	0.00
Frais de constitution (note 2.b)	344.15	344.15	0.00
Plus-value nette non réalisée sur contrats de change à terme (notes 2.f, 11)	71,038.33	0.00	387.46
	239,437,671.29	41,152,203.62	45,754,024.10
PASSIF EXIGIBLE			
Découvert bancaire	7,947.59	0.00	8,482.07
Commission de gestion, de conseil et de consultance en investissement à payer (note 4)	707,909.96	140,226.62	122,734.65
Taxe d'abonnement à payer (note 3)	14,407.37	3,730.62	2,087.55
Autres frais à payer (note 7)	228,403.84	50,962.90	41,927.89
	958,668.76	194,920.14	175,232.16
TOTAL DES ACTIFS NETS AU 31 DECEMBRE 2022	238,479,002.53	40,957,283.48	45,578,791.94
TOTAL DES ACTIFS NETS AU 31 DECEMBRE 2021	341,219,020.02	63,773,713.73	71,386,804.12
TOTAL DES ACTIFS NETS AU 31 DECEMBRE 2020	283,279,570.21	44,709,604.53	87,304,328.48

Etat des actifs nets au 31 décembre 2022 (suite)

CADMOS - SWISS ENGAGEMENT (note 1)	CADMOS - BALANCED CHF
CHF	CHF
55,450,781.02	67,253,460.64
13,578,947.98	2,813,872.79
69,029,729.00	70,067,333.43
1,793,609.51	1,415,216.55
0.00	11,000,000.00
0.00	83,793.57
0.00	0.00
0.00	69,786.21
70,823,338.51	82,636,129.76
0.00	0.00
221,045.23	225,942.71
5,931.13	2,679.91
61,109.56	75,307.54
288,085.92	303,930.16
70,535,252.59	82,332,199.60
101,564,722.84	102,946,836.24
70,609,568.18	91,307,572.65

Etat des opérations et des variations des actifs nets pour l'exercice/la période clôturé au 31 décembre 2022

	GLOBALISE	CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND (note 1)	CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT (note 1)
	EUR	EUR	USD
ACTIFS NETS AU DEBUT DE L'EXERCICE/LA PERIODE	341,219,020.02	63,773,713.73	71,386,804.12
REVENUS			
Dividendes, nets (note 2.i)	3,143,694.61	642,970.86	941,131.60
Intérêts sur obligations, nets (note 2.i)	111,100.08	0.00	0.00
Intérêts bancaires (note 2.i)	6,564.92	1,076.04	417.09
Autres revenus	12,444.63	0.00	0.00
	3,273,804.24	644,046.90	941,548.69
DEPENSES			
Frais de constitution (note 2.b)	4,738.85	1,839.85	0.00
Commission de gestion, de conseil et de consultance en investissement (note 4)	3,262,516.91	602,476.15	629,166.05
Commission de banque dépositaire, intérêts et frais bancaires (note 5)	352,394.78	41,519.27	51,981.12
Frais professionnels, frais de révision et autres frais	434,411.65	80,115.48	143,171.74
Frais d'administration centrale (note 5)	360,953.36	61,562.73	72,932.66
Taxe d'abonnement (note 3)	62,519.10	14,932.52	10,324.66
Frais de transactions (note 2.j)	252,219.27	19,318.59	169,863.51
	4,729,753.92	821,764.59	1,077,439.74
PERTES NETTES DES INVESTISSEMENTS	-1,455,949.68	-177,717.69	-135,891.05
Bénéfice/perte net(te) réalisé(e) sur ventes de titres (note 2.g)	5,293,059.93	3,387,945.37	-7,181,499.02
Bénéfice/perte net(te) réalisé(e) de change (note 2.c)	-158,803.75	15,437.67	-62,162.40
Bénéfice/perte net(te) réalisé(e) sur contrats de change à terme	146,625.16	-5,263.86	1,404.41
BENEFICE/PORTE NET(TE) REALISE(E)	3,824,931.66	3,220,401.49	-7,378,148.06
Variation de la plus/moins-value nette non réalisée :			
- sur portefeuille-titres	-87,958,712.35	-19,207,038.79	-11,398,644.98
- sur contrats de change à terme	-676,110.49	0.00	387.46
PERTE PROVENANT DES OPERATIONS	-84,809,891.18	-15,986,637.30	-18,776,405.58
Souscriptions/Rachats d'actions concernant la fusion (note 1)	0.00	3,896,475.90	0.00
Souscriptions d'actions en espèces	19,455,857.98	5,803,911.51	3,380,109.98
Rachats d'actions en espèces	-51,242,813.03	-16,530,180.36	-10,411,716.58
Ecart de conversion sur les actifs nets au début de l'exercice*	13,856,828.74		
ACTIFS NETS A LA FIN DE L'EXERCICE/LA PERIODE	238,479,002.53	40,957,283.48	45,578,791.94

* L'écart mentionné ci-dessus résulte de la conversion des actifs nets de début d'exercice (pour les compartiments libellés dans une autre devise que l'Euro) aux taux de conversion applicables au 31 décembre 2021 et aux taux de conversion applicables au 31 décembre 2022.

Etat des opérations et des variations des actifs nets pour l'exercice/la période clôturé au 31 décembre 2022 (suite)

CADMOS - SWISS ENGAGEMENT (note 1)	CADMOS - BALANCED CHF	CADMOS - PEACE INVESTMENT FUND (note 1)
CHF	CHF	EUR
101,564,722.84	102,946,836.24	17,296,591.24
1,025,066.67	412,896.67	162,612.68
0.00	109,702.47	0.00
0.00	3,540.39	1,512.58
0.00	12,288.08	0.00
1,025,066.67	538,427.61	164,125.26
0.00	0.00	2,899.00
978,670.20	944,937.14	122,406.25
98,849.46	152,993.77	7,118.16
93,346.42	108,263.31	15,967.87
104,327.38	113,344.61	10,608.54
25,406.03	8,320.34	3,756.46
5,958.40	44,399.23	22,741.59
1,306,557.89	1,372,258.40	185,497.87
-281,491.22	-833,830.79	-21,372.61
18,746.03	4,196,823.22	4,364,810.18
0.45	-190,595.40	77,027.07
0.00	169,206.46	-20,789.04
-262,744.74	3,341,603.49	4,399,675.60
-28,070,564.01	-22,667,702.42	-6,686,619.45
0.00	-667,963.68	0.00
-28,333,308.75	-19,994,062.61	-2,286,943.85
0.00	0.00	-3,896,475.90
8,743,473.98	1,609,457.04	0.00
-11,439,635.48	-2,230,031.07	-11,113,171.49
70,535,252.59	82,332,199.60	-

Nombre d'actions en circulation et actif net par action

Compartiment Classe	Devise	Nombre d'actions en circulation	Actif net par action	Actif net par action	Actif net par action
		31.12.2022	31.12.2022	31.12.2021	31.12.2020
CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND (note 1)					
A	EUR	183,439.00	142.94	190.60	148.59
B	EUR	90,610.02	162.63	215.51	166.24
CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT (note 1)					
A	USD	56,396.98	164.83	225.23	286.10
B	USD	56,919.09	185.04	251.00	316.64
I	USD	339,092.08	75.94	102.52	128.74
CADMOS - SWISS ENGAGEMENT (note 1)					
A	CHF	253,071.52	159.95	222.08	171.26
B	CHF	163,836.82	183.45	252.58	191.84
CADMOS - BALANCED CHF					
A-Cap	CHF	53,347.35	110.84	138.14	123.47
B-Dist	CHF	669,444.55	114.15	141.60	125.95
CADMOS - PEACE INVESTMENT FUND (note 1)					
A	EUR	-	-	158.26	130.43

CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND

(note 1)

Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets au 31 décembre 2022 (exprimé en EUR)

Description	Devise	Quantité	Valeur d'évaluation (note 2.e)	% des actifs nets
VALEURS MOBILIERES ADMISES A LA COTE OFFICIELLE D'UNE BOURSE DE VALEURS OU SUR UN AUTRE MARCHE REGLEMENTE				
ACTIONS				
<i>ALLEMAGNE</i>				
ADIDAS	EUR	4,157.00	529,851.22	1.29
INFINEON TECHNOLOGIES	EUR	44,058.00	1,252,568.94	3.06
SAP	EUR	12,132.00	1,169,403.48	2.86
			2,951,823.64	7.21
<i>DANEMARK</i>				
COLOPLAST 'B'	DKK	7,825.00	854,427.61	2.09
NOVOZYMES 'B'	DKK	16,385.00	775,355.03	1.89
ORSTED	DKK	12,413.00	1,053,773.91	2.57
VESTAS WIND SYSTEMS	DKK	42,047.00	1,142,710.52	2.79
WILLIAM DEMANT HOLDING	DKK	24,785.00	641,752.17	1.57
			4,468,019.24	10.91
<i>FRANCE</i>				
CAPGEMINI	EUR	5,852.00	912,619.40	2.23
DANONE	EUR	11,601.00	571,117.23	1.39
DASSAULT SYSTEMES	EUR	25,902.00	867,587.49	2.12
ESSILORLUXOTTICA	EUR	8,073.00	1,365,951.60	3.34
HERMES INTERNATIONAL	EUR	938.00	1,355,410.00	3.31
LEGRAND	EUR	11,505.00	860,804.10	2.10
L'OREAL	EUR	4,091.00	1,364,757.60	3.33
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUITTON	EUR	2,116.00	1,438,668.40	3.51
SCHNEIDER ELECTRIC S.A.	EUR	10,190.00	1,332,036.80	3.25
			10,068,952.62	24.58
<i>IRLANDE</i>				
KERRY GROUP 'A'	EUR	11,194.00	942,982.56	2.30
LINDE RG	EUR	4,540.00	1,386,743.00	3.39
			2,329,725.56	5.69
<i>JERSEY</i>				
EXPERIAN	GBP	31,915.00	1,011,877.18	2.47
			1,011,877.18	2.47
<i>LUXEMBOURG</i>				
EUROFINS SCIENTIFIC	EUR	14,584.00	978,003.04	2.39
			978,003.04	2.39
<i>PAYS-BAS</i>				
ADYEN	EUR	664.00	855,497.60	2.09
ASML HOLDING	EUR	3,542.00	1,784,459.60	4.35
			2,639,957.20	6.44

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers.

CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND

(note 1)

Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets au 31 décembre 2022 (exprimé en EUR) (suite)

Description	Devise	Quantité	Valeur d'évaluation (note 2.e)	% des actifs nets
<i>ROYAUME-UNI</i>				
COMPASS GROUP	GBP	46,560.00	1,006,263.14	2.46
RECKITT BENCKISER GROUP	GBP	14,590.00	946,211.82	2.31
UNILEVER PLC	EUR	23,370.00	1,095,351.90	2.67
			3,047,826.86	7.44
<i>SUEDE</i>				
ASSA ABLOY 'B'	SEK	45,320.00	911,680.62	2.23
ATLAS COPCO 'A'	SEK	98,620.00	1,091,716.53	2.67
HEXAGON 'B'	SEK	115,312.00	1,130,284.68	2.76
			3,133,681.83	7.66
<i>SUISSE</i>				
GEBERIT	CHF	1,765.00	778,450.41	1.90
GIVAUDAN	CHF	331.00	949,669.85	2.32
LONZA GROUP	CHF	1,938.00	889,295.13	2.17
NESTLE	CHF	10,154.00	1,101,759.70	2.69
NOVARTIS NOMINAL	CHF	15,130.00	1,280,829.54	3.13
PARTNERS GROUP HOLDING NOMINAL	CHF	1,151.00	952,114.40	2.32
S.G.S.	CHF	347.00	755,554.88	1.84
SIKA	CHF	4,796.00	1,076,819.59	2.63
STRAUMANN HOLDING	CHF	8,780.00	938,980.37	2.29
			8,723,473.87	21.29
TOTAL DU PORTEFEUILLE-TITRES			39,353,341.04	96.08
AVOIRS EN BANQUE			98,440.79	0.24
DEPOTS BANCAIRES			1,700,000.00	4.15
AUTRES PASSIFS NETS			-194,498.35	-0.47
TOTAL DES ACTIFS NETS			40,957,283.48	100.00

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers.

CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND

(note 1)

Répartition géographique et économique du portefeuille-titres au 31 décembre 2022

Répartition géographique

(en % des actifs nets)	
France	24.58
Suisse	21.29
Danemark	10.91
Suède	7.66
Royaume-Uni	7.44
Allemagne	7.21
Pays-Bas	6.44
Irlande	5.69
Jersey	2.47
Luxembourg	2.39
	96.08

Répartition économique

(en % des actifs nets)	
Industrie pharmaceutique et cosmétique	17.12
Equipements électriques et électroniques	9.70
Alimentation et boissons non alcoolisées	9.05
Industrie textile et du vêtement	8.11
Construction de machines et appareils	7.66
Produits chimiques	6.69
Internet, logiciel et services techniques informatiques	4.98
Banques et organismes de crédit	4.56
Divers - Industrie	3.39
Photo et optique	3.34
Communications	3.06
Services publics	2.79
Équipements et services pour l'énergie	2.57
Gastronomie	2.46
Holdings et sociétés financières	2.32
Commerce divers	2.31
Articles de bureau et ordinateurs	2.23
Construction et matériaux de construction	1.90
Services aux collectivités	1.84
	96.08

CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT

(note 1)

Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets au 31 décembre 2022 (exprimé en USD)

Description	Devise	Quantité	Valeur d'évaluation (note 2.e)	% des actifs nets
VALEURS MOBILIERES ADMISES A LA COTE OFFICIELLE D'UNE BOURSE DE VALEURS OU SUR UN AUTRE MARCHE REGLEMENTE				
ACTIONS				
<i>ARABIE SAOUDITE</i>				
AL RAJHI BANK	SAR	44,007.00	880,608.39	1.93
			880,608.39	1.93
<i>BERMUDES</i>				
CREDICORP	USD	5,604.00	760,238.64	1.67
			760,238.64	1.67
<i>BRESIL</i>				
B3 - BRASIL BOLSA BALCAO	BRL	301,500.00	754,356.74	1.66
COSAN	BRL	256,900.00	833,018.23	1.83
ODONTOPREV	BRL	197,360.00	337,546.44	0.74
WEG	BRL	142,400.00	1,038,652.21	2.28
			2,963,573.62	6.51
<i>CHINE</i>				
CHINA MERCHANTS BANK 'H'	HKD	161,500.00	903,204.46	1.98
CONTEMPORARY AMPEREX TECHNOLOGY 'A'	CNY	13,800.00	780,989.73	1.71
JD.COM 'A' ADR -SPONS.-	USD	14,090.00	790,871.70	1.74
PING AN BANK 'A'	CNY	234,700.00	444,302.52	0.97
PING AN INSURANCE 'H'	HKD	161,886.00	1,071,294.60	2.35
SHANGHAI FOSUN PHARMACEUTICAL 'H'	HKD	164,500.00	526,908.51	1.16
SHENZHEN INOVANCE TECHNOLOGY 'A'	CNY	42,400.00	423,897.12	0.93
WUXI LEAD INTELLIGENT 'A'	CNY	36,600.00	211,912.60	0.46
			5,153,381.24	11.30
<i>CHYPRE</i>				
ALIBABA GROUP HOLDING ADR -SPONS.-	USD	451.00	39,728.59	0.09
			39,728.59	0.09
<i>COREE DU SUD</i>				
LG CHEM	KRW	1,978.00	943,090.39	2.07
LG ENERGY SOLUTION	KRW	424.00	146,733.68	0.32
LG HOUSEHOLD & HEALTHCARE	KRW	435.00	249,575.66	0.55
NAVER	KRW	2,783.00	392,543.10	0.86
SAMSUNG ELECTRONICS	KRW	84,272.00	3,703,260.08	8.13
SAMSUNG SDI	KRW	1,356.00	636,829.18	1.40
SK HYNIX	KRW	19,660.00	1,171,711.14	2.57
			7,243,743.23	15.90
<i>ETATS-UNIS</i>				
EPAM SYSTEMS	USD	2,235.00	732,498.90	1.61
			732,498.90	1.61

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers.

CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT

(note 1)

Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets au 31 décembre 2022 (exprimé en USD) (suite)

Description	Devise	Quantité	Valeur d'évaluation (note 2.e)	% des actifs nets
<i>HONG KONG</i>				
AIA GROUP REG. -S-	HKD	124,800.00	1,387,917.36	3.05
			1,387,917.36	3.05
<i>HONGRIE</i>				
OTP BANK	HUF	15,125.00	407,535.31	0.89
			407,535.31	0.89
<i>ILES CAÏMANS</i>				
ALIBABA GROUP HOLDING	HKD	145,080.00	1,603,230.44	3.52
ENN ENERGY HOLDINGS	HKD	39,800.00	558,885.61	1.23
JD.COM 'A' -S-	HKD	3,792.00	106,983.04	0.23
MEITUAN 'B' 144A/S	HKD	55,400.00	1,240,029.36	2.72
MINTH GROUP	HKD	162,000.00	438,990.06	0.96
SEA 'A' ADR -SPONS.-	USD	3,679.00	191,418.37	0.42
TENCENT HOLDINGS	HKD	73,500.00	3,145,307.46	6.90
WUXI BIOLOGICS	HKD	71,000.00	544,442.23	1.19
XINYI SOLAR HOLDINGS	HKD	290,000.00	321,026.61	0.70
			8,150,313.18	17.87
<i>INDE</i>				
ASIAN PAINTS	INR	16,409.00	612,466.60	1.34
HDFC BANK	INR	61,169.00	1,203,823.63	2.64
ICICI BANK	INR	164,464.00	1,770,975.29	3.89
KOTAK MAHINDRA BANK LTD	INR	35,551.00	785,211.88	1.72
MARUTI SUZUKI INSIA LTD -DEMAT.-	INR	6,250.00	634,186.65	1.39
RELIANCE INDUSTRIES -DEMAT.-	INR	44,685.00	1,375,820.82	3.02
TITAN COMPANY	INR	37,437.00	1,175,421.60	2.58
ULTRA TECH CEMENT	INR	5,856.00	492,592.84	1.08
			8,050,499.31	17.66
<i>INDONESIE</i>				
BANK RAKYAT INDONESIA 'B'	IDR	3,529,000.00	1,119,821.27	2.46
TELEKOMUNIKASI INDONESIA 'B'	IDR	2,008,300.00	483,760.01	1.06
			1,603,581.28	3.52
<i>LUXEMBOURG</i>				
GLOBANT	USD	2,500.00	420,400.00	0.92
			420,400.00	0.92
<i>MEXIQUE</i>				
GFNORTE FINANCIERO BANORTE 'O'	MXN	70,000.00	502,569.66	1.10
ORBIA ADVANCE CORP	MXN	175,000.00	309,817.98	0.68
WAL-MART DE MEXICO	MXN	208,600.00	734,217.25	1.61
			1,546,604.89	3.39
<i>PHILIPPINES</i>				
ROBINSONS RETAIL HOLDINGS	PHP	223,400.00	216,115.91	0.47
			216,115.91	0.47

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers.

CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT

(note 1)

Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets au 31 décembre 2022 (exprimé en USD) (suite)

Description	Devise	Quantité	Valeur d'évaluation (note 2.e)	% des actifs nets
<i>ROYAUME-UNI</i>				
ANTOFAGASTA	GBP	51,517.00	957,743.25	2.10
			957,743.25	2.10
<i>TAÏWAN</i>				
DELTA ELECTRONICS INDUSTRIAL	TWD	84,000.00	783,003.39	1.72
GLOBALWAFERS	TWD	56,000.00	778,903.89	1.71
TAIWAN SEMICONDUCTOR MANUFACTURING	TWD	252,000.00	3,677,246.26	8.07
			5,239,153.54	11.50
TOTAL DU PORTEFEUILLE-TITRES			45,753,636.64	100.38
DECOUVERT BANCAIRE			-8,482.07	-0.02
AUTRES PASSIFS NETS			-166,362.63	-0.36
TOTAL DES ACTIFS NETS			45,578,791.94	100.00

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers.

CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT

(note 1)

Répartition géographique et économique du portefeuille-titres au 31 décembre 2022

Répartition géographique

(en % des actifs nets)

Iles Caïmans	17.87
Inde	17.66
Corée du Sud	15.90
Taiwan	11.50
Chine	11.30
Brésil	6.51
Indonésie	3.52
Mexique	3.39
Hong Kong	3.05
Royaume-Uni	2.10
Arabie saoudite	1.93
Bermudes	1.67
Etats-Unis	1.61
Luxembourg	0.92
Hongrie	0.89
Philippines	0.47
Chypre	0.09
	100.38

Répartition économique

(en % des actifs nets)

Equipements électriques et électroniques	24.38
Banques et organismes de crédit	17.53
Internet, logiciel et services techniques informatiques	14.57
Produits chimiques	7.51
Assurances	6.14
Holdings et sociétés financières	4.98
Construction de machines et appareils	4.92
Services aux collectivités	3.52
Services publics	3.06
Commerce divers	2.58
Industrie automobile	2.35
Acier inoxydable	2.10
Commerce de détail et grands magasins	2.08
Industrie pharmaceutique et cosmétique	1.71
Biotechnologie	1.19
Communications	1.06
Biens de consommation divers	0.70
	100.38

CADMOS - SWISS ENGAGEMENT (note 1)

Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets au 31 décembre 2022 (exprimé en CHF)

Description	Devise	Quantité	Valeur d'évaluation (note 2.e)	% des actifs nets
VALEURS MOBILIERES ADMISES A LA COTE OFFICIELLE D'UNE BOURSE DE VALEURS OU SUR UN AUTRE MARCHE REGLEMENTE				
ACTIONS				
<i>SUISSE</i>				
ALCON	CHF	50,000.00	3,159,000.00	4.48
ALSO HOLDING	CHF	4,100.00	693,720.00	0.98
BACHEM HOLDING	CHF	15,000.00	1,197,750.00	1.70
BARRY CALLEBAUT	CHF	500.00	914,500.00	1.30
BELIMO	CHF	5,250.00	2,310,000.00	3.27
BKW	CHF	15,000.00	1,897,500.00	2.69
COMPAGNIE FINANCIERE RICHEMONT	CHF	25,500.00	3,057,450.00	4.33
DAETWYLER HOLDING	CHF	6,750.00	1,242,000.00	1.76
DOTTIKON ES	CHF	4,850.00	1,217,350.00	1.73
EMMI	CHF	1,150.00	900,450.00	1.28
EMS-CHEMIE HOLDING	CHF	1,140.00	713,640.00	1.01
GEBERIT	CHF	5,550.00	2,417,025.00	3.43
GEORG FISCHER	CHF	20,000.00	1,132,000.00	1.60
GIVAUDAN	CHF	1,200.00	3,399,600.00	4.82
INFICON HOLDING NOM.	CHF	900.00	728,100.00	1.03
INTERROLL HOLDING	CHF	400.00	940,000.00	1.33
KUEHNE & NAGEL INTERNATIONAL	CHF	9,720.00	2,091,744.00	2.97
LEM HOLDING	CHF	360.00	645,840.00	0.92
LOGITECH INTERNATIONAL	CHF	25,000.00	1,426,500.00	2.02
LONZA GROUP	CHF	6,000.00	2,718,600.00	3.85
NESTLE	CHF	35,000.00	3,749,900.00	5.32
NOVARTIS NOMINAL	CHF	30,000.00	2,507,700.00	3.56
PARTNERS GROUP HOLDING NOMINAL	CHF	3,450.00	2,817,960.00	4.00
ROCHE HOLDING D. RIGHT	CHF	10,000.00	2,905,000.00	4.12
S.G.S.	CHF	1,025.00	2,203,750.00	3.12
SIEGFRIED HOLDING	CHF	1,500.00	920,250.00	1.30
SIG GROUP LTD	CHF	25,000.00	505,000.00	0.72
SIKA	CHF	19,500.00	4,323,150.00	6.13
SONOVA HOLDING NOMINAL	CHF	6,600.00	1,447,380.00	2.05
STRAUMANN HOLDING	CHF	23,000.00	2,428,800.00	3.44
SWISS LIFE HOLDING NOM.	CHF	7,000.00	3,337,600.00	4.73
TECAN GROUP NOM. N.1	CHF	2,500.00	1,031,000.00	1.46
UBS GROUP REG.	CHF	180,000.00	3,096,900.00	4.39
VAT GROUP	CHF	4,800.00	1,213,440.00	1.72
VZ HOLDING	CHF	14,500.00	1,041,100.00	1.48
ZURICH INSURANCE GROUP NOMINAL	CHF	6,100.00	2,698,030.00	3.83
			69,029,729.00	97.87
TOTAL DU PORTEFEUILLE-TITRES			69,029,729.00	97.87
AVOIRS EN BANQUE			1,793,609.51	2.54
AUTRES PASSIFS NETS			-288,085.92	-0.41
TOTAL DES ACTIFS NETS			70,535,252.59	100.00

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers.

CADMOS - SWISS ENGAGEMENT (note 1)

Répartition géographique et économique du portefeuille-titres au 31 décembre 2022

Répartition géographique

(en % des actifs nets)	
Suisse	97.87
	97.87

Répartition économique

(en % des actifs nets)	
Industrie pharmaceutique et cosmétique	17.40
Produits chimiques	14.02
Holdings et sociétés financières	11.38
Assurances	8.56
Alimentation et boissons non alcoolisées	7.90
Equipements électriques et électroniques	7.22
Soins de santé et services sociaux	4.48
Banques et organismes de crédit	4.39
Horlogerie	4.33
Construction et matériaux de construction	3.43
Services aux collectivités	3.12
Articles de bureau et ordinateurs	3.05
Transport et fret	2.97
Construction de machines et appareils	2.93
Services publics	2.69
	97.87

CADMOS - BALANCED CHF

Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets au 31 décembre 2022 (exprimé en CHF)

Description	Devise	Quantité	Valeur d'évaluation (note 2.e)	% des actifs nets
I. VALEURS MOBILIERES ADMISES A LA COTE OFFICIELLE D'UNE BOURSE DE VALEURS OU SUR UN AUTRE MARCHÉ REGLEMENTÉ				
ACTIONS				
<i>DANEMARK</i>				
COLOPLAST 'B'	DKK	3,700.00	398,928.05	0.48
			398,928.05	0.48
<i>ETATS-UNIS</i>				
AMERICAN WATER WORKS	USD	6,100.00	860,215.80	1.04
AMETEK	USD	9,000.00	1,163,420.50	1.41
DEERE & CO	USD	2,350.00	932,218.57	1.13
NEXTERA ENERGY	USD	10,500.00	812,140.56	0.99
UNITEDHEALTH GROUP	USD	1,700.00	833,888.31	1.01
ZOETIS 'A'	USD	5,600.00	759,293.14	0.92
			5,361,176.88	6.50
<i>FRANCE</i>				
DASSAULT SYSTEMES	EUR	16,850.00	557,290.71	0.68
ESSILORLUXOTTICA	EUR	5,500.00	918,893.05	1.12
LEGRAND	EUR	10,500.00	775,727.03	0.94
L'OREAL	EUR	1,600.00	527,045.30	0.64
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUITTON	EUR	1,350.00	906,318.26	1.10
SCHNEIDER ELECTRIC S.A.	EUR	8,800.00	1,135,864.77	1.38
			4,821,139.12	5.86
<i>IRLANDE</i>				
ACCENTURE 'A'	USD	3,300.00	814,705.21	0.99
AON	USD	3,150.00	874,722.01	1.06
LINDE RG	USD	2,900.00	875,167.03	1.06
			2,564,594.25	3.11
<i>PAYS-BAS</i>				
ASML HOLDING	EUR	2,020.00	1,004,873.64	1.22
KONINKLIJKE KPN	EUR	245,000.00	699,142.73	0.85
			1,704,016.37	2.07
<i>ROYAUME-UNI</i>				
COMPASS GROUP	GBP	37,400.00	798,127.16	0.97
SHELL	EUR	69,500.00	1,817,208.27	2.21
			2,615,335.43	3.18
<i>SUEDE</i>				
ATLAS COPCO 'A'	SEK	53,000.00	579,325.54	0.70
			579,325.54	0.70

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers.

CADMOS - BALANCED CHF

Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets au 31 décembre 2022 (exprimé en CHF) (suite)

Description	Devise	Quantité/Nominal	Valeur d'évaluation (note 2.e)	% des actifs nets
<i>SUISSE</i>				
GIVAUDAN	CHF	265.00	750,745.00	0.91
LONZA GROUP	CHF	725.00	328,497.50	0.40
NESTLE	CHF	9,400.00	1,007,116.00	1.22
NOVARTIS NOMINAL	CHF	9,800.00	819,182.00	0.99
S.G.S.	CHF	340.00	731,000.00	0.89
SONOVA HOLDING NOMINAL	CHF	2,660.00	583,338.00	0.71
STRAUMANN HOLDING	CHF	7,050.00	744,480.00	0.90
SWISSCOM	CHF	1,550.00	785,230.00	0.95
ZURICH INSURANCE GROUP NOMINAL	CHF	2,000.00	884,600.00	1.07
			6,634,188.50	8.04
TOTAL ACTIONS			24,678,704.14	29.94
<i>OBLIGATIONS</i>				
<i>ALLEMAGNE</i>				
0.75% BAYER AG 20/27 -SR-	EUR	500,000.00	436,283.63	0.53
1.75% ROBERT BOSCH 14/24	EUR	500,000.00	482,781.43	0.59
			919,065.06	1.12
<i>COREE DU SUD</i>				
0.26% HYUNDAI CAPITAL SERVICES 20/25 -SR-S	CHF	500,000.00	474,500.00	0.58
			474,500.00	0.58
<i>DANEMARK</i>				
1.50% ISS GLOBAL 17/27 -SR-S	EUR	500,000.00	429,578.55	0.52
			429,578.55	0.52
<i>ETATS-UNIS</i>				
0.15% ELI LILLY 16/24 -SR-	CHF	500,000.00	489,550.00	0.59
0.17% MCDONALD'S 16/24 -SR-	CHF	1,000,000.00	971,000.00	1.18
0.375% APPLE 15/24 -SR-S	CHF	500,000.00	487,750.00	0.59
0.375% EMERSON ELECTRIC 19/24 -SR-	EUR	500,000.00	473,048.34	0.57
0.375% VERIZON COMMUNICATIONS 17/23 -SR-S	CHF	500,000.00	497,350.00	0.60
0.45% AMER TOWER 21/27 -SR-	EUR	500,000.00	423,329.66	0.51
0.45% JP MORGAN CHASE 16/26 SR 144A -S-	CHF	500,000.00	467,500.00	0.57
0.617% MONDELEZ INTERNATIONAL 17/24 -SR-S	CHF	500,000.00	487,500.00	0.59
0.75% WELLS FARGO 20/25 -SR-S	CHF	500,000.00	483,000.00	0.59
1.125% MONDELEZ INTERNATIONAL 15/23	CHF	500,000.00	495,700.00	0.60
1.25% WELLS FARGO 14/24 -SR-	CHF	1,000,000.00	987,000.00	1.20
1.375% AT&T 14/24 -SR-	CHF	1,000,000.00	989,000.00	1.20
1.375% GOLDMAN SACHS GROUP 17/24 -SR-	EUR	500,000.00	483,588.16	0.59
1.70% DANAHER 20/24 -SR-	EUR	500,000.00	485,172.37	0.59
			8,220,488.53	9.97
<i>FRANCE</i>				
0.20% ORANGE 19/25 -SR-	CHF	500,000.00	474,250.00	0.58
			474,250.00	0.58

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers.

CADMOS - BALANCED CHF

Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets au 31 décembre 2022 (exprimé en CHF) (suite)

Description	Devise	Quantité/Nominal	Valeur d'évaluation (note 2.e)	% des actifs nets
PAYS-BAS				
0.875% VOLKSWAGEN INTL 15/23 -SR-S	EUR	500,000.00	493,538.93	0.60
1.50% FERRARI 16/23 -SR-	EUR	400,000.00	393,906.56	0.48
			887,445.49	1.08
ROYAUME-UNI				
0.375% VODAFONE GROUP 16/24 -SR-	CHF	500,000.00	487,250.00	0.59
			487,250.00	0.59
SUEDE				
1.125% SCA HYGIENE 17/24 -SR-	EUR	500,000.00	480,046.48	0.58
			480,046.48	0.58
SUISSE				
0.10% GEBERIT 19/24 -SR-S	CHF	500,000.00	484,500.00	0.59
0.25% NESTLE 18/24 -SR-	CHF	1,000,000.00	982,600.00	1.19
0.50% SUISSE 18/32 S	CHF	2,000,000.00	1,812,000.00	2.20
0.625% SIKA 18/24 -SR-	CHF	500,000.00	491,500.00	0.60
1.00% FIRMENICH INTERNATIONAL 20/23 -SR-	CHF	500,000.00	495,200.00	0.60
1.125% CLARIANT 19/26 -SR-	CHF	500,000.00	480,500.00	0.58
1.50% HELVETIA SWISS INSURANCE 14/25 -SR-	CHF	500,000.00	500,000.00	0.61
1.50% SWISSCOM 14/26 -SR-	CHF	500,000.00	495,000.00	0.60
1.50% ZUERICH VERSICHERUNGS GESELLSCHAFT 14/26 -SR-	CHF	500,000.00	492,000.00	0.60
1.75% SWISSCOM 12/24 -SR-	CHF	500,000.00	499,750.00	0.61
1.75% TEMENOS 17/24 -SR-	CHF	500,000.00	490,000.00	0.60
			7,223,050.00	8.78
TOTAL OBLIGATIONS			19,595,674.11	23.80
PRODUITS STRUCTURES				
IRLANDE				
PHYSICAL GOLD (INVESCO) -ETC-	USD	23,555.00	3,831,769.35	4.66
			3,831,769.35	4.66
TOTAL PRODUITS STRUCTURES			3,831,769.35	4.66
TOTAL I.			48,106,147.60	58.40
II. PARTS D'ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF				
FRANCE				
LAZARD - CREDIT OPPORTUNITIES PVC EUR	EUR	1,685.00	2,003,667.68	2.43
LAZARD - SUSTAINABLE EURO SHORT DURATION IC EUR	EUR	455.00	1,996,596.47	2.43
			4,000,264.15	4.86

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers.

CADMOS - BALANCED CHF

Etat du portefeuille-titres et autres actifs nets au 31 décembre 2022 (exprimé en CHF) (suite)

Description	Devise	Quantité	Valeur d'évaluation (note 2.e)	% des actifs nets
<i>IRLANDE</i>				
ISHARES VII - NASDAQ 100 UCITS USD	USD	4,035.00	2,301,712.03	2.81
ISHARES VII - S&P 500 B USD ETF	USD	7,870.00	2,884,059.62	3.51
			5,185,771.65	6.32
<i>LUXEMBOURG</i>				
DNCA INVEST - ALPHA BONDS H-I CHF -ACC.-	CHF	15,755.00	1,785,041.50	2.17
ELEVA - ABSOLUTE RETURN EUROPE I EUR -ACC-	EUR	365.00	447,436.09	0.54
ELEVA - ABSOLUTE RETURN EUROPE S EUR	EUR	1,600.00	2,234,665.75	2.72
FLOSSBACH VON STORCH - BOND OPPORTUNITIES IT CHF -ACC.-	CHF	17,055.00	2,117,207.70	2.57
LUMYNA - MW TOPS (MARKET NEUTRAL) B USD	USD	18,300.00	3,401,605.49	4.14
T.ROWE PRICE - US LARGE CAP VALUE EQUITY I USD	USD	43,250.00	1,616,601.96	1.96
WHITE FLEET IV - SECULAR TRENDS S USD -ACC.-	USD	9,350.00	1,172,591.54	1.42
			12,775,150.03	15.52
TOTAL II.			21,961,185.83	26.70
TOTAL DU PORTEFEUILLE-TITRES			70,067,333.43	85.10
AVOIRS EN BANQUE			1,415,216.55	1.72
DEPOTS BANCAIRES			11,000,000.00	13.36
AUTRES PASSIFS NETS			-150,350.38	-0.18
TOTAL DES ACTIFS NETS			82,332,199.60	100.00

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers.

CADMOS - BALANCED CHF

Répartition géographique et économique du portefeuille-titres au 31 décembre 2022

Répartition géographique

(en % des actifs nets)	
Suisse	16.82
Etats-Unis	16.47
Luxembourg	15.52
Irlande	14.09
France	11.30
Royaume-Uni	3.77
Pays-Bas	3.15
Suède	1.28
Allemagne	1.12
Danemark	1.00
Corée du Sud	0.58
	85.10

Répartition économique

(en % des actifs nets)	
Parts d'organismes de placement collectif	26.70
Obligations de sociétés	19.83
Equipements électriques et électroniques	5.66
Industrie pharmaceutique et cosmétique	4.84
Produits structurés	4.66
Obligations d'états ou de villes	3.97
Pétrole	2.21
Services publics	2.03
Construction de machines et appareils	1.83
Communications	1.80
Alimentation et boissons non alcoolisées	1.22
Photo et optique	1.12
Industrie textile et du vêtement	1.10
Assurances	1.07
Divers - Industrie	1.06
Holdings et sociétés financières	1.06
Soins de santé et services sociaux	1.01
Divers	0.99
Gastronomie	0.97
Services aux collectivités	0.89
Internet, logiciel et services techniques informatiques	0.68
Produits chimiques	0.40
	85.10

Notes aux états financiers au 31 décembre 2022

NOTE 1

GENERALITES

CADMOS (la "SICAV") est une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) de droit luxembourgeois, soumise aux dispositions de la Partie I de la loi modifiée du 17 décembre 2010 (la "Loi de 2010") concernant les Organismes de Placements Collectifs ("OPC").

La SICAV a été constituée avec un capital initial de EUR 35,000, pour une durée illimitée, le 2 octobre 2006 et ses statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations du Grand-Duché de Luxembourg (le "Mémorial") le 18 octobre 2006. Ses statuts ont été modifiés le 5 novembre 2007 lors du passage de la SICAV sous les règles de la partie I de la Loi et publiés au Mémorial le 12 décembre 2007. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 15 février 2016.

La SICAV est inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le N° B119883.

FundPartner Solutions (Europe) S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, a été désignée comme société de gestion de la SICAV, à compter du 17 avril 2013 avec effet au 1^{er} juin 2013. C'est une société de gestion au sens du chapitre 15 de la Loi.

a) Compartiments en activité

- CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND, libellé en Euro (EUR);
- CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT, libellé en Dollar Américain (USD);
- CADMOS - SWISS ENGAGEMENT, libellé en Franc Suisse (CHF);
- CADMOS - BALANCED CHF, libellé en Franc Suisse (CHF).

b) Evènements significatifs

Le Conseil d'Administration de la SICAV a décidé de nommer Martin Currie Investment Management LTD en tant que gestionnaire du compartiment CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT en remplacement de COMGEST S.A. avec effet le 10 février 2022.

Au cours de l'exercice clôturant au 31 décembre 2022, le prospectus suivant a été émis : février 2022 (visa CSSF le 15 février 2022).

En février 2022, un certain nombre de pays (dont les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne) ont imposé des sanctions à l'encontre de certaines entités et personnes en Russie à la suite de la reconnaissance officielle de la République Populaire de Donetsk et de la République Populaire de Lougansk par la Fédération de Russie. Des annonces de sanctions supplémentaires ont été faites à la suite des opérations militaires lancées par la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022.

Cette situation, ainsi que l'agitation croissante due aux fluctuations des prix des matières premières et des taux de change, et le potentiel impact négatif sur les économies mondiales, ont entraîné une forte augmentation de la volatilité sur les marchés.

À la date du présent rapport, le Conseil d'Administration de la SICAV continue de surveiller l'évolution de la situation et son impact sur la situation financière de la SICAV et de ses compartiments. Au 31 décembre 2022, le Conseil d'Administration de la SICAV n'a pas identifié d'exposition à la Russie.

Notes aux états financiers au 31 décembre 2022 (suite)

Au cours de l'exercice clôturant au 31 décembre 2022, le prospectus suivant a été émis : juillet 2022 (visa CSSF le 07 juillet 2022).

Le 4 juillet 2022, le Conseil d'Administration de la SICAV a décidé de changer la dénomination du compartiment CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT FUND pour CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT avec effet au 12 août 2022.

Le 4 juillet 2022, le Conseil d'Administration de la SICAV a décidé de changer la dénomination du compartiment CADMOS - SWISS ENGAGEMENT FUND pour CADMOS - SWISS ENGAGEMENT avec effet au 12 août 2022.

Le 4 juillet 2022, le Conseil d'Administration de la SICAV a décidé la fusion par absorption de CADMOS - PEACE INVESTMENT FUND par CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND sur base des Valeur Nettes d'Inventaire au 11 août 2022 et avec effet au 12 août 2022. Le ratio de fusion utilisé a été de 0.8771.

Classe d'action du compartiment absorbé	Ratio de fusion	Classe d'action du compartiment absorbant
CADMOS - PEACE INVESTMENT FUND A	0.8771	CADMOS - EUROPEAN ENGAGEMENT FUND A

Le 4 juillet 2022, le Conseil d'Administration de la SICAV a décidé la suppression des commissions de souscription, de remboursement et de conversion de classes d'actions de tous les compartiments de la SICAV avec effet au 12 août 2022.

Au cours de l'exercice clôturant au 31 décembre 2022, le prospectus suivant a été émis : août 2022 (visa CSSF le 18 août 2022).

c) Classes d'action

A la date de clôture du 31 décembre 2022, les compartiments suivants et les classes d'actions suivantes sont actives :

- CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND : Classe A et Classe B exprimées en EUR. Les actions de la classe B sont destinées aux investisseurs institutionnels au sens de l'article 174 de la Loi de 2010. Un minimum d'un million d'EUR est requis à la souscription initiale dans la classe B; cependant, les membres du Conseil d'Administration de la SICAV peuvent à leur discrétion décider de lever ce minimum. Le compartiment est destiné aux investisseurs qui souhaitent participer à l'évolution dynamique des marchés à travers un portefeuille d'investissements diversifié en actions composant les indices de référence pour une durée de placement de 2 à 5 ans.

Notes aux états financiers au 31 décembre 2022 (suite)

- CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT : Classe A, Classe B et Classe I exprimées en USD. Les actions de la classe B sont destinées aux investisseurs institutionnels au sens de l'article 174 de la Loi de 2010. Un minimum d'un million d'USD est requis à la souscription initiale dans la classe B; cependant, les membres du Conseil d'Administration de la SICAV peuvent à leur discrétion décider de lever ce minimum. Les actions de la classe "I" sont destinées aux investisseurs institutionnels au sens de l'article 174 de la Loi. Par ailleurs, un minimum de USD 5 millions est requis à la souscription initiale dans la classe "I" ; cependant, les membres du conseil d'administration peuvent à leur discrétion décider de lever ce minimum. Le compartiment est destiné aux investisseurs qui souhaitent participer à l'évolution dynamique des marchés des pays émergents à travers un portefeuille d'investissements diversifié en actions composant les indices de référence pour une durée de placement de 3 à 5 ans.
- CADMOS - SWISS ENGAGEMENT : Classe A et Classe B exprimées en CHF. Les actions de la classe B sont destinées aux investisseurs institutionnels au sens de l'article 174 de la Loi de 2010. Un minimum d'un million de CHF est requis à la souscription initiale dans la classe B; cependant, les membres du Conseil d'Administration de la SICAV peuvent à leur discrétion décider de lever ce minimum. Le compartiment est destiné aux investisseurs qui souhaitent participer à l'évolution dynamique des marchés à travers un portefeuille d'investissements diversifié en actions pour une durée de placement de 2 à 5 ans.
- CADMOS - BALANCED CHF : Classe A-Cap et la Classe B-Dist exprimées en CHF. Les actions de la classe B-Dist sont destinées aux investisseurs institutionnels au sens de l'article 174 de la Loi de 2010. Un minimum d'un million de CHF est requis à la souscription initiale dans la classe B-Dist, cependant, les membres du Conseil d'Administration de la SICAV peuvent à leur discrétion décider de lever ce minimum. Le compartiment est destiné aux Investisseurs qui souhaitent investir dans un portefeuille de manière équilibrée en actions, obligations et autres actifs financiers bien diversifiés, qui sont prêts à assumer certaines variations de cours et qui ont donc une aversion moyenne au risque, et qui ont un horizon de placement à moyen terme (3 ans et plus).

NOTE 2

PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

a) Présentation des états financiers

Les états financiers sont préparés en accord avec les principes comptables généralement admis et conformément à la réglementation en vigueur au Luxembourg sur les OPC.

En préparant ces états financiers, le Conseil d'Administration de la SICAV a évalué la capacité de la SICAV à poursuivre ses activités. Suite à cette évaluation, le Conseil d'administration de la SICAV estime qu'il est approprié de préparer les états financiers de la SICAV selon le principe de continuité d'exploitation des activités.

b) Frais de constitution

Les frais de constitution sont amortis sur une période n'excédant pas cinq ans.

c) Conversion des devises étrangères

Les avoirs en banque, les autres actifs nets ainsi que la valeur d'évaluation des titres en portefeuille exprimés en d'autres devises que la devise du compartiment sont convertis dans cette devise aux cours de change en vigueur à la date de clôture.

Notes aux états financiers au 31 décembre 2022 (suite)

Les revenus et les frais exprimés en devises autres que la devise du compartiment sont convertis dans cette devise aux cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les bénéfices nets et pertes nettes réalisé(e)s de change en résultant sont enregistrés dans l'état des opérations et des variations des actifs nets.

d) Etats financiers globalisés de la SICAV

Les états financiers globalisés de la SICAV sont établis en EUR et sont égaux à la somme des postes correspondants dans les états financiers de chaque compartiment convertis en EUR au cours de change en vigueur à la date de clôture.

e) Evaluation des actifs

1) Les valeurs admises à une cote officielle ou à un autre marché réglementé sont évaluées au dernier cours connu, à moins que ce cours ne soit pas représentatif de la juste valeur.

2) Les valeurs non admises à une telle cote ou à un tel marché réglementé et les valeurs ainsi admises mais dont le dernier cours n'est pas représentatif de la juste valeur, sont évaluées sur la base de la valeur probable de réalisation, estimée avec prudence et bonne foi par le Conseil d'Administration de la SICAV.

3) Les avoirs liquides sont évalués à leur valeur nominale plus les intérêts courus.

4) Pour chaque compartiment, les valeurs exprimées dans une autre devise que la monnaie de ce compartiment sont converties en cette monnaie au cours moyen entre les derniers cours acheteur et vendeur connus à Luxembourg, ou, à défaut, sur la place qui est le marché le plus représentatif pour ces valeurs.

5) Les parts / actions d'organismes de placement collectifs non admis(es) à la cote officielle ou à un autre marché réglementé sont évalué(e)s sur base de la dernière VNI connue.

Le Conseil d'Administration de la SICAV est autorisé à adopter d'autres principes d'évaluation adéquats pour les avoirs de la SICAV dans le cas où des circonstances extraordinaires rendraient impossible ou inadéquate la détermination des valeurs suivant les critères spécifiés ci-dessus.

f) Evaluation des opérations de change à terme

Les plus/moins-values nettes non réalisées sur contrat de change à terme résultant des contrats de change à terme non échus sont déterminés au jour d'évaluation sur base des cours de change à terme applicables à cette date et sont enregistrés dans l'état des actifs nets.

g) Bénéfice(s)/ perte(s) net(te)s réalisé(e)s sur ventes de titres

Les bénéfice(s)/ perte(s) net(te)s réalisé(e)s sur ventes de titres sont calculés sur base du coût moyen pondéré.

Notes aux états financiers au 31 décembre 2022 (suite)

h) Coût d'acquisition des titres en portefeuille

Pour les titres acquis en devises autres que la devise du compartiment, le coût d'acquisition est calculé sur base du cours de change en vigueur au jour de l'achat.

i) Revenus

Les dividendes nets sont reconnus à la date de détachement. Les intérêts sont comptabilisés prorata-temporis.

j) Frais de transactions

Les frais de transactions représentent les coûts afférents aux achats et ventes d'investissements encourus par chaque compartiment.

Ils comprennent les frais de courtage ainsi que les commissions bancaires, les impôts, les frais de dépôt et autres frais de transactions, et sont inclus dans l'état des opérations et des variations des actifs nets.

NOTE 3

TAXE D'ABONNEMENT

Conformément à la législation en vigueur au Luxembourg, la SICAV n'est soumise à aucun impôt, sur le revenu, les plus-values ou la fortune. De même les dividendes payés par la SICAV ne sont frappés d'aucun impôt à la source.

En revanche les revenus encaissés par la SICAV sur les titres en portefeuille peuvent être assujettis à des retenues à la source qui ne sont normalement pas récupérables.

L'actif net de la SICAV est toutefois soumis à une taxe d'abonnement au taux annuel de 0.05% (0.01% pour les classes réservées aux investisseurs institutionnels au sens de l'article 174 de la Loi de 2010), payable à la fin de chaque trimestre et calculée sur le montant de l'actif net de chaque compartiment à la fin de chaque trimestre.

La partie des actifs nets investie en parts d'autres organismes de placement collectif luxembourgeois est exemptée de taxe pour autant que ces parts ont déjà été soumises à la taxe d'abonnement.

NOTE 4

COMMISSION DE GESTION, DE CONSEIL ET DE CONSULTANCE EN INVESTISSEMENT

Le Société de Gestion a désigné de Pury Pictet Turrettini & Cie S.A., COMGEST S.A. (jusqu'au 10 février 2022), Martin Currie Investment Management LTD (depuis le 10 février 2022) et Alexandre Stucki Investment Management comme Gestionnaires d'investissement des différents compartiments de la SICAV (les "Gestionnaires") et ce au travers de différents contrats définissant les taux de commissions prélevés en contrepartie des services rendus par les Gestionnaires :

- "Investment Management Agreement" signé en date du 28 juillet 2015 et modifié pour la dernière fois en avril 2020 avec effet en mai 2020 avec le gestionnaire de Pury Pictet Turrettini & Cie S.A. ;
- "Investment Management Agreement" signé et modifié pour la dernière fois le 21 janvier 2019 avec le gestionnaire COMGEST et résilié avec effet le 10 février 2022 ;

Notes aux états financiers au 31 décembre 2022 (suite)

- "Investment Management Agreement" signé en date du 6 janvier 2022 avec effet le 10 février 2022 avec le gestionnaire Martin Currie Investment Management LTD ;
- "Investment Management Agreement" signé en date du 28 mars 2014 et modifié pour la dernière fois le 9 novembre 2015 avec effet au 1 janvier 2016 avec le gestionnaire Alexandre Stucki Investment Management.

Les taux effectifs des commissions de gestion de chaque classe d'actions sont les suivants :

Compartiment	Classe	Taux
CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND	A	1.49%
	B	0.89%
CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT	A	0.50%*
	B	0.50%*
	I	0.50%*
CADMOS - SWISS ENGAGEMENT	A	0.625%
	B	0.30%
CADMOS - BALANCED CHF	A-Cap	1.49%
	B-Dist	1.04%
CADMOS - PEACE INVESTMENT FUND**	A	1.49%

* 0.75% jusqu'au 9 février 2022.

** Jusqu'au 12 août 2022 (date de fusion).

Le Conseil d'Administration de la SICAV a également désigné des conseillers (les "Conseillers") pour certains des compartiments :

- "Investment Advisory Agreement" signé et modifié pour la dernière fois en mai 2020 avec le conseiller de Pury Pictet Turrettini & Cie S.A. ;

Les taux effectifs des commissions de conseil des compartiments concernés pour chaque classe d'actions sont les suivants :

Compartiment	Classe	Taux
CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT	A	1.39%*
	B	0.69%**
	I	0.19%
CADMOS - SWISS ENGAGEMENT	A	0.915%
	B	0.44%

* Depuis 10 mars 2022, avant le taux était de 1.24%

** Depuis 10 mars 2022, avant le taux était de 0.59%

Le Conseil d'Administration de la SICAV a désigné KOIS INVEST (KOIS) ("Consultant") comme consultant par rapport aux entreprises en portefeuille et ce au travers d'une convention en engagement actionnarial signée entre la SICAV et KOIS en date du 13 mai avec entrée en vigueur le 25 mai 2020 pour l'ensemble des compartiments de la SICAV.

Le taux effectif des commissions du Consultant est de 0.01% p.a. des actifs nets de l'ensemble des compartiments de la SICAV.

Notes aux états financiers au 31 décembre 2022 (suite)

Les Gestionnaires, les Conseillers et les Consultants ont droit à une commission de gestion et de conseil payable trimestriellement à un taux annuel pouvant varier selon les compartiments (respectivement selon les classes d'actions), mais ne dépassant pas 2.00% de la moyenne des valeurs nettes d'inventaires de chaque compartiment (respectivement selon les classes d'actions), déterminées pendant le trimestre concerné. Cette commission s'impute sur chaque compartiment (respectivement selon les classes d'actions), au prorata de ses avoirs nets.

Les Gestionnaires, les Conseillers et le Consultant ne peuvent percevoir de commissions d'émission ou de rachat et ne peuvent percevoir qu'une commission de gestion maximale de 0.25% s'ils acquièrent des fonds cibles :

- gérés directement ou indirectement par eux-mêmes ou par la Société de Gestion, ou
- gérés par une société à laquelle ils sont liés :
 - dans le cadre d'une communauté de gestion;
 - dans le cadre d'une communauté de contrôle;
 - ou par une participation directe ou indirecte de plus de 10.00% du capital ou des voix.

Pour le compartiment CADMOS - BALANCED CHF, comme l'autorise le chapitre relatif aux facteurs de risques concernant les "Investissement dans des organismes de placement collectif" dans le corps du Prospectus, il pourrait y avoir doublement des frais de gestion, des commissions de performance, frais de placement, frais de souscription et frais de rachat en cas d'investissement par le compartiment dans un OPC cible où des frais de gestion, commissions de performance, frais de placement, frais de souscription ou frais de rachat sont facturés à la fois au niveau du compartiment et des OPC cibles cela même lorsque ces autres OPC sont promus par le même gestionnaire que la SICAV. Les frais de gestion des OPC cibles ne dépasseront pas les 2.00%.

Les frais de gestion des Organismes de Placement Collectif détenus par le compartiment CADMOS - BALANCED CHF au 31 décembre 2022 sont comme présenté ci-dessous :

Organisme de Placement Collectif	Frais de gestion
DNCA INVEST - ALPHA BONDS H-I CHF -ACC.-	0.60%
ELEVA - ABSOLUTE RETURN EUROPE I EUR -ACC-	1.00%
ELEVA - ABSOLUTE RETURN EUROPE S EUR	0.60%
FLOSSBACH VON STORCH - BOND OPPORTUNITIES IT CHF -ACC	0.43%
ISHARES VII - NASDAQ 100 UCITS USD	0.33%
ISHARES VII - S&P 500 B USD ETF	0.07%
LAZARD - CREDIT OPPORTUNITIES PVC EUR	0.60%
LAZARD - SUSTAINABLE EURO SHORT DURATION IC EUR	0.40%
LUMYNA - MW TOPS (MARKET NEUTRAL) B USD	1.50%
T. ROWE PRICE - US LARGE CAP VALUE EQUITY I USD	0.69%
WHITE FLEET IV - SECULAR TRENDS S USD -ACC.-	0.80%

NOTE 5

COMMISSIONS DE BANQUE DEPOSITAIRE ET D'ADMINISTRATION CENTRALE

Le taux de commission de banque dépositaire pour toutes les classes de tous les compartiments est de 0.08%, avec un montant minimum annuel de EUR 150,000.00 pour la SICAV.

Jusqu'au 30 novembre 2022, le taux de commission de d'administration centrale pour toutes les classes de tous les compartiments est de 0.13% avec un montant minimum annuel de EUR 175,000.00 pour la SICAV.

Notes aux états financiers au 31 décembre 2022 (suite)

Depuis 1 décembre 2022, le taux de commission de d'administration centrale pour toutes les classes de tous les compartiments est de 0.15% avec un montant minimum annuel de EUR 175,000.00 pour la SICAV.

NOTE 6 COMMISSION DE LA SOCIETE DE GESTION

FundPartner Solutions (Europe) S.A. en tant que Société de Gestion, perçoit une rémunération de 0.05% p.a. La rémunération maximale payable par la SICAV est de EUR 125,000.00.

NOTE 7 AUTRES FRAIS A PAYER

Au 31 décembre 2022, les autres frais à payer incluent principalement les frais d'administration, de banque dépositaire, de directeurs, de société de gestion et d'audit.

NOTE 8 COMMISSION SUR EMISSION ET RACHAT D' ACTIONS DE LA SOCIETE

Le prix d'émission des actions de chaque compartiment est équivalent à la VNI d'une action de ce compartiment calculée à la première date de détermination de la VNI qui suit la date de souscription majorée d'une commission de maximum 0.50% ("spread") au profit du compartiment pour couvrir les frais d'investissement. Le même spread est appliqué à toutes les souscriptions afférentes à chaque calcul de la VNI afin d'assurer le traitement égalitaire des actionnaires. La commission de placement qui peut être prélevée par les éventuels intermédiaires professionnels à leurs clients souscrivant des actions de la SICAV ne peut dépasser 5.00% de la VNI de l'action. Ce prix d'émission est majoré des taxes, impôts et timbres éventuellement dus.

Le prix de rachat des actions de chaque compartiment est équivalent à la VNI d'une action de ce compartiment calculée à la première date de détermination de la VNI qui suit la date de demande de rachat diminuée d'une commission de maximum 0.50% au profit du compartiment pour couvrir les frais de désinvestissement. Le même spread est appliqué à tous les rachats afférents à chaque calcul de la VNI afin d'assurer le traitement égalitaire des actionnaires. Au montant ainsi obtenu peut être déduit une commission de rachat, prélevée en faveur des intermédiaires, pouvant aller jusqu'à 1.00% de la VNI par action. Le prix de rachat est diminué des taxes, impôts et timbres éventuellement dus.

Les spreads de chaque compartiment sont les suivants :

Compartiment	Spreads maximum	Spreads applicables
CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND	0.50%	0.20%
CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT	0.50%	-**
CADMOS - SWISS ENGAGEMENT	0.50%	0.15%
CADMOS - BALANCED CHF	0.50%	0.25%
CADMOS - PEACE INVESTMENT FUND*	0.50%	0.10%

* Jusqu'au 12 août 2022 (date de fusion).

**Jusqu'au 7 juillet 2022 le taux était de 0.50%

NOTE 9 COMMISSION DE PERFORMANCE

Au sein de la SICAV, des commissions de performance ont été mises en place pour deux compartiments et sont destinés à rémunérer les gestionnaires de ces compartiments.

Notes aux états financiers au 31 décembre 2022 (suite)

1) CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND

Le Gestionnaire perçoit une commission de performance annuelle calculée sur base d'un pourcentage des avoirs nets de la classe A du compartiment CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND, déterminée à chaque jour de calcul de la VNI, correspondant à 20.00% de l'excédent positif de la performance de cette classe par rapport à l'indice de référence Dow Jones STOXX 50 jusqu'au 12 août 2022 (date de la fusion avec le compartiment CADMOS - PEACE INVESTMENT FUND). L'indice de référence après cette date est le MSCI Europe Net Return € (Code : M7EU Index).

La performance du compartiment correspond à la performance de la VNI par action de la classe A par rapport au high water mark (ci-après défini).

La commission de performance est calculée sur la base de la VNI après déduction de tous les frais et engagements, de la commission de gestion et de conseil (mais pas de la commission de performance) et est ajustée pour prendre en compte toutes les souscriptions et tous les rachats.

La commission de performance est égale à la surperformance de la VNI par action multipliée par le nombre de parts en circulation. Aucune commission de performance n'est due, si pour l'année concernée, la VNI par action avant commission de performance se révèle inférieure au high water mark.

Le high water mark est défini comme le maximum entre les deux éléments suivants :

- La dernière VNI par action sur base de laquelle une commission de performance a été payée;
- La VNI par action initiale.

Les commissions de performance des classes du compartiment CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 est la suivante :

Code ISIN	Classe d'action	Devise	Commission de performance	% des actifs nets*
LU0269642889	A	EUR	-	-

* basé sur la valeur nette d'inventaire moyenne de la classe d'actions pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2022.

2) CADMOS - SWISS ENGAGEMENT

Le Gestionnaire perçoit une commission de performance annuelle calculée sur base d'un pourcentage des avoirs nets de la classe A du compartiment CADMOS - SWISS ENGAGEMENT, déterminée à chaque jour de calcul de la VNI, correspondant à 20.00% de l'excédent positif de la performance de cette classe (calculée par rapport au high water mark) par rapport à l'indice de référence Swiss Leader Index (Total Return) dividendes nets inclus, calculée depuis le dernier paiement de commission de performance.

La commission de performance est calculée sur la base de la VNI après déduction de tous les frais et engagements, de la commission de gestion et de conseil (mais pas de la commission de performance) et est ajustée pour prendre en compte toutes les souscriptions et tous les rachats.

La commission de performance est égale à la surperformance de la VNI par action multipliée par le nombre de parts en circulation. Aucune commission de performance ne sera due, si pour l'année concernée, la VNI par action avant commission de performance sous-performe l'indice de référence depuis le dernier paiement de commission de performance (ou depuis la VNI initiale s'il n'y a pas encore eu de paiement).

Notes aux états financiers au 31 décembre 2022 (suite)

Le high water mark est défini comme la dernière VNI par action pour laquelle il y a eu un paiement de commission de performance. Le premier high water mark est la VNI initiale.

Le high water mark est diminué du dividende payé aux actionnaires.

Les commissions de performance des classes du compartiment CADMOS - SWISS ENGAGEMENT pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2022 est la suivante :

Code ISIN	Classe d'action	Devise	Commission de performance	% des actifs nets*
LU1045226963	A	CHF	-	-

* basé sur la valeur nette d'inventaire moyenne de la classe d'actions pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2022.

Les autres compartiments ne paient pas de frais de performance.

NOTE 10

TAUX DE CHANGE

Les taux de change utilisés pour la conversion en EUR des actifs nets de la SICAV au 31 décembre 2022 sont les suivants :

1 EUR = 0.98742000 CHF
1 EUR = 1.06725032 USD

NOTE 11

CONTRATS DE CHANGE A TERME

Au 31 décembre 2022, la SICAV avait en cours les contrats de change à terme suivants :

CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT

Devise	Achat	Devise	Vente	Date d'échéance
USD	39,893.57	GBP	33,130.34	04/01/2023
USD	438,821.52	HKD	3,421,991.61	04/01/2023

La plus-value nette non réalisée sur ces contrats au 31 décembre 2022 était de USD 387.46 et figure dans l'état des actifs nets.

CADMOS - BALANCED CHF

Devise	Achat	Devise	Vente	Date d'échéance
CHF	12,397,609.98	EUR	12,600,000.00	23/03/2023
CHF	14,288,036.40	USD	15,500,000.00	23/03/2023

La plus-value nette non réalisée sur ces contrats au 31 décembre 2022 était de CHF 69,786.21 et figure dans l'état des actifs nets.

NOTE 12

GARANTIE SUR PRODUITS DERIVES NEGOCIES DE GRE A GRE

Dans le cadre de leurs transactions sur des produits dérivés négociés de gré à gré, les compartiments de la SICAV n'ont pas perçu de garantie de la part des différentes contreparties avec lesquelles ils traitent.

Notes aux états financiers au 31 décembre 2022 (suite)

NOTE 13

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

En janvier 2023 le prospectus suivant a été émis : janvier 2023 (visa CSSF le 30 décembre 2022).

En février 2023 le prospectus suivant a été émis : février 2023 (visa CSSF le 24 février 2023).

Total Expense Ratio ("TER") (annexe non révisée)

Conformément à la Directive de l'"Asset Management Association Switzerland" ("AMAS") du 16 mai 2008 (état au 5 août 2021), la "Directive pour le calcul et la publication du Total Expense Ratio (TER) pour les placements collectifs de capitaux", la SICAV est tenue de publier un TER pour la dernière période de douze mois.

Le TER se définit comme le rapport entre le total des frais d'exploitation (se composent principalement des commissions de conseil en investissement et de gestion, des commissions de banque dépositaire, intérêts et frais bancaires, des commissions de service, des commissions de performance, des impôts et taxes) et la VNI moyenne (calculée sur base de la moyenne journalière du total des actifs nets pour la période concernée) du compartiment/de la classe d'actions concerné(e) exprimée dans sa devise de référence.

Pour autant que le compartiment investisse plus de 10% de ses actifs dans d'autres fonds d'investissement, un TER synthétique est calculé :

- en ajoutant au TER la somme des TER des fonds sous-jacents pondérés selon leur part dans l'actif net du compartiment correspondant à la date de référence. Si l'un des fonds cibles ne publie pas de TER, aucun TER synthétique ne sera calculé pour cette fraction d'investissement,
- en soustrayant l'impact des rétrocessions perçues, calculé en divisant le montant des rétrocessions par la moyenne des actifs.

Pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, les TER étaient les suivants :

Classe	Devise	TER annualisé incluant les frais de performance	TER annualisé excluant les frais de performance	TER synthétique
CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND				
A	EUR	1.93%	1.93%	-
B	EUR	1.29%	1.29%	-
CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT				
A	USD	2.44%	2.44%	-
B	USD	1.71%	1.71%	-
I	USD	1.24%	1.24%	-
CADMOS - SWISS ENGAGEMENT				
A	CHF	1.93%	1.93%	-
B	CHF	1.09%	1.09%	-
CADMOS - BALANCED CHF				
A-Cap	CHF	1.87%	1.87%	2.30%
B-Dist	CHF	1.39%	1.39%	1.82%

Portfolio Turnover Ratio ("PTR") (annexe non révisée)

Le PTR est une mesure des opérations réalisées au sein du portefeuille d'un compartiment.

Le PTR se définit comme le rapport entre la différence de la somme des achats et des ventes et la somme des souscriptions et rachats et la VNI moyenne (calculé sur base de la moyenne journalière du total des actifs nets pour la période concernée) du compartiment concerné exprimée dans sa devise de référence.

Pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, le PTR de chaque compartiment était le suivant :

Compartiment	
CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND	13.82%
CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT	187.43%
CADMOS - SWISS ENGAGEMENT	-21.12%
CADMOS - BALANCED CHF	95.86%

Performance (annexe non révisée)

La performance par classe d'actions a été calculée par comparaison entre l'actif net par action au 31 décembre 2022 et l'actif net par action au 31 décembre 2021.

La performance a été calculée respectivement à la fin de chaque période conformément à la "Directive pour le calcul et la publication de performance de placements collectifs de capitaux" de l'AMAS (Asset Management Association Switzerland) du 16 mai 2008 (état au 5 août 2021).

La performance indiquée consiste en des données historiques dont il est impossible de déduire la performance actuelle ou future. Les commissions et frais perçus lors de l'émission et, le cas échéant, lors du rachat d'actions, n'ont pas été pris en compte dans le calcul des données relatives à la performance.

Au 31 décembre 2022, les performances étaient les suivantes :

Classe	Devise	Performance pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2022	Performance pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2021	Performance pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2020
CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND				
A	EUR	-25.01%	28.27%	8.18%
B	EUR	-24.54%	29.64%	3.70% *
CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT				
A	USD	-26.82%	-21.28%	15.11%
B	USD	-26.28%	-20.73%	15.96%
I	USD	-25.93%	-20.37%	16.44%
CADMOS - SWISS ENGAGEMENT				
A	CHF	-27.98%	29.67%	10.16%
B	CHF	-27.37%	31.66%	12.18%
CADMOS - BALANCED CHF				
A-Cap	CHF	-19.76%	11.88%	9.26%
B-Dist	CHF	-19.39%	12.43%	9.77%

Autres informations aux Actionnaires (annexe non révisée)

1. Rémunération de la société de gestion

La Société de Gestion a adopté une politique de rémunération conforme aux principes édictés par la loi du 10 mai 2016 portant modification de la Loi de 2010.

L'exercice financier de la Société de Gestion prend fin le 31 décembre de chaque année.

Le tableau suivant présente le montant total des rémunérations pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2022, ventilé en rémunération fixe et rémunération variable, versées par la Société de Gestion à ses employés.

Il a été établi en tenant compte du point 162 de la section 14.1 des lignes de conduite en matière de rémunération de l'Autorité européenne des marchés financiers ("AEMF") en ce qui concerne la confidentialité et la protection des données.

	Nombre de bénéficiaires	Total des rémunérations (en EUR)	Rémunération fixe (en EUR)	Rémunération variable (bonus cibles ou discrétionnaires, parts, rémunération) (en EUR)
Total des rémunérations versées par la Société de Gestion au cours de l'année 2022	23	19,148	12,955	6,193

Complément d'explication

- Les bénéficiaires indiqués désignent les preneurs de risque (en ce compris les 4 dirigeants exerçant leur activité au Luxembourg) ainsi que les employés de la Société de Gestion dédiés aux activités de celle-ci pour l'ensemble des fonds gérés, et rémunérés par elle. De plus, la Société de Gestion n'a pas rémunéré directement le personnel du Gestionnaire mais a plutôt veillé à ce que ce dernier respecte lui-même les exigences de la politique de rémunération.
- Les avantages ont été octroyés sur la base de critères tels que le niveau de séniorité, le rang hiérarchique ou d'autres critères d'éligibilité, sans tenir compte de critères de performance, et ils sont donc exclus des chiffres relatifs à la rémunération fixe ou variable fournis ci-avant.
- Le total des rémunérations fixes et variables indiqué s'appuie sur la proportion des actifs sous gestion représentée par la SICAV.
- Les résultats de la revue annuelle 2022 n'ont pas révélé d'exception.
- La politique de rémunération adoptée n'a pas fait l'objet de modifications depuis qu'elle a été mise en œuvre.

Autres informations aux Actionnaires (annexe non révisée) (suite)

2. Réglementation relative aux opérations de financement sur titres

Au 31 décembre 2022, la SICAV était soumise aux exigences du Règlement (UE) 2015/2365 (SFTR) relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de réutilisation. Par ailleurs, aucune transaction correspondante n'a été effectuée au cours de l'exercice auquel les états financiers se rapportent.

3. Informations sur la mesure du risque

Le risque global des compartiments est déterminé à l'aide de l'approche par les engagements. Pour ce faire, les positions en instruments financiers dérivés sont converties dans leur position équivalente de l'actif sous-jacent. Le risque global ne doit pas dépasser l'actif net du compartiment

Sustainable Finance Disclosure Regulation ("SFDR") (annexe non révisée)

Le 27 novembre 2019, le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil sur la publication d'informations relatives à la durabilité dans le secteur des services financiers a été publié (le "SFDR"). Le SFDR vise à accroître l'harmonisation et la transparence vis-à-vis des investisseurs finaux en ce qui concerne l'intégration des risques en matière de durabilité, la prise en compte des incidences négatives sur la durabilité, la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales et l'investissement durable en exigeant des informations précontractuelles et continues aux investisseurs finaux.

Le SFDR fournit des définitions de haut niveau et établit une distinction entre plusieurs catégorisations de produits, y compris les "produits de l'article 8" qui sont des produits financiers qui promeuvent, entre autres caractéristiques, des caractéristiques environnementales ou sociales, ou une combinaison de ces caractéristiques, à condition que les sociétés dans lesquelles les investissements sont effectués suivent des pratiques de bonne gouvernance ("produits SFDR Article 8") et "produits de l'article 9" qui sont des produits dont l'investissement durable est leur objectif ("Produits SFDR Article 9").

Les compartiments suivants de CADMOS sont classés comme produits financiers relevant du champ d'application des articles SFDR suivants au 31 décembre 2022 :

Compartiment	Catégorisation SFDR actuelle au 31.12.2022
CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT	Produit article 8
CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND	Produit article 9
CADMOS - SWISS ENGAGEMENT	Produit article 9

Au sens du SFDR (règlement UE 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur les informations relatives au développement durable dans le secteur des services financiers), le compartiment CADMOS - BALANCED CHF ne promeut pas les caractéristiques environnementales et/ou sociales et n'a pas pour objectif un investissement durable.

Aux fins du règlement "taxonomie" (règlement UE 2020/852 du 18 juin 2020 relatif à l'établissement d'un cadre pour favoriser les investissements durables, et modifiant le règlement UE 2019/2088), les investissements sous-jacents au compartiment ne tiennent pas compte des critères de l'UE pour les activités économiques durables sur le plan environnemental.

ANNEXE V

Modèle d'information périodiques pour les produits financiers visés à l'article 9, paragraphes 1 à 4 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 5, premier alinéa, du règlement (US) 2020/852

Dénomination du produit : CADMOS - PEACE EUROPEAN ENGAGEMENT FUND

Identifiant d'entité juridique : 549300QH87PMQGZKBX85

Objectif d'investissement durable

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental** : 95.60%

Dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif social**: 95.60%

Non

Il **promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S)** et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de __% d'investissements durables

Ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE.

Ayant un objectif social

Il **promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables**

Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement n'établit pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Dans quelle mesure l'objectif d'investissement durable de ce produit financier a-t-il été atteint ?



L'objectif d'investissement durable du compartiment est de contribuer à une transition juste et équitable, à un avenir plus durable en investissant dans des entreprises au cœur du changement de paradigme en cours sous l'effet de la révolution numérique, de l'évolution démographique et du changement climatique. Le compartiment investit dans des entreprises répondant à des critères stricts en matière de fondamentaux et de durabilité.

Ces objectifs sont atteints par la mise en œuvre de la stratégie Buy & Care® du Promoteur et du Gestionnaire (de Pury Pictet Turrettini & Cie S.A. - ci-après PPT). PPT investit (Buy: pré-investissement) dans des entreprises rentables, durables et qui produisent un impact, et qui sont à la fois les moteurs et les bénéficiaires de grands changements de paradigmes, puis mène une action d'engagement («Care: post-investissement) de manière directe et collective afin d'aider ces entreprises à progresser plus encore et à mieux intégrer la durabilité à leur stratégie. Pré-investissement: L'objectif d'investissement durable est poursuivi par des investissements dans des entreprises présentant les caractéristiques suivantes:

- Tout d'abord, le compartiment vise à accomplir une réduction des émissions de carbone conformément à l'article 9, paragraphe 3 du SFDR en réalisant des investissements durables dans des entreprises qui sont les moteurs de la transition vers des émissions de CO₂ nettes nulles d'ici à 2050, en phase avec les objectifs à long terme de l'Accord de Paris en matière de réchauffement climatique.

36 des 38 sociétés du compartiment contribuent à une augmentation de température jusqu'à 2050 inférieure à 1,8° degrés soit nettement moins que 2° en phase avec les objectifs à long terme de l'Accord de Paris. Cela représente 94,0% des investissements en actions du fonds sachant que seul 4,4% sont placés en cash à fin décembre 2022.

- Deuxièmement, le compartiment compte investir dans des entreprises impliquées dans les technologies vertes et les TIC susceptibles de contribuer à relever les défis (environnementaux) du changement climatique et les défis (sociaux) démographiques en réalisant des investissements durables dans des entreprises qui contribuent à l'industrie, à l'innovation et à l'infrastructure (ODD 9) au sens défini par les objectifs de développement durable des Nations Unies, qui fournissent une énergie propre à un prix abordable (ODD 7), qui luttent contre le changement climatique (ODD 13) ou qui contribuent à un éducation de qualité au sens de l'ODD 4.

100% des sociétés du compartiment contribuent à relever les défis environnementaux, climatiques et sociaux par le développement de technologies vertes en contribuant positivement aux ODD 4, 7, 9 ou 13.

- Enfin, le compartiment vise à relever les défis démographiques posés par la croissance de la population humaine et qui pèsent sur l'ensemble des 17 ODD. L'objectif est de proposer des solutions démographiques positives et responsables qui contribuent à éradiquer la pauvreté et la faim, à réduire les inégalités, à promouvoir la santé et le bien-être ou à créer des villes durables au sens des ODD 1, 2, 3, 10 et 11.

100% des sociétés du compartiment contribuent à relever les défis démographiques en contribuant à éradiquer la pauvreté et la faim, à réduire les inégalités, à promouvoir la santé et le bien-être ou à créer des villes durables au sens des ODD 1, 2, 3, 10 et 11.

Post-investissement: Le vote par procuration et l'engagement font partie intégrante de la stratégie Buy & Care®.

Le Gestionnaire d'investissement exerce ses droits de vote conformément aux objectifs d'investissement et à la politique du compartiment en tenant compte de la gouvernance d'entreprise et des préoccupations environnementales et sociales.

En 2022, nous avons exécuté nos droits de vote sur 100% des sociétés du compartiment que nous détenions avant leur Assemblée Générale (37 sociétés).

Les politiques en matière d'engagement du Gestionnaire d'investissement promeuvent un progrès continu dans toutes les principales thématiques ESG pertinentes, un progrès ESG et des impacts tangibles au niveau des ODD.

En 2022, nous avons engagé un dialogue direct et interactif avec 29 sociétés du compartiment sur un total de 38 sociétés (76.3%) présentes dans le compartiment à fin 2022.

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?**

Pré-investissement: Le Gestionnaire d'investissement sélectionne des entreprises qui sont à la fois les moteurs et les bénéficiaires du changement de paradigme en cours sous l'effet de la révolution numérique, de l'évolution démographique et du changement climatique. Ces leaders thématiques sont sélectionnés sur la base de critères ESG/de durabilité et de facteurs d'impact. Le compartiment considère un investissement comme durable s'il est en phase avec les démarches suivantes:

- Réduire les émissions de carbone

Les indicateurs environnementaux suivants sont pris en considération pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable:

- Investir dans des entreprises dont l'activité économique pousse la transition vers des émissions de CO2 nettes nulles, qui possèdent une stratégie net zéro en matière de CO2 contribuant à une hausse des températures nettement inférieure à 2 degrés selon le scénario IEA SDS.

36 des 38 sociétés du compartiment contribuent à une augmentation de température jusqu'à 2050 inférieure à 1.8° degrés soit nettement moins que 2° en phase avec les objectifs à long terme de l'Accord de Paris. Cela représente 94% des investissements en actions du fonds sachant que seul 4.4% sont placés en cash à fin décembre 2022. Deux sociétés n'y répondent pas avec un scénario toutefois à 2° (EssilorLuxottica et Eurofins).

- ou avoir toutes ses activités de production d'électricité dans des juridictions où un objectif d'émissions de CO2 nettes nulles a été annoncé.

Cet objectif ne concerne que les sociétés de « services aux collectivités ». Cela ne concerne qu'Orsted dans le compartiment. Toutes ses activités de production d'électricité ne se trouvent pas dans des juridictions dans lesquelles un objectif d'émissions de CO2 nettes nulles ont été annoncées. Toutefois Orsted répond aux critères précédents avec une contribution de 1.5° à l'augmentation de la température à l'horizon 2050.

- Exploiter des parcs de production d'électricité tirant plus de 80 % de la production d'électricité de sources d'énergie renouvelables.

Cet objectif ne concerne que les sociétés de "services aux collectivités". Cet indicateur ne concerne qu'Orsted, soit 2.68% des actions détenues dans le compartiment. 94% de la production d'électricité d'Orsted provient de sources d'énergies renouvelables. La société remplit donc cette condition.

- Promouvoir les technologies vertes

Investir dans des entreprises qui promeuvent des technologies vertes et des technologies de l'information et de la communication (TIC) contribuant à relever les défis du changement climatique et les défis démographiques.

Les indicateurs sociaux et environnementaux suivants sont pris en considération pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable:

- Investir dans des entreprises dont l'activité économique présente un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 4 (éducation de qualité);

Seul une société du compartiment répond à cet objectif (SGS soit 1.92% des actions détenues par le compartiment) avec son activité SGS Academy.

- Ou avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 7 (énergie abordable et propre) ;

28 sociétés sur 38, soit 73% des sociétés du compartiment dépassent cet objectif. Des sociétés comme Vestas l'atteignent largement avec 100% ou Orsted avec 83%. Cet indicateur est atteint pour 75.1% des actions détenues par le compartiment.

- Ou avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure) ;

25 sociétés sur 38, soit 65.8% des sociétés du compartiment dépassent largement cet objectif avec plus de 66% de contribution à l'ODD 9. Capgemini, Orsted et SAP sont les 3 principaux contributeurs à l'ODD 9. Toutes les sociétés soit 100% des actions détenues par le compartiment affichent une contribution positive à l'ODD 9.

- Ou avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 13 (action climatique).

17 sociétés sur 38, soit 44.7% des sociétés du compartiment dépassent largement cet objectif avec plus de 66% de contribution à l'ODD 13. 34 sociétés sur 38 répondent positivement à cet indicateur et présentent un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 13. Vestas, Orsted et Unilever sont les 3 principaux contributeurs à l'ODD 13. Cet indicateur est atteint pour 89.0% des actions détenues par le compartiment.

- S'attaquer aux défis démographiques

Relever les défis démographiques causés par la croissance de la population humaine.

Les indicateurs sociaux suivants sont pris en considération pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable:

- Investir dans des entreprises dont l'activité économique présente un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 1 (atténuation de la pauvreté) ;

11 sociétés sur 38, soit 28.9% des sociétés du compartiment ont une contribution net positive à l'ODD 1. Les principales sont Coloplast A/S, EssilorLuxottica, Straumann et Novartis. Cet indicateur est atteint pour 28.4% des actions détenues par le compartiment.

- Ou avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 2 (éradication de la pauvreté) ;

Seules 3 sociétés sur 38, soit 7.8% des sociétés du compartiment ont une contribution positive à l'ODD 2. Il s'agit de Danone, Novozymes et Givaudan. Cet indicateur est atteint pour 5.8% des actions détenues par le compartiment.

- Ou Avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 3 (bonne santé et bien-être);

34 sociétés sur 38, soit 89.4% des sociétés du compartiment ont une contribution net positive à l'ODD 3. Les principales sont Novartis, Straumann et Coloplast. Cet indicateur est atteint pour 89.8% des actions détenues par le compartiment.

- Ou avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 10 (réduction des inégalités) ;

37 sociétés sur 38, soit 97.4% des sociétés du compartiment ont une contribution net positive à l'ODD 10. Les principales sont Orsted, Novartis et Novozymes. Cet indicateur est atteint pour 98.7% des actions détenues par le compartiment.

- Ou avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 11 (villes et communautés durables).

8 sociétés sur 38, soit 21.1% des sociétés du compartiment ont une contribution net positive à l'ODD 11. Les principales sont Dassault Systemes, SAP et Capgemini. Cet indicateur est atteint pour 21.0% des actions détenues par le compartiment.

Post-investissement: Dans ce contexte, le Gestionnaire d'investissement vise à générer des impacts positifs et tangibles supplémentaires en exerçant systématiquement les droits de vote et en menant des démarches d'engagement directes avec les entreprises en compartiment.

- Vote par procuration

Assurer l'exercice systématique des droits de vote et la transparence absolue des décisions de vote par procuration.

En 2022, nous avons exécuté nos droits de vote sur 100% des sociétés du compartiment que nous détenions avant leur Assemblée Générale (37 sociétés). Sur un total de 813 votes effectués nous avons voté contre le Management dans 65 cas. Cela représente un taux d'opposition de 8% sur l'ensemble des points à l'agenda. Il y a eu 23 sociétés pour lesquelles au moins un élément à été refusé par PPT (Cela représente un taux de 62.2%), ce qui montre à quel point nous prenons au sérieux notre rôle d'actionnaire actif. Les sociétés du compartiment ne présentent toutefois pas de problème de gouvernance significatif.

- Engagement

- Faire toute la transparence sur les entreprises du compartiment et les résultats des initiatives d'engagement entreprises dans le but d'établir un dialogue avec 100% de ces entreprises dans un délai de trois ans

A fin 2022, nous avons engagé 100% des entreprises du compartiment dans un délai de 3 ans. En 2022, nous avons engagé un dialogue direct et interactif avec 29 sociétés du compartiment sur un total de 38. 6 sociétés additionnelles ont été engagées et visitées en 2021. Enfin, 2 sociétés (entrées dans le compartiment en fin 2021) n'ont pas été engagées par le compartiment (Orsted et Hermes) et une seule (aussi entrée dans le compartiment en 2021) a pour l'instant refusé de nous recevoir (Essilorluxottica). Entre 2006 et 2019, nous avons détenu cette société dans le compartiment et engagé l'entreprise à 10 reprises avant de nous en séparer.

- Générer un impact supplémentaire tangible dans les cinq ans pour au moins 50% de ces entreprises. Le Gestionnaire d'investissement rend compte des réussites et des résultats non atteints de ses activités d'engagement. Afin d'évaluer les progrès de l'engagement, il mesure le niveau d'engagement de chaque entreprise. Le Gestionnaire considère qu'il a généré l'impact souhaité uniquement lorsqu'une entreprise atteint le niveau 5, c'est-à-dire qu'elle a pris des mesures en réaction à l'une des recommandations.

En 2022, nous avons constaté que 97% (33/34) des sociétés engagées ont pris des mesures en réaction à l'une de nos recommandations. 21 des 29 sociétés engagées en 2022 ont effectivement mis en œuvre au moins une de nos recommandations précédentes. 9 sociétés ont atteint cet objectif en 2021, 1 en 2020 (Danone) et 2 en 2018 (Coloplast et Schneider Electric). Linde est la seule entreprise du compartiment avec laquelle nous avons engagé le dialogue et pas encore réussi à obtenir un impact significatif. En ajoutant les 2 sociétés avec lesquelles l'engagement n'a pas encore démarré, nous obtenons bien un total de 38 sociétés.

Ce compartiment intègre spécifiquement un engagement actionnarial dédié et fondé sur notre expertise à promouvoir la paix et la stabilité pour les entreprises ayant une présence importante dans les régions vulnérables et touchées par des conflits.

La dernière décennie a été marquée par la propagation des conflits civils et internationaux et de l'instabilité politique dans le monde entier, avec des affrontements armés jusqu'en Europe.

Dans cet environnement commercial mondial en mutation, le fait de ne pas répondre à des attentes élevées peut avoir des conséquences importantes sur le plan juridique, financier et de la réputation. Aujourd'hui plus que jamais, il est à la fois essentiel et difficile pour les entreprises d'agir et d'être perçues comme agissant de manière responsable dans des contextes fragiles et touchés par des conflits (FCS).

Lorsque les entreprises opèrent dans un FCS, leur présence et leurs activités interagissent avec le contexte politique. Opérer de manière responsable exige plus que de bonnes intentions. Il faut des capacités techniques et des solutions techniques que nous essayons de leur transmettre avec nos réunions et discussions.

En 2022, nous avons réussi à sensibiliser 22 sociétés à cette thématique en leur présentant des recommandations concrètes pour éviter sciemment ou par inadvertance d'envenimer des conflits existants ou même à promouvoir la paix.

● **... et par rapport aux périodes précédentes ?**

Entre fin 2021 et fin 2022, un seul changement a été effectué dans le compartiment avec l'achat de Novartis en août 2022. En raison des délais d'actualisation des données de la part de nos fournisseurs, les années fiscales concernées par les différentes données collectées sur cette période n'ont pas ou peu évolué. Pour ces raisons, les changements de données sur l'ensemble des sous-jacents présents en 2022 sont non-significatifs.

Les principales incidences négatives

correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Dans quelle mesure les investissements durables n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable ?

Le Gestionnaire d'investissement exclut de la part des investissements durables:

- les entreprises qui ne respectent pas les traités internationaux relatifs aux armements controversés (exclusions sur la base de normes), c'est-à-dire qui tirent un chiffre d'affaires d'activités controversées telles que les armes chimiques, les armes biologiques, les armes à sous-munitions, les armes nucléaires, l'uranium appauvri ;

100% des sociétés du compartiment respectent effectivement cet indicateur. Il n'y a aucun lien avéré entre les sociétés du compartiment et l'armement controversé.

- les entreprises dont on estime qu'elles enfreignent systématiquement les normes internationales, dont les infractions sont particulièrement graves ou dont la direction n'est pas disposée à mettre en œuvre les réformes nécessaires (exclusion sur la base du comportement des entreprises);

100% des sociétés du compartiment respectent effectivement cet indicateur. 24 sociétés sur 38 n'ont aucune controverse avérée. Seules 14 sociétés ont été confrontées à des controverses publiques qui sont pour la grande majorité mineures ou pour lesquelles des engagements sont pris pour les éviter à l'avenir. La controverse la plus importable du compartiment concerne Nestlé et l'ODD - 8 (Travail décent et croissance économique). La société semble rencontrer des difficultés à empêcher le travail forcé dans la chaîne d'approvisionnement en Chine. La société affronte toutefois frontalement ce problème et élabore depuis plusieurs années des programmes parmi les plus avancés de l'industrie pour éviter le travail forcé dans diverses chaînes d'approvisionnement agricoles.

- les entreprises qui tirent plus de 5% de leur chiffre d'affaires de la production de tabac, de l'exploitation d'activités de jeux d'argent, de divertissements pour adultes, des fabricants d'armes conventionnelles et des armes à feu (exclusions sur la base de valeurs).

100% des sociétés du compartiment respectent effectivement cet indicateur. 32 sociétés sur 38 ne génèrent aucun revenu direct ou indirects de ces activités. Seule LVMH tire des revenus marginaux (moins de 1%) du tabac et seules 5 sociétés (Capgemini, Infineon, Schneider Electric, SAP et Hexagon) génèrent de faibles revenus en fournissant des services, des logiciels ou des produits qui sont également utilisés par l'industrie de l'armement.

L'évaluation de la durabilité et les scores du Gestionnaire d'investissement intègrent des facteurs liés au principe de «ne pas causer de préjudice important» (PCPI), ce qui entraîne l'exclusion des entreprises qui causent un préjudice important à n'importe lequel des objectifs environnementaux ou sociaux visés à l'article 2, paragraphe 17 du SFDR. Les entreprises systématiquement en infraction, en retard, qui refusent de reconnaître la situation ou qui ne font pas preuve de l'ouverture nécessaire pour s'attaquer à ces problèmes et progresser sont exclues de l'univers d'investissement du compartiment.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

Le compartiment a assuré en 2022 que l'investissement durable ne cause aucun préjudice important à un objectif d'investissement durable environnemental ou social tout en tenant également compte des indicateurs des principales incidences négatives (PIN).

Les 14 indicateurs de principales incidences négatives (PIN) du Tableau 1 ont été pris en considération avec de plus l'exclusion des émetteurs associés à de graves controverses. En outre, des indicateurs PIN spécifiques pour lesquels des données sont généralement disponibles et pour lesquels il est possible de fixer des seuils absolus spécifiques ont été analysés:

- PIN 7: Les émetteurs ayant un impact négatif sur les zones sensibles du point de vue de la biodiversité sont exclus.
- PIN 10: Les émetteurs dont on pense ou dont il est établi qu'ils ne respectent pas des normes établies et qui sont impliqués dans des controverses graves sont exclus.
- PIN 14: Les émetteurs qui restent impliqués de manière certaine dans les armes controversées sont exclus.

Indicateurs "opt-in" supplémentaires pour les facteurs environnementaux et sociaux:

- PIN 14: Les émetteurs impliqués dans des controverses graves concernant des espèces menacées sont exclus.

Indicateurs «op-in» supplémentaires pour les questions sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption:

- PIN 16: Les émetteurs impliqués dans des controverses graves de corruption et qui n'ont pas pris de mesures suffisantes pour régler le problème sont exclus.

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme ?

Oui, comme l'indique le PAI 10, 100% des investissements sont alignés avec les principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Pour une meilleure transparence pour nos clients, le tableau suivant fournit l'exposition à tous les PAI applicables au compartiment.

<i>Principales Indidences Négatives</i>	<i>Indicateur</i>	<i>Impact</i>	<i>Couv. (%)</i>
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT			
Emissions de gaz à effet de serre			
1. Émissions de GES	Émissions de GES de niveau 1 (tonnes)	261.2	100.0%
	Émissions de GES de niveau 2 (tonnes)	264.2	100.0%
	Émissions de GES de niveau 3 (tonnes)	6 204.9	100.0%
	Émissions totales de GES (tonnes)	6 730.3	100.0%
2. Empreinte carbone	Empreinte carbone (tonnes par m. EUR investis)	171.0	100.0%
3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES (tonnes par m. EUR chiffre d'affaires)	930.7	100.0%
4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Exposition aux combustibles fossiles (pourcent)	2.7%	100.0%
5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Consommation d'énergie non renouvelable (pourcent)	62.0%	85.6%
	Production d'énergie non renouvelable (pourcent)	0.2%	100.0%
6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Agriculture, sylviculture et pêche (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	50.4%
	Industries extractives (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	50.4%
	Industrie manufacturière (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.23	50.4%
	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	3.21	50.4%
	Production et distribution d'eau; Assainissement, gestion des déchets et dépollution (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	50.4%
	Construction (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	50.4%
	Commerce (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	50.4%
	Transport et entreposage (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	50.4%
	Activités immobilières (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	50.4%
Biodiversity			
7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Exposition (pourcent)	0.0%	100.0%
Eau			
8. Rejets dans l'eau	Rejets dans l'eau (tonnes par m. EUR investis)	0.29	16.9%
Déchets			
9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	Déchets dangereux (tonnes par m. EUR investis)	5.46	29.5%

<i>Principales Indicendes Négatives</i>	<i>Indicateur</i>	<i>Impact</i>	<i>Couv. (%)</i>
INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION			
Les questions sociales et de personnel			
10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement (pourcent)	0.0%	100.0%
11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement (pourcent)	4.7%	100.0%
12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération (pourcent)	0.6%	8.0%
13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen	38.9%	4.4%
14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Exposition (pourcent)	0.0%	100.0%

TABLEAU 2 - INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT

Eau, déchets et autres matières

14. Espèces naturelles et aires protégées	Exposition (pourcent)	0.0%	100.0%
---	-----------------------	------	--------

TABLEAU 3 - INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION

Lutte contre la corruption et les actes de corruption

16. Insuffisance des mesures prises pour remédier au non-respect de normes de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Exposition (pourcent)	0.0%	100.0%
---	-----------------------	------	--------

Le compartiment a pris compte des PIN sur les facteurs de durabilité au sens de l'Annexe 1 des actes délégués SFDR. Les principaux impacts négatifs sur les facteurs de durabilité, tels que définis par le SFDR, ont été pris en compte par ce compartiment conformément à l'annexe 3 SFDR. En 2022, le compartiment a atténué les PIN par le biais des indicateurs pré-investissement et post-investissement du Gestionnaire d'investissement ainsi que pour la surveillance continue de l'exposition du compartiment. L'applicabilité dépend de la nature de l'indicateur, de la qualité des données, ainsi que du contexte spécifique du secteur et de l'industrie à l'origine d'un éventuel impact négatif.

Les valeurs des indicateurs sont un instantané à la date de fin de l'année 2022. Même si les données sont en principe statiques à une année fiscale donnée, elles ne représentent pas une moyenne pour la période considérée et ne sont pas représentatives à tout autre jour de l'exercice.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

La liste comprend les investissements constituant la plus **grande proportion** d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir:

Investissements les plus importants	Secteur	% d'actifs	Pays
ASML Holding	Technologie de l'information	4.34%	Pays-Bas
LVMH Moet Hennessy	Consommation discrétionnaire	3.50%	France
Linde PLC	Matériaux	3.37%	Allemagne
EssilorLuxottica SA	Santé	3.32%	France
L'Oreal SA	Consommation non cyclique	3.32%	France
Hermes International	Consommation discrétionnaire	3.29%	France
Schneider Electric SE	Industrie	3.24%	France
Novartis AG	Santé	3.11%	Suisse
Infineon Technologies AG	Technologie de l'information	3.04%	Allemagne
SAP SE	Technologie de l'information	2.84%	Allemagne
Vestas Wind Systems A/S	Industrie	2.78%	Danemark
Hexagon AB	Technologie de l'information	2.75%	Suède
Nestlé SA	Consommation non cyclique	2.68%	Suisse
Unilever PLC	Consommation non cyclique	2.68%	Grande-Bretagne
Atlas Copco AB	Industrie	2.65%	Suède



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

● *Quelle était l'allocation des actifs ?*

Le Gestionnaire d'investissement a investi 95.6% de l'actif net du compartiment dans des investissements durables conformément aux éléments contraignants de la stratégie d'investissement. Les 4.4% restants représentent le cash du compartiment à fin 2022. Chaque investissement durable possède au moins un objectif environnemental ou social prépondérant.

Comme décrit précédemment, 94% des investissements du compartiment répondent à l'objectif environnemental de réduire les émissions carbone. En y intégrant le cash, cela représente un total de 89.6 % du compartiment.

L'ensemble des sociétés du compartiments contribuent à des objectifs sociaux et environnementaux en contribuant à la promotion des technologies vertes, les technologies de l'information et de la communication (TIC) tels que définis par les ODD 4, 7, 9 ou 13.

En conséquence, toutes les sociétés du compartiment répondent à au moins un objectif environnemental. En y intégrant le cash, cela représente un total de 95.6 % du compartiment.

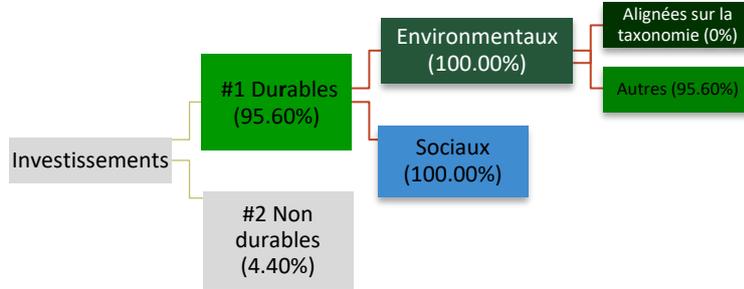
Enfin, 100% des sociétés du compartiment contribuent positivement à l'objectif social de relever les défis démographiques causés par la croissance de la population humaine. Les indicateurs sociaux ODD 1, 2, 3, 10 ou 11 sont utilisés pour cette évaluation. En conséquence, toutes les sociétés du compartiment répondent à au moins un objectif social. En y intégrant le cash, cela représente un total de 95.6 % du compartiment.

Outre les seuils positifs spécifiques (objectifs d'investissement durable) définis pour l'inclusion et le maintien des entreprises, le compartiment calcule un score de durabilité qui doit rester en tout temps supérieur à celui de l'univers d'investissement du Fonds.

Les scores de durabilité du Gestionnaire d'investissement se fondent sur une approche de double caractère matériel basée sur un score ESG et un score d'impact. L'analyse ESG a pris en considération tous les facteurs ESG pertinents et prospectifs, y compris les processus de gestion et les controverses relatives au modèle économique. Ce score a été combiné avec une analyse d'impact basée sur des scores ODD et sur des scores de température du compartiment qui évaluent spécifiquement l'impact sur la société et sur l'investissement dans son ensemble. Dans le cadre de cette analyse, le compartiment obtient un score de durabilité de 69.4% ce qui est largement supérieur au score de l'univers d'investissement qui est de 57.3%.

Enfin, le compartiment évalue spécifiquement les pratiques de bonne gouvernance de toutes les sociétés bénéficiaires des investissements à l'aide de plusieurs indicateurs. D'une part nous évaluons les bonnes pratiques de gouvernance à l'aide de ratings de bonne gouvernance mesurant l'efficacité des organes de direction, les pratiques de rémunération, les pratiques d'audits et de risques. Toutes les sociétés du compartiment sont largement au-dessus des minima exigés. D'autre part, nous évaluons plus spécifiquement le degré général de conformité de l'entreprise aux normes fiscales, sociales et environnementales et au respect des droits l'homme. Pour cette deuxième évaluation, nous veillons également que toutes les sociétés correspondent à nos attentes. C'est le cas bien entendu, même si 17 sociétés présentent quelques points d'améliorations que nous pourrions adresser lors de nos meetings d'engagements à venir.

L'allocation des actifs décrit la proportion des investissements dans des actifs spécifiques.



La catégorie **#1 Durables** couvre les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux.

La catégorie **#2 Non durables** inclut les investissements qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

● **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?**

Pour se conformer à la taxonomie de l'UE, les critères applicables au gaz fossile comprennent des limitations des émissions et le passage à une énergie entièrement renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici la fin de 2035. Pour l'énergie nucléaire, les critères comprennent des règles complètes de sûreté et de gestion des déchets.

Les activités habilitantes permettent directement à d'autres activités d'apporter une contribution substantielle à un objectif environnemental

Les activités transitoires sont des activités économiques pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement à faible intensité de carbone et dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances.

Secteur (GICS)	Exposition: (%)
Énergie	0.0%
Matériaux	10.2%
Industrie	19.2%
Consommation discrétionnaire	10.5%
Consommation non cyclique	14.6%
Santé	16.9%
Finance	2.3%
Technologie de l'information	19.4%
Télécommunications	0.0%
Services aux collectivités	2.6%
Immobilier	0.0%

Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxonomie de l'UE ¹ ?

- Oui
 - En gaz fossile
 - En l'énergie nucléaire
- Non

¹ Fossil gas and/or nuclear related activities will only comply with the EU Taxonomy where they contribute to limiting climate change ("climate change mitigation") and do no significant harm to any EU Taxonomy objective - see explanatory note in the left hand margin. The full criteria for fossil gas and nuclear energy economic activities that comply with the EU Taxonomy are laid down in Commission Delegated Regulation (EU) 2022/1214.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

- **du chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi;

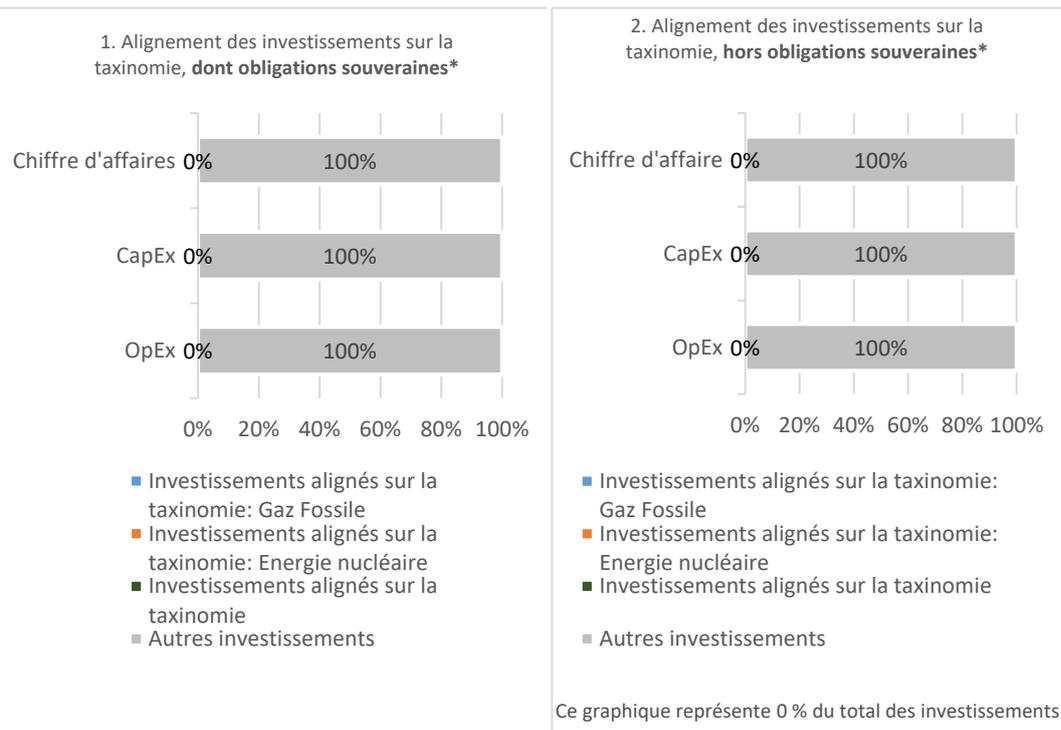
- **des dépenses d'investissement (CapEx)** pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte, par exemple ;

- **des dépenses d'exploitation (OpEx)** pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi.



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les "obligations souveraines" comprennent toutes les expositions souveraines.

Bien que 10.1% des investissements (pour 13 sociétés) du compartiment soient potentiellement alignés avec la taxinomie, aucune donnée réelle n'est disponible aujourd'hui. Notamment pour cette raison, le compartiment compte réaliser des investissements durables ayant un objectif environnemental, mais dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre du Règlement sur la taxinomie de l'UE.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités économiques pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

- **Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?**

Pas applicable : 0%

- **Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?**

Pas applicable.



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE.



- **Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?**

La part d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxinomie de l'UE est de 95.6%. Les 4.4% restants sont le cash du compartiment.



- **Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?**

La part d'investissements durables ayant un objectif social est de 95.6%. Les 4.4% restants sont le cash du compartiment.



- **Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie "non durables", quelle était leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?**

Les instruments inclus dans la catégorie «#2 Non durables» sont les espèces et les équivalents de trésorerie qui représentent 4.4% à fin 2022.



- **Quelles mesures ont été prises pour atteindre l'objectif d'investissement durable au cours de la période de référence ?**

A l'exception du dernier trimestre, les marchés financiers ont connu une année 2022 difficile. Au premier trimestre, l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février a provoqué un choc mondial. Les graves implications humaines se sont répercutées sur les marchés, avec une baisse des actions et une hausse des rendements obligataires (ce qui signifie une baisse des prix).

Les prix des matières premières ont grimpé en flèche, la Russie étant un producteur clé de plusieurs matières premières importantes, dont le pétrole, le gaz et le blé.

Cela a contribué à une poussée de l'inflation et à une perturbation de la chaîne d'approvisionnement.

Les sociétés des secteurs de l'énergie, des matériaux et des soins de santé ont été parmi les plus performantes en termes relatifs. À l'inverse, les secteurs de l'industrie, de la consommation discrétionnaire et des technologies de l'information ont été parmi les plus faibles. Ce dernier secteur étant notre principale surpondération dans le compartiment

Convaincu de de la qualité des titres sélectionnés, de leurs perspectives de croissances et de leurs capacités à contribuer aux objectifs d'investissements durables du compartiment, nous avons décidé de maintenir l'essentiel du compartiment en l'état.

Au cours du dernier trimestre, nous avons toutefois pris la décision de constituer une nouvelle position dans Novartis, un géant suisse de l'innovation pharmaceutique qui, selon nous, peut atteindre une croissance du BPA d'un peu plus de 10 % à partir de 2022-25, avec une valorisation très attrayante.

Novartis propose un portefeuille diversifié de solutions de santé comprenant de nouveaux médicaments et plus de 1 000 produits pharmaceutiques génériques (Sandoz). Les produits de l'entreprise fournissent des traitements pour des maladies graves, notamment les maladies auto-immunes, le cancer et les maladies infectieuses, et contribuent ainsi à réduire le fardeau mondial des maladies. L'entreprise a touché environ 56.2 millions de patients grâce à ses programmes d'accès, qui comprennent des prix différenciés. Avec son unité de recherche, l'Institut Novartis pour les maladies tropicales, la société a une approche structurée pour mener des recherches sur les maladies tropicales négligées telles que le paludisme, la maladie de Chagas, la leishmaniose et la lèpre. Toutefois, ces dernières années, Novartis a dû faire face à diverses accusations et à des enquêtes dans différents pays. En ce qui concerne l'éthique des affaires en général, la société présente toutefois un cadre de conformité complet.

Voilà 10 ans que nous engageons régulièrement le dialogue avec Novartis sur des thématiques sociales, environnementales et de gouvernance. L'entreprise est consciente de la plupart des défis liés au développement durable et a mis en place des structures complètes pour gérer les risques sociaux et environnementaux. Dans de nombreux domaines, la performance de l'entreprise se classe parmi les leaders du secteur. Aujourd'hui, son intensité carbone est bien inférieure à la moyenne de l'industrie et Novartis est alignée avec une augmentation potentielle de la température d'ici 2050 de 1.5° selon le Scénario de Développement Durable (SDD). Les principales incidences négatives de Novartis sont faibles et améliorent la qualité générale du compartiment.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence durable ?

Pas applicable.

Reference benchmarks are indexes to measure whether the financial product attains the environmental or social characteristics that they promote.

- ***En quoi l'indice de référence différerait-il d'un indice de marché large ?***

Pas applicable.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur l'objectif d'investissement durable ?***

Pas applicable.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?***

Pas applicable.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?***

Pas applicable.

ANNEXE IV

Modèle d'informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit : CADMOS - EMERGING MARKETS ENGAGEMENT

Identifiant d'entité juridique : 549300S58UH3MZBXUD60

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement n'établit pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental: ___%

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE n economic activities that qualify as environmentally sustainable under the EU Taxonomy

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social: ___%

Non

Il promouvait des **caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S)** et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de 74% d'investissements durables

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif social

Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?**

À la fin de l'année 2022, 4.4% de la valeur net d'inventaire (VNI) du portefeuille était investie dans des entreprises ayant approuvé des objectifs fondés sur la science dans le cadre de l'Initiative Science-Based Targets (SBT), et 19.8 % supplémentaires dans des entreprises qui se sont engagées à fixer des objectifs dans les deux prochaines années. Ce chiffre est issu d'une base de référence d'environ 1% à la fin de 2020 et de 3% au début de 2022 (31 mars 2022). La base de référence est calculée sur la proportion de la VNI investie dans des entreprises qui avaient fixé des objectifs scientifiques à ce moment-là.

Au cours de la période, l'équipe de Gestion a mené 52 engagements sur des sujets ESG dans le but d'influencer les comportements, couvrant la composition des conseils d'administration, les plans de transition vers le zéro carbone des entreprises et la culture du lieu de travail. À la fin de l'année, les engagements étaient à des stades d'achèvement comme indiqué ci-dessous:

1. Contacter l'entreprise sur les questions	4%
2. L'entreprise accuse réception du contact	12%
3. Une discussion sur les enjeux a lieu	58%
4. L'entreprise présente un plan pour résoudre l'enjeu discuté	19%
5. L'entreprise traite l'enjeu en question	8%

● **...et par rapport aux périodes précédentes?**

Non applicable. Il s'agit de la période de rapport initiale.

● **Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait partiellement réaliser et comment l'investissement durable a-t-il contribué à ces objectifs ?**

Les investissements durables du Fonds comprennent des titres émis par des sociétés qui contribuent, par leurs produits ou services, aux objectifs environnementaux ou sociaux d'un sous-ensemble pertinent de cibles sous-jacentes aux 17 ODD.

Les ODD fournissent l'équipe de Gestion une grille d'analyse des caractéristiques de durabilité des entreprises dans lesquelles le fonds investit. Alors que les 17 ODD définissent le cadre général permettant de déterminer les objectifs environnementaux ou sociaux auxquels une entreprise peut contribuer, c'est un sous-ensemble des 169 objectifs spécifiques sous-jacents qui a été identifié comme étant le plus pertinent pour les entreprises ; l'analyse de l'équipe de Gestion se concentre donc sur la mesure dans laquelle les entreprises sont capables de contribuer aux objectifs pertinents. Les objectifs pertinents pour chaque société sont déterminés par référence à la taxonomie exclusive du Gestionnaire d'investissement et des activités économiques admissibles pour chaque objectif.

En plus de contribuer aux objectifs environnementaux ou sociaux d'un sous-ensemble pertinent de cibles sous-jacentes aux ODD, les entreprises doivent également satisfaire aux critères *Do No Significant Harm* (DNSH).

La taxonomie de l'UE établit un principe consistant à "ne pas causer de préjudice" en vertu duquel les investissements alignés sur la taxonomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxonomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à "ne pas causer de préjudice important" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Tous les autres investissements durables ne doivent pas non plus causer de préjudice important aux objectifs environnementaux ou sociaux.

Les principales incidences négatives

correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption

● ***Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier partiellement réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable ?***

Outre l'identification d'investissements durables potentiels par la mise en correspondance des entreprises avec un sous-ensemble spécifique de cibles des ODD, comme détaillé ci-dessus, les entreprises bénéficiaires d'investissements potentiels sont soumises à l'évaluation du principe DNSH par le gestionnaire d'investissement, qui est réalisée de deux manières :

1. une évaluation de la conformité aux normes mondiales basées sur les principes du Pacte mondial des Nations unies (UNGC), et les controverses liées aux autres aspects environnementaux des indicateurs PIN (Principales Incidences Négatives).
2. une évaluation de DNSH par rapport aux facteurs liés au changement climatique mis en évidence par les indicateurs PIN, y compris des domaines tels que l'exposition de l'entreprise à l'extraction de combustibles fossiles et une empreinte carbone élevée et non gérée dans un secteur à fortes émissions.

Lors de l'évaluation des DNSH liés au changement climatique, le Gestionnaire d'investissement tient également compte de la nature des activités d'une société ainsi que de la présence de controverses ou de signaux provenant des indicateurs PIN. Pour chaque groupe d'indicateurs PIN, le Gestionnaire d'investissement évalue la matérialité de chaque indicateur PIN et la présence d'un préjudice potentiel important, cette évaluation étant réalisée à l'aide d'une analyse exclusive. Les résultats de l'évaluation DNSH peuvent influencer les notes de risque de gouvernance et de durabilité attribuées par le Gestionnaire d'investissement, mais l'évaluation DNSH est conçue pour fonctionner comme un processus parallèle aux notes de risque afin de respecter l'engagement de réaliser des "investissements durables" dans le cadre de la SFDR. Le principal résultat de l'évaluation DNSH est de déterminer s'il existe des preuves d'un préjudice important qui exclurait un investissement de la catégorie des investissements durables.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

Le gestionnaire d'investissement prend en compte les 14 indicateurs obligatoires PIN et deux indicateurs supplémentaires dans sa gestion du fonds. Les deux indicateurs supplémentaires sont :

Environnemental : Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone; et

Sociales : Absence de politique en matière de droits de l'homme.

L'analyse des sociétés par le Gestionnaire d'investissement tient compte de ces facteurs et lorsque le Gestionnaire d'investissement identifie des impacts négatifs matériels potentiels, il s'engage auprès des sociétés. Conformément aux exigences spécifiques du SFDR, le gestionnaire d'investissement rend également compte des indicateurs PIN en utilisant des données provenant de l'entreprise ou en recherchant des substituts lorsque ceux-ci ne sont pas disponibles.

Pour plus d'informations sur la manière dont l'analyse des entreprises par le Gestionnaire d'investissement prend en compte ces facteurs, veuillez vous référer à la section ci-dessous intitulée "Ce produit financier prend-il en compte les principaux impacts négatifs sur les facteurs de durabilité ?"

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ?

Tous les investissements durables potentiels identifiés sont soumis à l'analyse ESG plus large du gestionnaire d'investissement qui examine la gestion, la culture, le risque social et environnemental. Cette analyse s'articule autour des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et le gestionnaire d'investissement se concentre en outre sur le risque d'exploitation sociale dans le cadre des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Le Pacte Mondial de l'ONU (UN Global Compact - sur lequel le Fonds a des critères contraignants) énonce 10 principes qui définissent les responsabilités minimales dans les domaines des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption, tels qu'ils découlent des conventions établies.

Il existe un chevauchement important entre les principes de l'UNGC et les Principes directeurs de l'OCDE, qui sont effectivement pris en compte par l'écran UNGC du gestionnaire d'investissement. D'autres instruments multilatéraux importants cités dans les principes directeurs sont également des éléments constitutifs des principes directeurs de l'OCDE, à savoir les Principes fondamentaux de l'OIT (Organisation internationale du travail) et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ils couvrent efficacement les controverses potentielles liées aux piliers clés de l'OCDE que sont les droits de l'homme, le travail, l'environnement, la lutte contre la corruption et la protection des consommateurs.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Les facteurs de durabilité peuvent avoir un impact sur les sociétés dans lesquelles le fonds investit, et le gestionnaire d'investissement reconnaît également que les sociétés elles-mêmes peuvent avoir un impact négatif sur, par exemple, l'environnement, leurs employés ou les communautés dans lesquelles elles opèrent. Ces impacts négatifs comprennent, sans s'y limiter, la production d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'autres formes de pollution ou les violations potentielles du Pacte Mondial des Nations Unies. L'analyse des sociétés par le Gestionnaire d'investissement tient compte de ces facteurs et lorsqu'il identifie des impacts négatifs potentiels importants, le Gestionnaire d'investissement s'engage auprès des sociétés concernées, comme indiqué plus en détail dans la Politique de gestion et d'engagement du Gestionnaire d'investissement. Conformément aux exigences spécifiques du SFDR, le Gestionnaire d'investissement rend également compte des indicateurs PIN en utilisant des données provenant de l'entreprise ou des approximations lorsque celles-ci ne sont pas disponibles. L'analyse des PIN est intégrée dans la diligence raisonnable du Gestionnaire d'investissement pour chaque société. L'évaluation des 14 PIN obligatoires et des deux PIN supplémentaires est regroupée en six domaines clés pour l'évaluation de la matérialité. Tous les PIN ne seront pas significatifs pour chaque entreprise. Le Gestionnaire d'investissement évalue si l'un des six domaines est important pour la société bénéficiaire et, le cas échéant, intègre ces domaines dans ses notations de risque, sa thèse d'investissement et, le cas échéant, dans l'activité d'engagement prévue. Les six principaux groupes de PIN sont les suivants :

- Émissions de carbone et gestion : (PINs #1 (émissions de GES), #2 (empreinte carbone) & #3 (intensité de GES des sociétés bénéficiaires) ainsi qu'un PIN optionnel sur Investissements dans des sociétés n'ayant pas pris d'initiatives pour réduire leurs émissions de carbone) ;
- Exposition à des entreprises du secteur des combustibles fossiles: (PIN #4 (Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles)) ;
- Efficacité énergétique (PINs #5 (Part de la consommation et de production d'énergie non renouvelable) & #6 (Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique));
- Pollution & Biodiversité (PINs #7 (Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité), #8 (Rejets dans l'eau) & #9 (Ratio de déchets dangereux)) ;
- Droits de l'homme et questions relatives aux employés (PINs #10-13 (Violations des Principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE ; Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ; Écart de rémunération en hommes et femmes non corrigé ; et Mixité au sein des organes de gouvernance) ainsi qu'un PIN additionnel axé sur les entreprises qui ne disposent pas d'une politique en matière de droits de l'homme) ; et
- Exposition à des armes controversées (PIN #14 (Exposition à des armes controversées)).

Dans certains cas, tels que le PIN n°10 (Violations des Principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE), le Fonds dispose de critères contraignants et n'investira pas dans des sociétés qui ont été évaluées

comme "défaillantes" au regard du Pacte mondial. Conformément à la politique du gestionnaire d'investissement sur les armes controversées, le fonds ne détiendra pas de sociétés exposées à des armes controversées.

Les informations relatives aux PIN sur les facteurs de durabilité se trouvent dans la politique d'investissement responsable du Gestionnaire d'investissement.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

La liste comprend les investissements **constituant la plus grande proportion d'investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir:

Investissements les plus importants	Secteur	% d'actifs	Pays
Samsung Electronics	Technologie de l'information	8.1	Taiwan
Taiwan Semiconductors	Technologie de l'information	8.1	Corée
Samsung Electronics			
Tencent	Télécommunications	6.9	Chine
ICICI Bank	Finance	3.9	Inde
Alibaba	Consommation discretion.	3.5	Chine
AIA	Finance	3.1	Hong Kong
Reliance Ind	Énergie	3.0	Inde
Meituan	Consommation discretion.	2.7	Chine
HDFC Bank	Finance	2.6	Inde
Titan	Consommation discretion.	2.6	Inde
SK Hynix	Technologie de l'information	2.6	Corée
Bank Rakyat	Finance	2.5	Indonésie
Ping An	Finance	2.4	Chine
WEG SA	Industrie	2.3	Brésil
Antofagasta	Matériaux	2.1	Grande Bretagne



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

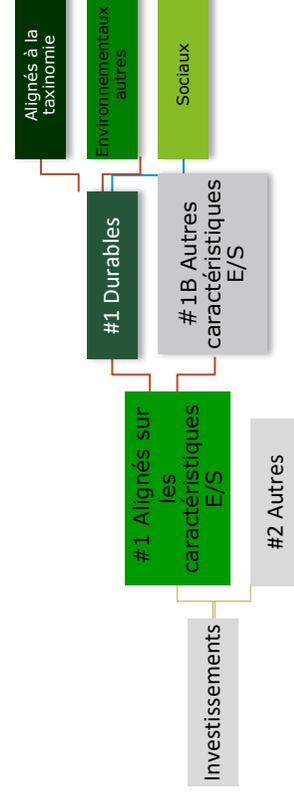
L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

- **Quelle était l'allocation des actifs ?**

74 % de la VNI du fonds était constituée d'investissements durables au 31 décembre 2022.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- la sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables sur le plan environnemental et social ;
- la sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques.

Pour se conformer à la taxonomie de l'UE, les critères applicables au gaz fossile comprennent des limitations des émissions et le passage à une énergie entièrement renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici la fin de 2035. Pour l'énergie nucléaire, les critères comprennent des règles complètes de sûreté et de gestion des déchets.

Les activités habilitantes permettent directement à d'autres activités d'apporter une contribution substantielle à un objectif environnemental

Les activités transitoires sont des activités économiques pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement à faible intensité de carbone et dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances

● **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?**

Secteur	% d'actifs
Télécommunications	9.52%
Consommation discrétion.	12.42%
Consommation non cyclique	2.58%
Énergie	4.28%
Finance	24.25%
Santé	3.12%
Industrie	5.88%
Technologies de l'information	28.18%
Matériaux	7.33%
Immobilier	0.00%
Services aux collectivités	1.29%

Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxonomie de l'UE ¹ ?

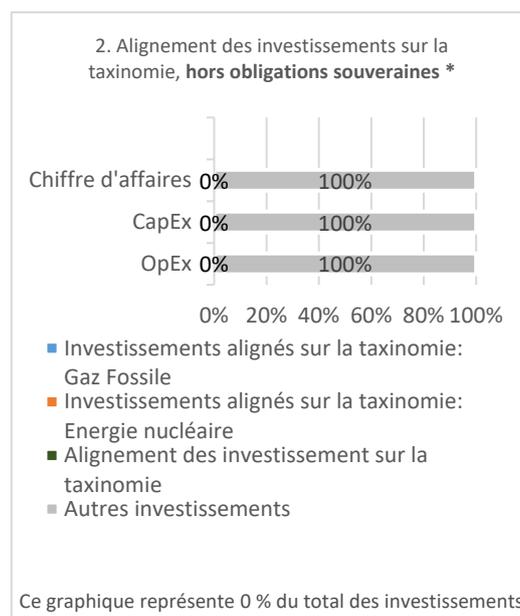
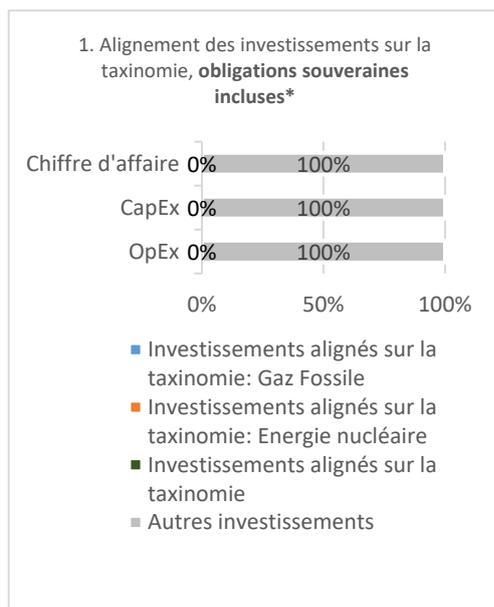
- Oui
- En gaz fossile
- En l'énergie nucléaire
- Non

¹ Fossil gas and/or nuclear related activities will only comply with the EU Taxonomy where they contribute to limiting climate change ("climate change mitigation") and do no significant harm to any EU Taxonomy objective - see explanatory note in the left hand margin. The full criteria for fossil gas and nuclear energy economic activities that comply with the EU Taxonomy are laid down in Commission Delegated Regulation (EU) 2022/1214.



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



*Aux fins de ces graphiques, les "obligations souveraines" comprennent toutes les expositions souveraines

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

- du chiffre d'affaires pour refléter le caractère écologique actuel des sociétés bénéficiaires des investissements;

- des dépenses d'investissement (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, ce qui est pertinent pour une transition vers une économie verte;

- des dépenses d'exploitation (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements..



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne tiennent pas compte des critères en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.

- **Quelle était la part des investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes?**

Pas applicable: 0%

- **Où se situe le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE par rapport aux périodes de référence précédentes ?**

Pas applicable.



- **Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?**

27%



- **Quelle était la part d'investissements durables sur le plan social ?**

74%



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie "Autres", quelle était leur finalité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales ?

"Autres" comprend les espèces ou autres instruments de liquidité pour lesquels il n'existe pas de garanties environnementales ou sociales minimales.



Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Le Gestionnaire d'investissement évalue les facteurs/caractéristiques environnementaux, sociaux et de gouvernance de manière quantitative et qualitative, grâce à son système de notation ESG exclusif et son processus de recherche et d'engagement. Le Gestionnaire d'investissement intègre pleinement l'analyse ESG à plusieurs étapes de son processus d'investissement, en utilisant un certain nombre d'outils exclusifs pour développer une compréhension plus approfondie des entreprises dans lesquelles il investit, notamment :

- Évaluation de la gouvernance et de la durabilité
- Analyse carbone
- Évaluation du risque de travail forcé
- Cadres des ODD
- Engagement & Vote

La recherche du Gestionnaire d'investissement, y compris sa boîte à outils ESG, éclaire ses décisions d'investissement. Toutes les décisions, qu'il s'agisse d'achat, de vente, d'ajout ou de réduction, sont soumises au même processus cohérent de recherche rigoureuse et de discussion en équipe avant d'être mises en œuvre.

Analyse ESG propriétaire

Tous les investissements durables potentiels sont soumis à une analyse ESG qui porte sur la gestion, la culture, le risque social et environnemental des sociétés. Cette analyse s'inscrit dans le cadre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, avec un accent supplémentaire spécifique sur le risque d'exploitation sociale, dans le cadre des UN Guiding Principles on Business and Human Rights.

Les pacte mondial des Nations Unies (sur lesquels le Fonds a des critères contraignants) énonce 10 principes qui déterminent les responsabilités minimales dans les domaines des droits de l'homme, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption, tels qu'ils découlent des conventions établies.

Il y a un chevauchement important entre les principes de l'UNGC et les Principes directeurs de l'OCDE qui sont effectivement capturés par un écran UNGC. D'autres instruments multilatéraux importants cités dans les principes directeurs sont également des éléments constitutifs des principes directeurs de l'OCDE, à savoir les Principes fondamentaux de l'OIT (Organisation internationale du travail) et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ils couvrent efficacement les controverses potentielles liées aux piliers clés de l'OCDE que sont les droits de

l'homme, le travail, l'environnement, la lutte contre la corruption et la protection des consommateurs.

Consideration of the EU principle Adverse Impact Indicators

Si les facteurs ESG/durabilité peuvent avoir un impact sur les entreprises, le Gestionnaire d'investissement reconnaît également que les entreprises elles-mêmes peuvent avoir un impact négatif sur, par exemple, l'environnement, leurs employés ou les communautés au sein desquelles elles opèrent. L'analyse des entreprises tient compte de ces facteurs et lorsque le Gestionnaire d'investissement identifie des impacts négatifs ou PIN potentiels, il cherche à s'engager avec les entreprises concernées.

Conformément aux exigences spécifiques SFDR, le Gestionnaire d'investissement rend également compte des PIN d'impact négatif identifiés dans le règlement en utilisant des données fournies par les entreprises ou en recherchant des approximations lorsque celles-ci ne sont pas disponibles.

Engagement on material environmental or social factors.

L'importance qu'accorde le Gestionnaire d'investissement à la matérialité l'aide à identifier les principales questions ESG nécessitant un engagement. De plus, l'un des principaux objectifs de ces activités d'engagement est d'obtenir des résultats positifs en matière d'ESG. En aidant à orienter les entreprises vers des pratiques commerciales plus durables, le Gestionnaire d'investissement peut créer de la valeur à long terme pour ses clients. L'actionnariat actif fait partie de la vie d'un investisseur et d'un propriétaire à long terme. L'historique d'engagement constructif du Gestionnaire d'investissement le place dans une position très forte pour être proactif et provoquer le changement. En fin de compte, les décisions d'investissement et de vote sont mieux informées.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

L'indice de référence est l'indice MSCI Emerging Markets, qui est également l'indice général du marché. Le Compartiment n'a pas utilisé d'indice de référence pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales.

- ***En quoi l'indice de référence différerait-il d'un indice de marché large?***

Pas applicable.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur l'objectif d'investissement durable?***

Pas applicable.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?***

Pas applicable.

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promet.

- 
- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?***

Pas applicable.

ANNEXE V

Modèle d'information périodiques pour les produits financiers visés à l'article 9, paragraphes 1 à 4 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 5, premier alinéa, du règlement (US) 2020/852

Dénomination du produit : CADMOS - SWISS ENGAGEMENT

Identifiant d'entité juridique : 222100NH67SC8FL1IV48

Objectif d'investissement durable

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental** : 96%

Dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif social**: 97.5%

Non

Il **promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S)** et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de ___% d'investissements durables

Ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE.

Ayant un objectif social

Il **promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables**

Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement n'établit pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Dans quelle mesure l'objectif d'investissement durable de ce produit financier a-t-il été atteint ?



L'objectif d'investissement durable du compartiment est de contribuer à une transition juste et équitable, à un avenir plus durable en investissant dans des entreprises au cœur du changement de paradigme en cours sous l'effet de la révolution numérique, de l'évolution démographique et du changement climatique. Le compartiment investit dans des entreprises répondant à des critères stricts en matière de fondamentaux et de durabilité.

Ces objectifs sont atteints par la mise en œuvre de la stratégie Buy & Care® du Co-Promoteur (de Pury Pictet Turrettini & Cie S.A. - ci-après PPT). Le Gestionnaire d'investissement, avec le soutien du Conseiller, investit (Buy: pré-investissement) dans des entreprises rentables, durables et qui produisent un impact, et qui sont à la fois les moteurs et les bénéficiaires de grands changements de paradigmes, puis mène une action d'engagement (Care: post-investissement) de manière directe et collective afin d'aider ces entreprises à progresser plus encore et à mieux intégrer la durabilité à leur stratégie. Pré-investissement: L'objectif d'investissement durable est poursuivi par des investissements dans des entreprises présentant les caractéristiques suivantes :

- Tout d'abord, le compartiment vise à accomplir une réduction des émissions de carbone conformément à l'article 9, paragraphe 3 du SFDR en réalisant des investissements durables dans des entreprises qui sont les moteurs de la transition vers des émissions de CO₂ nettes nulles d'ici à 2050, en phase avec les objectifs à long terme de l'Accord de Paris en matière de réchauffement climatique.

28 des 36 sociétés du compartiment contribuent à une augmentation de température jusqu'à 2050 inférieure à 1,8° degrés soit nettement moins que 2° en phase avec les objectifs à long terme de l'Accord de Paris. Cela représente 83.9% des investissements en actions du compartiment sachant que seul 2.5% sont placés en cash à fin décembre 2022.

- Deuxièmement, le compartiment compte investir dans des entreprises impliquées dans les technologies vertes et les TIC susceptibles de contribuer à relever les défis (environnementaux) du changement climatique et les défis (sociaux) démographiques en réalisant des investissements durables dans des entreprises qui contribuent à l'industrie, à l'innovation et à l'infrastructure (ODD 9) au sens défini par les objectifs de développement durable des Nations Unies, qui fournissent une énergie propre à un prix abordable (ODD 7), qui luttent contre le changement climatique (ODD 13) ou qui contribuent à un éducation de qualité au sens de l'ODD 4.

34 des 36 des sociétés du compartiment contribuent à relever les défis environnementaux, climatiques et sociaux par le développement de technologies vertes en contribuant positivement aux ODD 4, 7, 9 ou 13. Cela représente 96.8% des investissements en actions du compartiment sachant que seul 2.5% sont placés en cash à fin décembre 2022.

- Enfin, le compartiment vise à relever les défis démographiques posés par la croissance de la population humaine et qui pèsent sur l'ensemble des 17 ODD. L'objectif est de proposer des solutions démographiques positives et responsables qui contribuent à éradiquer la pauvreté et la faim, à réduire les inégalités, à promouvoir la santé et le bien-être ou à créer des villes durables au sens des ODD 1, 2, 3, 10 et 11.

100% des sociétés du compartiment contribuent à relever les défis démographiques en contribuant à éradiquer la pauvreté et la faim, à réduire les inégalités, à promouvoir la santé et le bien-être ou à créer des villes durables au sens des ODD 1, 2, 3, 10 et 11.

Post-investissement: Le vote par procuration et l'engagement font partie intégrante de la stratégie Buy & Care®.

Avec le soutien du Conseiller, le Gestionnaire d'investissement exerce ses droits de vote conformément aux objectifs d'investissement et à la politique du compartiment en tenant compte de la gouvernance d'entreprise et des préoccupations environnementales et sociales.

En 2022, nous avons exécuté nos droits de vote sur 100% des sociétés en portefeuille que nous détenions avant leur Assemblée Générale (35 sociétés).

Les politiques en matière d'engagement du Gestionnaire d'investissement et du Conseiller promeuvent un progrès continu dans toutes les principales thématiques ESG pertinentes, un progrès ESG et des impacts tangibles au niveau des ODD.

En 2022, nous avons engagé un dialogue direct et interactif avec 23 sociétés du compartiment sur un total de 36 sociétés présentes dans le portefeuille à fin 2022.

● **Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?**

Pré-investissement: Le Gestionnaire d'investissement avec le soutien du Conseiller sélectionne des entreprises qui sont à la fois les moteurs et les bénéficiaires du changement de paradigme en cours sous l'effet de la révolution numérique, de l'évolution démographique et du changement climatique. Ces leaders thématiques sont sélectionnés sur la base de critères ESG/de durabilité et de facteurs d'impact. Le compartiment considère un investissement comme durable s'il est en phase avec les démarches suivantes:

- Réduire les émissions de carbone

Les indicateurs environnementaux suivants sont pris en considération pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable:

- Investir dans des entreprises dont l'activité économique pousse la transition vers des émissions de CO2 nettes nulles, qui possèdent une stratégie net zéro en matière de CO2 contribuant à une hausse des températures nettement inférieure à 2 degrés selon le scénario IEA SDS.

28 des 36 sociétés du compartiment contribuent à une augmentation de température jusqu'à 2050 inférieure à 1.8° degrés soit nettement moins que 2° en phase avec les objectifs à long terme de l'Accord de Paris. Cela représente 83.9% des investissements en actions du compartiment sachant que seul 2.5% sont placés en cash à fin décembre 2022. 8 sociétés n'y répondent pas avec un scénario à 2° ou plus.

- ou avoir toutes ses activités de production d'électricité dans des juridictions où un objectif d'émissions de CO2 nettes nulles a été annoncé.

Cet objectif ne concerne que les sociétés de "services aux collectivités". Cela ne concerne que BKW dans le compartiment. Toutes ses activités de production d'électricité ne se trouvent pas dans des juridictions dans lesquelles un objectif d'émissions de CO2 nettes nulles ont été annoncées.

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les objectifs de durabilité de ce produit financier sont atteints.

- Exploiter des parcs de production d'électricité tirant plus de 80 % de la production d'électricité de sources d'énergie renouvelables.

Cet objectif ne concerne que les sociétés de "services aux collectivités". Cet indicateur ne concerne que BKW, soit 2.75% des actions détenues dans le compartiment. Seulement 58.8% de la production d'électricité de BKW provient de sources d'énergies renouvelables.

- Promouvoir les technologies vertes

Investir dans des entreprises qui promeuvent des technologies vertes et des technologies de l'information et de la communication (TIC) contribuant à relever les défis du changement climatique et les défis démographiques.

Les indicateurs sociaux et environnementaux suivants sont pris en considération pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable:

- Investir dans des entreprises dont l'activité économique présente un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 4 (éducation de qualité) ;

Seul une société du compartiment répond à cet objectif (SGS soit 3.19% des actions détenues par le compartiment) avec son activité SGS Academy.

- Ou avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 7 (énergie abordable et propre) ;

17 sociétés sur 36, soit 47.2% des sociétés du compartiment dépassent cet objectif. Cet indicateur est atteint pour 55.5% des actions détenues par le compartiment.

- Ou avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure) ;

34 sociétés sur 36, soit 94.4% des sociétés du compartiment dépassent cet objectif. Cet indicateur est atteint pour 96.8% des actions détenues par le compartiment.

- Ou avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 13 (action climatique).

23 sociétés sur 36, soit 63.9% des sociétés du compartiment dépassent cet objectif. Cet indicateur est atteint pour 75.9% des actions détenues par le compartiment.

- S'attaquer aux défis démographiques

Relever les défis démographiques causés par la croissance de la population humaine.

Les indicateurs sociaux suivants sont pris en considération pour mesurer la réalisation de l'objectif d'investissement durable:

- Investir dans des entreprises dont l'activité économique présente un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 1 (éradication de la pauvreté) ;

13 sociétés sur 36, soit 36.1% des sociétés du compartiment ont une contribution net positive à l'ODD 1. Cet indicateur est atteint pour 46.7% des actions détenues par le compartiment.

- Ou avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 2 (lutte contre la faim) ;

Seules 2 sociétés sur 36, soit 5.6% des sociétés du compartiment ont une contribution positive à l'ODD 2. Cet indicateur est atteint pour 9.4% des actions détenues par le compartiment.

- Ou Avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 3 (bonne santé et bien-être) ;

22 sociétés sur 36, soit 61.1% des sociétés du compartiment ont une contribution net positive à l'ODD 3. Cet indicateur est atteint pour 95.0% des actions détenues par le compartiment.

- Ou avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 10 (réduction des inégalités) ;

32 sociétés sur 36, soit 88.9% des sociétés du compartiment ont une contribution net positive à l'ODD 10. Cet indicateur est atteint pour 98.7% des actions détenues par le compartiment.

- - Ou avoir un score positif net d'au moins 50% pour l'ODD 11 (villes et communautés durables).

5 sociétés sur 36, soit 13.9% des sociétés du compartiment ont une contribution net positive à l'ODD 11. Cet indicateur est atteint pour 18.8% des actions détenues par le compartiment.

Post-investissement: Dans ce contexte, le Gestionnaire d'investissement et le Conseiller visent à générer des impacts positifs et tangibles supplémentaires en exerçant systématiquement les droits de vote et en menant des démarches d'engagement directes avec les entreprises en portefeuille.

- Vote par procuration

Assurer l'exercice systématique des droits de vote et la transparence absolue des décisions de vote par procuration.

En 2022, nous avons exécuté nos droits de vote sur 100% des sociétés en portefeuille que nous détenions avant leur Assemblée Générale (35 sociétés). Sur un total de 793 votes effectués nous avons voté contre le Management dans 54 cas. Cela représente un taux d'opposition de 6.8% sur l'ensemble des points à l'agenda. Il y a eu 23 sociétés pour lesquelles au moins un élément a été refusé par PPT (Cela représente un taux de 65.7% des sociétés), ce qui montre à quel point nous prenons au sérieux notre rôle d'actionnaire actif. Les sociétés du compartiment ne présentent toutefois pas de problème de gouvernance significatif. Cet objectif est donc atteint.

- Engagement

- Faire toute la transparence sur les entreprises en portefeuille et les résultats des initiatives d'engagement entreprises dans le but d'établir un dialogue avec 100% de ces entreprises dans un délai de trois ans

A fin 2022, nous avons engagé 100% des entreprises du compartiment dans un délai de 3 ans. En 2022, nous avons engagé un dialogue direct et interactif avec 23 sociétés du compartiment sur un total de 36. 7 sociétés additionnelles ont été engagées et visitées en 2021 (y compris Schindler dont la position a été vendue en 2022). Enfin, 7 sociétés (entrées dans le compartiment entre fin 2019 et 2022) n'ont pas été engagées par le compartiment. Cet objectif est donc atteint.

- Générer un impact supplémentaire tangible dans les cinq ans pour au moins 50% de ces entreprises. Le Gestionnaire d'investissement et le Conseiller rendent compte des réussites et des résultats non atteints de ses activités d'engagement. Afin d'évaluer les progrès de l'engagement, le conseiller mesure le niveau d'engagement de chaque entreprise. Le Conseiller considère qu'il a généré l'impact souhaité uniquement lorsqu'une entreprise atteint le niveau 5, c'est-à-dire qu'elle a pris des mesures en réaction à l'une des recommandations.

En 2022, nous avons constaté que 91.7% (22/24) des sociétés engagées ont pris des mesures en réaction à l'une de nos recommandations. 16 des 23 sociétés engagées en 2022 ont effectivement mis en œuvre au moins une de nos recommandations précédentes. 4 sociétés ont atteint cet objectif en 2021, 2 en 2020. Emmi et VZ Holding sont les seules entreprises du compartiment avec lesquelles nous avons engagé le dialogue et pas encore réussi à obtenir un impact significatif. Pour 6 sociétés du compartiment, l'engagement progresse mais a moins de 5 ans. En ajoutant les 7 sociétés avec lesquelles l'engagement n'a pas encore démarré, nous obtenons bien un total de 37 sociétés (y compris Schindler qui a été vendue en 2022). Cet objectif est donc atteint.

● **... et par rapport aux périodes précédentes ?**

Entre fin 2021 et fin 2022, un seul changement a été effectué dans le compartiment avec la vente de Schindler en décembre 2022. En raison des délais d'actualisation des données de la part de nos fournisseurs, les années fiscales concernées par les différentes données collectées sur cette période n'ont pas ou peu évolué. Pour ces raisons, les changements de données sur l'ensemble des sous-jacents présents en 2022 sont non-significatifs.

Les principales incidences négatives

correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Dans quelle mesure les investissements durables n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable ?

Avec le support du Conseiller, le Gestionnaire d'investissement exclut de la part des investissements durables:

- les entreprises qui ne respectent pas les traités internationaux relatifs aux armements controversés (exclusions sur la base de normes), c'est-à-dire qui tirent un chiffre d'affaires d'activités controversées telles que les armes chimiques, les armes biologiques, les armes à sous-munitions, les armes nucléaires, l'uranium appauvri;

100% des sociétés du compartiment respectent effectivement cet indicateur. Il n'y a aucun lien avéré entre les sociétés du compartiment et l'armement controversé.

- les entreprises dont on estime qu'elle enfreignent systématiquement les normes internationales, dont les infractions sont particulièrement graves ou dont la direction n'est pas disposée à mettre en œuvre les réformes nécessaires (exclusion sur la base du comportement des entreprises);

100% des sociétés du compartiment respectent effectivement cet indicateur. 24 sociétés sur 38 n'ont aucune controverse avérée. Seules 6 sociétés ont été confrontées à des controverses publiques qui sont pour la grande majorité mineures ou pour lesquelles des engagements sont pris pour les éviter à l'avenir. La controverse la plus importable du compartiment concerne Nestlé et l'ODD - 8 (Travail décent et croissance économique). La société semble rencontrer des difficultés à empêcher le travail forcé dans la chaîne d'approvisionnement en Chine. La société affronte toutefois frontalement ce problème et élabore depuis plusieurs années des programmes parmi les plus avancés de l'industrie pour éviter le travail forcé dans diverses chaînes d'approvisionnement agricoles.

- les entreprises qui tirent plus de 5% de leur chiffre d'affaires de la production de tabac, de l'exploitation d'activités de jeux d'argent, de divertissements pour adultes, des fabricants d'armes conventionnelles et des armes à feu (exclusions sur la base de valeurs).

100% des sociétés du compartiment respectent effectivement cet indicateur. 35 sociétés sur 36 ne génèrent aucun revenu direct ou indirects de ces activités. Seule Richemont tire des revenus (moins de 5%) par le biais de sa filiale à 100 %, James Purdey & Sons Limited qui fabrique et distribue des fusils de sport et de chasse sur mesure.

L'évaluation de la durabilité et les scores du Gestionnaire d'investissement et du Conseiller intègrent des facteurs liés au principe de "ne pas causer de préjudice important" (PCPI), ce qui entraîne l'exclusion des entreprises qui causent un préjudice important à n'importe lequel des objectifs environnementaux ou sociaux visés à l'article 2, paragraphe 17 du SFDR. Les entreprises systématiquement en infraction, en retard, qui refusent de reconnaître la situation ou qui ne font pas preuve de l'ouverture nécessaire pour s'attaquer à ces problèmes et progresser sont exclues de l'univers d'investissement du compartiment.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?

Le compartiment a assuré en 2022 que l'investissement durable ne cause aucun préjudice important à un objectif d'investissement durable environnemental ou social tout en tenant également compte des indicateurs des principales incidences négatives (PIN).

Les 14 indicateurs de principales incidences négatives (PIN) du Tableau 1 ont été pris en considération avec de plus l'exclusion des émetteurs associés à de graves controverses. En outre, des indicateurs PIN spécifiques pour lesquels des données sont généralement disponibles et pour lesquels il est possible de fixer des seuils absolus spécifiques ont été analysés:

- PIN 7: Les émetteurs ayant un impact négatif sur les zones sensibles du point de vue de la biodiversité sont exclus
- PIN 10: Les émetteurs dont on pense ou dont il est établi qu'ils ne respectent pas des normes établies et qui sont impliqués dans des controverses graves sont exclus
- PIN 14: Les émetteurs qui restent impliqués de manière certaine dans les armes controversées sont exclus

Indicateurs "opt-in" supplémentaires pour les facteurs environnementaux et sociaux:

- PIN 14: Les émetteurs impliqués dans des controverses graves concernant des espèces menacées sont exclus

Indicateurs "opt-in" supplémentaires pour les questions sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption:

- PIN 16: Les émetteurs impliqués dans des controverses graves de corruption et qui n'ont pas pris de mesures suffisantes pour régler le problème sont exclus.

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme ?

Oui, comme l'indique le PAI 10, 100% des investissements sont alignés avec les principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Pour une meilleure transparence pour nos clients, le tableau suivant fournit l'exposition à tous les PAI applicables au compartiment.

<i>Principales Indicendes Négatives</i>	<i>Indicateur</i>	<i>Impact</i>	<i>Couv. (%)</i>
INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT			
Emissions de gaz à effet de serre			
1. Émissions de GES	Émissions de GES de niveau 1 (tonnes)	336.5	98.3%
	Émissions de GES de niveau 2 (tonnes)	266.2	98.3%
	Émissions de GES de niveau 3 (tonnes)	14 608.9	98.3%
	Émissions totales de GES (tonnes)	15 211.6	98.3%
2. Empreinte carbone	Empreinte carbone (tonnes par m. EUR investis)	220.4	98.3%
3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES (tonnes par m. EUR chiffre d'affaires)	928.5	98.3%
4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Exposition aux combustibles fossiles (pourcent)	0.0%	98.3%
5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Consommation d'énergie non renouvelable (pourcent)	45.9%	57.4%
	Production d'énergie non renouvelable (pourcent)	1.0%	98.3%
6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Agriculture, sylviculture et pêche (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	64.8%
	Industries extractives (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	64.8%
	Industrie manufacturière (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.12	64.8%
	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	64.8%
	Production et distribution d'eau; Assainissement, gestion des déchets et dépollution (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	64.8%
	Construction (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	64.8%
	Commerce (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.01	64.8%
	Transport et entreposage (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	64.8%
	Activités immobilières (GWh par m. EUR chiffre d'affaires)	0.00	64.8%
Biodiversity			
7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Exposition (pourcent)	0.0%	100.0%
Eau			
8. Rejets dans l'eau	Rejets dans l'eau (tonnes par m. EUR investis)	0.02	12.8%
Déchets			
9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	Déchets dangereux (tonnes par m. EUR investis)	20.55	36.0%

Principales Indidences Négatives	Indicateur	Impact	Couv. (%)
INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION			
Les questions sociales et de personnel			
10. Violations des principes du pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement (pourcent)	0.0%	100.0%
11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement (pourcent)	8.4%	95.0%
12. Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération (pourcent)	0.1%	3.6%
13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen	30.1%	2.5%
14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Exposition (pourcent)	0.0%	100.0%

TABLEAU 2 - INDICATEURS CLIMATIQUES ET AUTRES INDICATEURS RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT

Eau, déchets et autres matières

14. Espèces naturelles et aires protégées	Exposition (pourcent)	0.0%	100.0%
---	-----------------------	------	--------

TABLEAU 3 - INDICATEURS LIÉS AUX QUESTIONS SOCIALES, DE PERSONNEL, DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES ACTES DE CORRUPTION

Lutte contre la corruption et les actes de corruption

16. Insuffisance des mesures prises pour remédier au non-respect de normes de lutte contre la corruption et les actes de corruption	Exposition (pourcent)	0.0%	100.0%
---	-----------------------	------	--------

Le compartiment a pris compte des PIN sur les facteurs de durabilité au sens de l'Annexe 1 des actes délégués SFDR. Les principaux impacts négatifs sur les facteurs de durabilité, tels que définis par le SFDR, ont été pris en compte par ce compartiment conformément à l'annexe 3 SFDR. En 2022, le compartiment a atténué les PIN par le biais des indicateurs pré-investissement et post-investissement du Gestionnaire d'investissement et du Conseiller ainsi que pour la surveillance continue de l'exposition du portefeuille. L'applicabilité dépend de la nature de l'indicateur, de la qualité des données, ainsi que du contexte spécifique du secteur et de l'industrie à l'origine d'un éventuel impact négatif.

Les valeurs des indicateurs sont un instantané à la date de fin de l'année 2022. Même si les données sont en principe statiques à une année fiscale donnée, elles ne représentent pas une moyenne pour la période considérée et ne sont pas représentatives à tout autre jour de l'exercice.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

La liste comprend les investissements constituant la plus **grande proportion** d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir:

Investissements les plus importants	Secteur	% d'actifs	Pays
Sika AG	Matériaux	6.10%	Suisse
Nestlé SA	Consommation non cyclique	5.29%	Suisse
Givaudan SA	Matériaux	4.80%	Suisse
Swiss Life	Finance	4.71%	Suisse
Alcon Inc	Santé	4.46%	Suisse
UBS Group AG	Finance	4.37%	Suisse
Richemont SA	Consommation discrétionnaire	4.32%	Suisse
Roche Holding AG	Santé	4.10%	Suisse
Partners Group	Finance	3.98%	Suisse
Lonza Group AG	Santé	3.84%	Suisse
Zurich Insurance Group	Finance	3.81%	Suisse
Novartis AG	Santé	3.54%	Suisse
Straumann Holding AG	Santé	3.43%	Suisse
Geberit AG	Industrie	3.41%	Suisse
Belimo Holding AG	Industrie	3.26%	Suisse



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

● Quelle était l'allocation des actifs?

Avec le support du Conseiller, le Gestionnaire d'investissement a investi 97.5% de l'actif net du compartiment dans des investissements durables conformément aux éléments contraignants de la stratégie d'investissement. Les 2.5% restants représentent le cash du compartiment à fin 2022. Chaque investissement durable possède au moins un objectif environnemental ou social prépondérant.

Comme décrit précédemment, 83.9% des investissements du compartiment répondent à l'objectif environnemental de réduire les émissions carbonées. En y intégrant le cash, cela représente un total de 89.5% du compartiment.

96% des investissements du compartiments contribuent à des objectifs sociaux et environnementaux en contribuant à la promotion des technologies vertes, les technologies de l'information et de la communication (TIC) tels que définis par les ODD 4, 7, 9 ou 13.

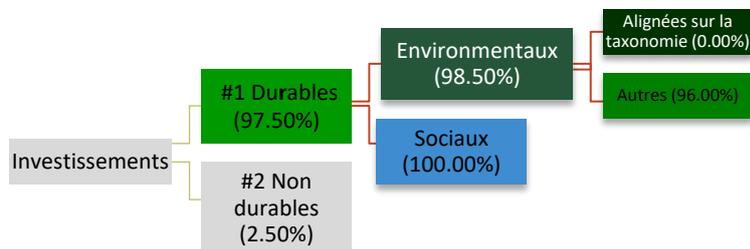
Enfin, 100% des sociétés du compartiment contribuent positivement à l'objectif social de relever les défis démographiques causés par la croissance de la population humaine. Les indicateurs sociaux ODD 1, 2, 3, 10 ou 11 sont utilisés pour cette évaluation.

Outres les seuils positifs spécifiques (objectifs d'investissement durable) définis pour l'inclusion et le maintien des entreprises, le compartiment calcule un score de durabilité du portefeuille qui doit rester en tout temps supérieur à celui de l'univers d'investissement du compartiment.

Les scores de durabilité du Gestionnaire d'investissement et du Conseiller se fondent sur une approche de double caractère matériel basée sur un score ESG et un score d'impact. L'analyse ESG a pris en considération tous les facteurs ESG pertinents et prospectifs, y compris les processus de gestion et les controverses relatives au modèle économique. Ce score a été combiné avec une analyse d'impact basée sur des scores ODD et sur des scores de température du portefeuille qui évaluent spécifiquement l'impact sur la société et sur l'investissement dans son ensemble. Dans le cadre de cette analyse, le compartiment obtient un score de durabilité de 63.7% ce qui est largement supérieur au score de l'univers d'investissement qui est de 53.6%.

Enfin, le compartiment évalue spécifiquement les pratiques de bonne gouvernance de toutes les sociétés bénéficiaires des investissements à l'aide de plusieurs indicateurs. D'une part nous évaluons les bonnes pratiques de gouvernance à l'aide de ratings de bonne gouvernance mesurant l'efficacité des organes de direction, les pratiques de rémunération, les pratiques d'audits et de risques. Toutes les sociétés du compartiment sont au-dessus des minimas exigés. D'autre part, nous évaluons plus spécifiquement le degré général de conformité de l'entreprise aux normes fiscales, sociales et environnementales et au respect des droits l'homme. Pour cette deuxième évaluation, nous veillons également que toutes les sociétés correspondent à nos attentes. C'est le cas bien entendu, même si 22 sociétés présentent quelques points d'améliorations que nous pourrions adresser lors de nos meetings d'engagements à venir.

L'allocation des actifs décrit la proportion des investissements dans des actifs spécifiques.



La catégorie **#1 Durables** couvre les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux.

La catégorie **#2 Non durables** inclut les investissements qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

● **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?**

Pour se conformer à la taxonomie de l'UE, les critères applicables au gaz fossile comprennent des limitations des émissions et le passage à une énergie entièrement renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici la fin de 2035. Pour l'énergie nucléaire, les critères comprennent des règles complètes de sûreté et de gestion des déchets.

Les activités habilitantes permettent directement à d'autres activités d'apporter une contribution substantielle à un objectif environnemental

Les activités transitoires sont des activités économiques pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement à faible intensité de carbone et dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances

Secteur (GICS)	Exposition: (%)
Énergie	0.0%
Matériaux	14.3%
Industrie	19.1%
Consommation discrétionnaire	4.3%
Consommation non cyclique	7.9%
Santé	24.2%
Finance	18.3%
Technologie de l'information	4.9%
Télécommunications	0.0%
Services aux collectivités	2.7%
Immobilier	0.0%

Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxonomie de l'UE ¹ ?

- Oui
 - En gaz fossile
 - En l'énergie nucléaire
- Non

¹ Fossil gas and/or nuclear related activities will only comply with the EU Taxonomy where they contribute to limiting climate change ("climate change mitigation") and do no significant harm to any EU Taxonomy objective - see explanatory note in the left hand margin. The full criteria for fossil gas and nuclear energy economic activities that comply with the EU Taxonomy are laid down in Commission Delegated Regulation (EU) 2022/1214.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

-du chiffre d'affaires pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi;

-des dépenses d'investissement (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte, par exemple ;

- des dépenses d'exploitation (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi.

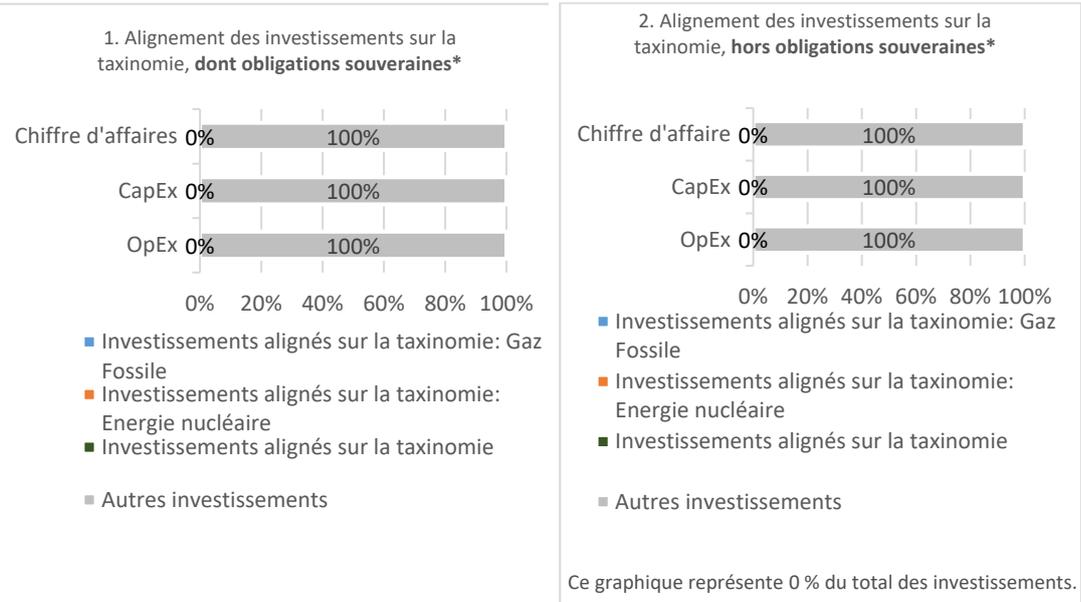
Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités économiques pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les "obligations souveraines" comprennent toutes les expositions souveraines.

Bien que 5.6% des investissements (pour 5 sociétés) du compartiment soient potentiellement alignés avec la taxinomie, aucune donnée réelle n'est disponible aujourd'hui. Notamment pour cette raison, le compartiment compte réaliser des investissements durables ayant un objectif environnemental, mais dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre du Règlement sur la taxinomie de l'UE.

● Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?

Pas applicable : 0%

● Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?

Pas applicable.



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE.



Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxonomie de l'UE ?

La part d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne sont pas alignés sur la taxonomie de l'UE est de 96.0%. Un seul titre ne répond pas encore aux exigences environnementales, le reste est le cash du compartiment avec 2.5%.



Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?

La part d'investissements durables ayant un objectif social est de 97.5%. Les 2.5% restants sont le cash du compartiment.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie "non durables", quelle était leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?

Les instruments inclus dans la catégorie «#2 Non durables» sont les espèces et les équivalents de trésorerie qui représentent 2.5% à fin 2022.



Quelles mesures ont été prises pour atteindre l'objectif d'investissement durable au cours de la période de référence ?

A l'exception du dernier trimestre, les marchés financiers ont connu une année 2022 difficile. Au premier trimestre, l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février a provoqué un choc mondial. Les graves implications humaines se sont répercutées sur les marchés, avec une baisse des actions et une hausse des rendements obligataires (ce qui signifie une baisse des prix).

Les prix des matières premières ont grimpé en flèche, la Russie étant un producteur clé de plusieurs matières premières importantes, dont le pétrole, le gaz et le blé. Cela a contribué à une poussée de l'inflation et à une perturbation de la chaîne d'approvisionnement.

Les sociétés des secteurs de l'énergie, des matériaux et des soins de santé ont été parmi les plus performantes en termes relatifs. À l'inverse, les secteurs de l'industrie, de la consommation discrétionnaire et des technologies de l'information ont été parmi les plus faibles.

Convaincu de de la qualité des titres sélectionnés, de leurs perspectives de croissances et de leurs capacités à contribuer aux objectifs d'investissements durables du compartiment, nous avons décidé de maintenir l'essentiel du portefeuille en l'état. Au cours du dernier mois de l'année, nous avons toutefois pris la décision de sortir Schindler qui peine à améliorer ses marges alors que sa nouvelle stratégie ne porte pas ses fruits. Aucune nouvelle position n'est entrée dans le compartiment.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence durable ?

Pas applicable.

- ***En quoi l'indice de référence différerait-il d'un indice de marché large ?***

Pas applicable.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur l'objectif d'investissement durable ?***

Pas applicable.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?***

Pas applicable.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?***

Pas applicable.

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint l'objectif d'investissement durable.